

FOR

RAPPORT DE DURABILITÉ

ENI FOR 2018



MISSION

Nous sommes une **entreprise énergétique**.

Nous travaillons pour construire un avenir dans lequel tout le monde peut accéder aux **ressources énergétiques d'une manière efficace et durable**.

Nous basons notre travail sur la **passion et l'innovation**, sur la force et le développement de nos compétences, sur la valeur de la personne.

Nous reconnaissons la diversité comme une ressource.

Nous croyons en des **partenariats à long terme** avec le pays et les communautés qui nous accueillent.



POURQUOI LIRE ENI FOR 2018?

Dans ce document, nous voulons raconter et partager les valeurs et les stratégies d'entreprise dans le domaine de la durabilité : de la réduction des émissions de gaz à effet de serre au respect de l'environnement ; des droits de l'homme à la formation des personnes ; de la coopération au développement à l'accès à l'énergie. Nous nous tournons vers les parties prenantes internes et externes pour décrire le scénario actuel et communiquer comment l'entreprise y fait face, avec ses défis et ses difficultés, les objectifs qu'elle s'est fixés et qu'elle se fixe et les engagements atteints. « **Eni for** » est composé de trois documents :

- « **Rapport de durabilité** » dans lequel nous illustrons les questions transversales dans tous les secteurs d'activité, autrement dit notre Modèle d'excellence opérationnelle et notre engagement en faveur du développement local dans les Pays où nous sommes présents.
- « **Processus de décarbonisation** » qui décrit la voie à suivre pour lutter contre les changements climatiques, détaillée sur la base des recommandations de la Task force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD) du Conseil de stabilité financière.
- « **Performance** », où les principaux indicateurs clés de performance des trois dernières années sont présentés avec leurs commentaires (disponibles sur eni.com).

Le document est enrichi par les « **Histoires d'Eni for** », des récits de quelques projets concrets que nous avons développés au cours de l'année, et des témoignages de personnes avec lesquelles nous avons partagé une partie de notre voyage.

SOMMAIRE

Message aux parties prenantes	3	Gouvernance de la durabilité	10
Eni dans le monde	4	Modèle de Gestion Intégrée du Risque	12
Les activités d'Eni : le cycle de la valeur	5	Matérialité : thématiques clé de durabilité	13
Contexte de référence et défis mondiaux	6	Activités d'engagement des parties prenantes	14
Modèle d'entreprise	7	Innovation technologique	16
Le processus de durabilité d'Eni	8	Digitalisation	17
Eni et les Objectifs de Développement Durable	9		



PROCESSUS DE

DÉCARBONISATION

18

Stratégie et objectifs de décarbonisation

20

ANNEXE

Eni for 2018 - Processus de décarbonisation

Gouvernance climatique

Gestion des risques

Stratégie climatique

Indicateurs et Objectifs



MODÈLE POUR L'EXCELLENCE

OPÉRATIONNELLE

22

Each of us (Chacun de nous)

24

Sécurité

30

Environnement

34

Les Droits de l'Homme

39

Transparence et lutte contre la corruption

44



PROMOTION DU

DÉVELOPPEMENT LOCAL

46

Eni en tant qu'acteur de développement local

48

La durabilité au sein de toutes les phases des activités

49

Partenariat pour le développement

52

Accès à l'énergie

54

Projets de développement local

56

Outils et méthodologies pour l'évaluation des impacts

63

ANNEXES

Eni for 2018 - Performance (disponible sur eni.com)
GRI Content Index 2018 (disponible sur eni.com)



THE GLOBAL GOALS
Objectifs mondiaux de développement durable

Le Programme 2030 des Nations Unies pour le développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) qui représentent des objectifs communs pour le développement durable face aux défis sociétaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.

Photo de couverture : Le projet CATREP (Centre d'Appui Technique et de Ressources Professionnelles) est un projet qu'Eni a réalisé en République du Congo, dans le cadre du projet intégré d'Hinda, au nord de Pointe-Noire. La culture d'une plante particulière, le haricot, avec le soutien d'une grande organisation telle que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), a permis d'améliorer la nutrition d'un grand nombre d'agriculteurs et de leurs familles.

CRÉER LES CONDITIONS PERMETTANT À CHACUN DE VIVRE DANS LA DIGNITÉ EST UN IMPÉRATIF MORAL, UNE RESPONSABILITÉ QUI CONCERNE TOUT LE MONDE. EN REPOUSSANT UNE CULTURE DE « MISE À L'ÉCART » ET UNE MENTALITÉ D'INDIFFÉRENCE, LE MONDE DES AFFAIRES DISPOSE D'UN IMMENSE POTENTIEL POUR PRODUIRE DES CHANGEMENTS SUBSTANTIELS EN AUGMENTANT LA QUALITÉ DE LA PRODUCTIVITÉ, EN CRÉANT DE NOUVEAUX EMPLOIS, EN RESPECTANT LE DROIT DU TRAVAIL, EN LUTTANT CONTRE LA CORRUPTION PUBLIQUE ET PRIVÉE ET EN PROMOUVANT LA JUSTICE SOCIALE, AINSI QU'UN PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES BÉNÉFICES.

MESSAGE DU PAPE FRANÇOIS AU PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU « FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL » DAVOS-KLOSTERS (SUISSE), 23-26 JANVIER 2018



ENI A RÉALISÉ, EN COLLABORATION AVEC LE FONDO AMBIENTE ITALIANO (FAI), UN PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA ZONE DES MARAIS SALANTS DE CONTI VECCHI À ASSEMINI (SARDAIGNE) QUI COMBINE LA PERMANENCE D'UNE ACTIVITÉ EXTRACTIVE INDUSTRIELLE AVEC LA VALORISATION HISTORIQUE ET CULTURELLE DES BÂTIMENTS ET CELLE NATURALISTE DE L'ENVIRONNEMENT.

MESSAGE AUX PARTIES PRENANTES

Le scénario mondial reste caractérisé par de forts déséquilibres. Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes souffrent de la faim et 11 % de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable, on relève des situations de pauvreté et d'inégalité, et un milliard de personnes vivent toujours sans accès à l'électricité là où les ressources énergétiques abondent. Ces données – décrites dans les premières pages du document Eni for 2018 – représentent une invitation sérieuse à ouvrir les yeux sur ce qui se passe autour de nous. On ne peut ignorer les effets sociaux et environnementaux négatifs du modèle de développement actuel basé sur une croissance illimitée de la consommation et sur la « culture du gaspillage ».

Nous ne devons pas nous résigner à l'idée que ce modèle est immuable, nous devons nous servir de cette stupéfaction pour améliorer le jardin dont nous sommes les gardiens. C'est de là que vient l'envie de chercher de nouvelles idées et le courage de changer, le désir d'être à l'écoute des besoins existentiels profonds des personnes et le chemin qui, ces dernières années, avec l'effort et le travail quotidien, la recherche et toute la technologie à notre disposition, a conduit Eni vers un nouveau modèle économique capable de faire des investissements à long terme qui dépassent la logique de la maximisation du profit et qui considèrent davantage la valeur globale de l'individu.

La population mondiale en 2040 dépassera les 9 milliards d'habitants et la demande énergétique continuera d'augmenter. En tant qu'entreprise du secteur, nous ressentons une grande responsabilité. Une responsabilité envers les personnes qui vivent dans les pays où nous sommes accueillis et envers un monde de plus en plus conditionné par les bouleversements, à commencer par celui du climat.

Eni – dans le cadre de l'Accord de Paris, en adoptant les Objectifs de Développement Durable (ODD) contenus dans le Programme 2030 des Nations Unies – reconnaît la nécessité d'intervenir activement dans la lutte contre le changement climatique à travers une stratégie intégrée précise qui se concrétise dans notre processus de décarbonisation, détaillé dans le rapport dédié. Nous voulons contribuer à la construction d'un paradigme énergétique dans lequel chacun – en particulier dans des régions comme l'Afrique, caractérisée par un fort boom démographique – peut avoir accès à des bouquets énergétiques innovants et propres. Nous voulons apporter l'énergie là où elle est nécessaire, mieux la distribuer, offrir des opportunités de développement, investir dans l'éducation et la formation professionnelle, la santé et l'accès à l'eau avec des projets et services de valeur sociale.

Lorsque le défi est considérable et urgent, nous devons agir ensemble, chercher des objectifs et des valeurs communs. C'est pourquoi nous pensons qu'il est essentiel et plus fructueux de mener des initiatives de développement impliquant de plus en plus tous les acteurs : les gouvernements, la société, les organismes internationaux, les entreprises du secteur privé et les fonds d'investissement. C'est dans cette direction que tendent les partenariats que nous avons signés avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'accès à l'eau potable par la construction de puits alimentés par des systèmes photovoltaïques, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 2018 pour mettre en commun les compétences en matière d'accès à l'énergie et de développement durable dans les pays où nous sommes présents et patronage de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au Musée polyvalent du Cercle africain à Pointe-Noire, au Congo. Un autre exemple significatif est l'Oil and Gas Climate Initiative (OGCI) que nous avons contribué à fonder : en septembre 2018, l'OGCI a fixé le premier objectif collectif pour réduire l'intensité des émissions de méthane provenant de l'ensemble des activités pétrolières et gazières en upstream.

Dans ces pages, nous parlons de notre manière de faire les affaires, c'est à dire la tendance continue vers l'excellence opérationnelle, à commencer par la sécurité de toutes les personnes qui travaillent pour nous et avec nous et le respect des droits de chacun ; cela signifie contribuer au développement local et avoir l'ambition d'être un exemple et une référence pour nos pratiques opérationnelles, reconnaître la diversité comme une richesse et une opportunité pour se découvrir. C'est à partir de cette prise de conscience que nous avons élaboré en 2018 la première Déclaration Eni sur le respect des Droits de l'Homme, conformément aux Principes Directeurs des Nations unies relatifs aux Entreprises et aux Droits de l'Homme de 2011.

Même dans les situations plus difficiles, nous devons unir nos forces pour agir ensemble et d'un commun accord, en poursuivant le bien commun et la dignité innée de chaque être humain, en nous laissant guider par nos valeurs : le respect des cultures, la générosité, l'altruisme et la propriété, c'est-à-dire ce sentiment d'appartenance et de responsabilité qui doit guider toute action, favorisant l'écoute, la cohésion et l'inclusion. Ce sont ces valeurs qui permettent à l'entreprise de se transformer tout en restant fidèle à son identité.



Claudio Descalzi
Président-Directeur Général



ENI DANS LE MONDE

RÉSULTATS 2018

1,85

MIO BEP/JOUR
NOUVEAU RECORD
DE PRODUCTION
D'HYDROCARBURES

7 153

MILLIONS DE BEP RÉSERVES
SÛRES D'HYDROCARBURES

-20 %

INDICE D'INTENSITÉ DES
ÉMISSIONS GES EN UPSTREAM
PAR RAPPORT À 2014

-66 %

ÉMISSIONS FUGITIVES DE
MÉTHANE EN UPSTREAM
PAR RAPPORT À 2014

-16 %

DE VOLUME
D'HYDROCARBURES
ENVOYÉ AU TORCHAGE EN
2018 PAR RAPPORT À 2014

30 950

PERSONNEL ENI

87 %

EMPLOYÉS LOCAUX EN
UPSTREAM DANS LES PAYS
À PRÉSENCE HISTORIQUE

0,35

POURCENTAGE TOTAL DE
BLESSURES ENREGISTRÉ

87 %

RÉUTILISATION
DES EAUX DOUCES

< 2 %

TAUX DE PRÉLÈVEMENTS
D'EAU DOUCE DANS
DES ZONES DE STRESS
HYDRIQUE

60 MLD M³

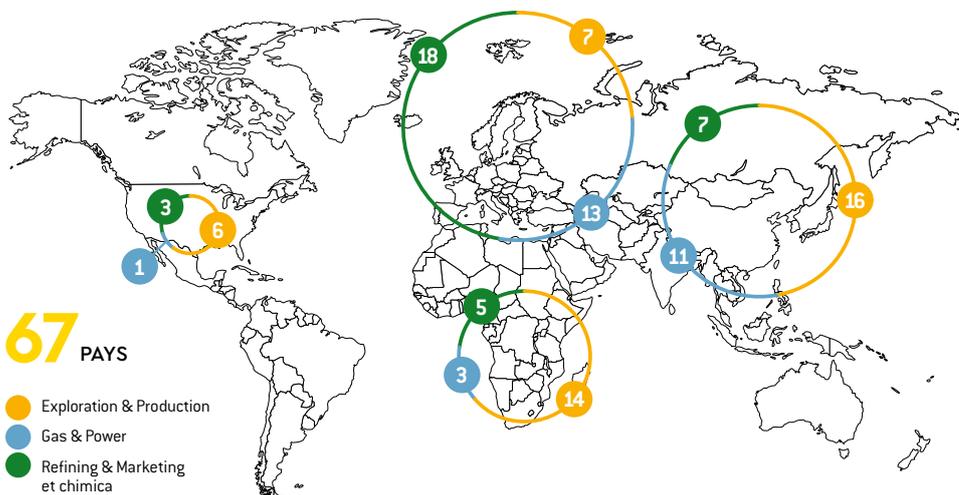
GAZ VENDU SUR LES
MARCHÉS DOMESTIQUES
DANS 17 PAYS

1 GW

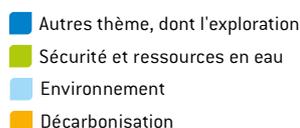
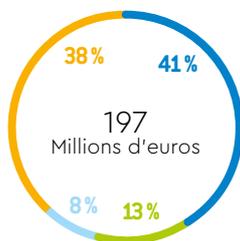
DE CAPACITÉ INSTALLÉE
DES CENTRALES
THERMOÉLECTRIQUES EN
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

67 pays, une seule équipe : Eni habite le monde et son identité est inscrite sur les visages des **30 950 personnes** qui la composent. Une entreprise énergétique cosmopolite et intégrée, composée de personnes qui visent à la faire grandir continuellement en explorant la planète, à la recherche constante de nouvelles ressources énergétiques pour créer de la valeur à long terme afin que chacun puisse avoir accès à l'énergie de manière efficace et durable.

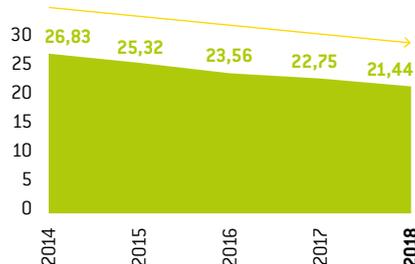
L'esprit innovateur de notre fondateur Enrico Mattei et son courage sont restés liés aux racines de l'entreprise. Eni regarde vers l'avenir avec le désir de grandir, d'innover en misant sur ses collaborateurs. Chacun d'eux agit toujours en garantissant la sécurité, la protection et la promotion des Droits de l'Homme, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption. Accompagner les peuples et les communautés dans leur développement est une « vocation » qu'Eni a dans son ADN depuis le début, bien résumée dans son approche « dual flag ». Selon cette approche, Eni opère dans les territoires où elle est présente en collaboration avec les pays hôtes, en interagissant de façon continue avec les institutions locales et les parties prenantes afin d'identifier les actions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés. Ce modèle de coopération fait partie intégrante et constitue un point fort de la culture d'entreprise.



Dépenses dans la recherche et le développement par thématique



Indice d'intensité des émissions GES en upstream (tCO₂éq/mgI Bep)



Investissements pour le développement local (millions d'euros)

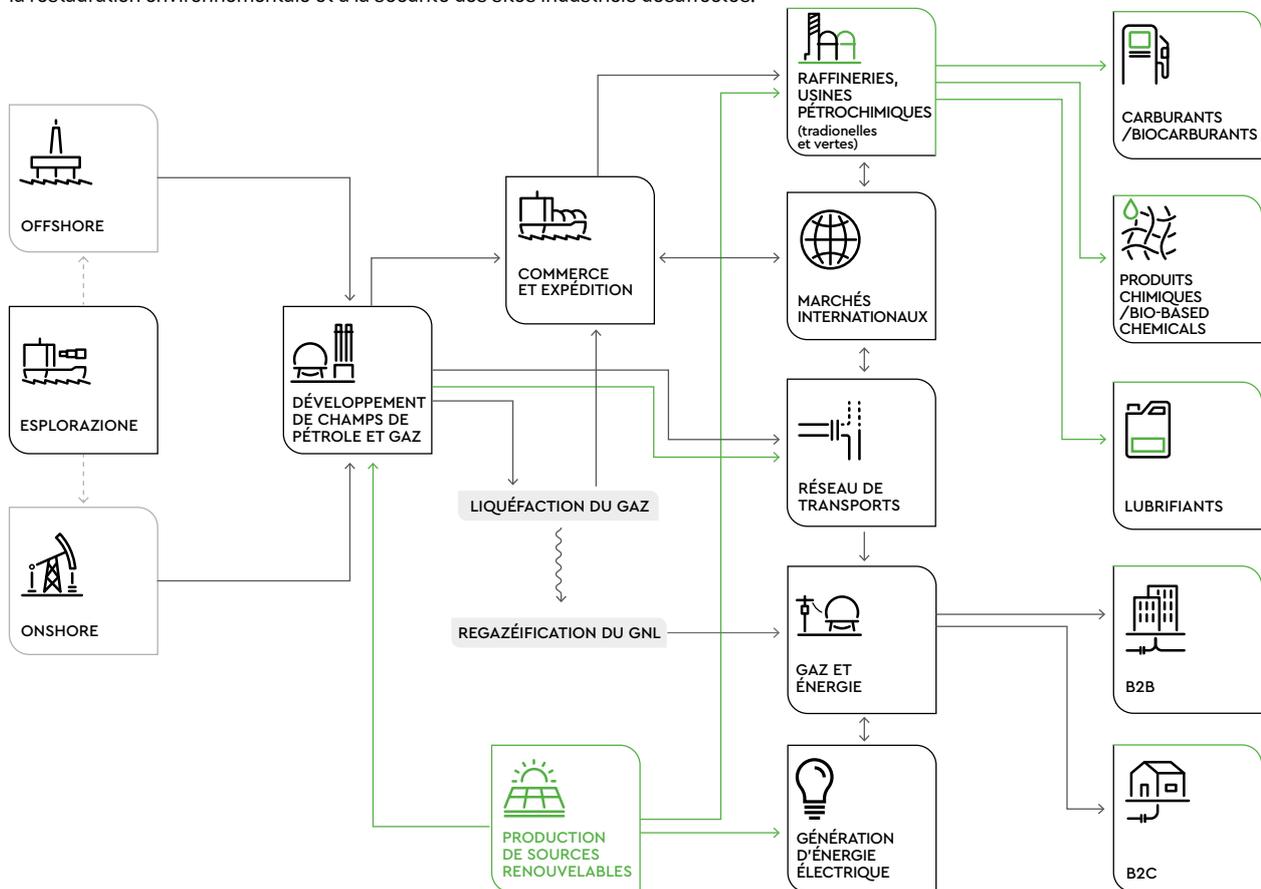


ACTIVITÉS D'ENI : LE CYCLE DE VALEUR

Dans un contexte de forte volatilité, Eni a profondément transformé ces dernières années ses propres activités afin de poursuivre sur la voie de la croissance en renforçant encore sa structure financière. **Cette transformation a été réalisée grâce à la rapidité d'action en s'appuyant sur les compétences, les savoir-faire et les technologies et en plaçant la durabilité de son modèle d'entreprise au cœur de sa stratégie.**

Eni mène des activités d'Exploration et de Production de pétrole et de gaz dans plus de 40 Pays. L'objectif stratégique de l'entreprise est la croissance organique de la production, en s'appuyant sur un portefeuille d'actifs géographiquement diversifiés, des synergies entre projets et des relations consolidées avec les Pays producteurs. En ce qui concerne le gaz, Eni intervient dans toutes les phases de la chaîne de valeur : fourniture, commerce et vente de gaz et d'électricité, infrastructures gazières, fourniture et vente de GNL (Gaz Naturel Liquéfié). En outre, Eni produit et vend des carburants et d'autres produits pétroliers principalement en Italie, ainsi que des produits chimiques issus de sources renouvelables. Eni s'est engagée à développer les activités liées à l'énergie produite à partir de sources renouvelables ainsi qu'à l'assainissement et la restauration environnementale et à la sécurité des sites industriels désaffectés.

GRÂCE À LA PROFONDE TRANSFORMATION DE L'ÉCONOMIE DE L'ENTREPRISE ENTAMÉE EN 2014, ENI EST AUJOURD'HUI PLUS QU'JAMAIS FINANCIÈREMENT DURABLE ET RÉSISTANTE AU SCÉNARIO DE VOLATILITÉ.



Dans le nouveau Plan Industriel, la croissance est dynamisée par un modèle économique intégré. Le portefeuille d'actifs conventionnels¹, le pourcentage élevé de réserves de gaz et le développement des énergies renouvelables grâce aux synergies avec les actifs industriels d'Eni, favoriseront l'évolution du modèle économique vers un scénario faible en carbone, notamment grâce à l'innovation technologique et à la digitalisation pour soutenir l'intégrité des actifs et leur efficacité opérationnelle.

En outre, dans le secteur du gaz et de l'électricité, Eni continuera à restructurer son portefeuille d'approvisionnement et à réduire ses coûts logistiques, notamment par une intégration croissante avec d'autres activités comme le GNL et le Trading. Le plan prévoit la poursuite du développement de projets Verts, y compris le démarrage de la raffinerie verte de Gela et le développement de celle de Venise, ainsi que l'engagement en faveur de la mobilité durable par l'augmentation de carburants alternatifs et la croissance d'Enjoy². Des initiatives d'économie circulaire pour la transformation des déchets seront également développées, dans lesquelles Eni vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les processus de production en augmentant l'efficacité énergétique.

1) La production d'Eni ne comprend pas le pétrole et le gaz de fracturation hydraulique.

2) Enjoy est le service d'autopartage créé par Eni en partenariat avec Fiat et Trenitalia, dans le but de réduire le parc automobile privé, de réduire la circulation et d'améliorer la qualité de vie de ceux qui vivent et travaillent en ville.

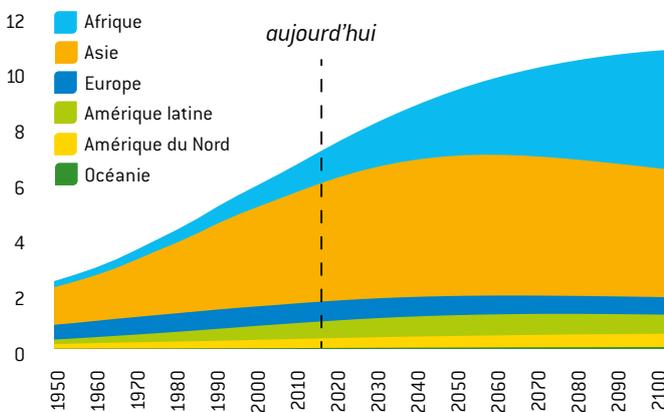


CONTEXTE DE RÉFÉRENCE ET DÉFIS MONDIAUX

LE PRINCIPAL DÉFI POUR ENI EST DE GARANTIR L'ACCÈS AUX RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES D'UNE MANIÈRE EFFICACE ET DURABLE POUR TOUS, EN LUTTANT CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

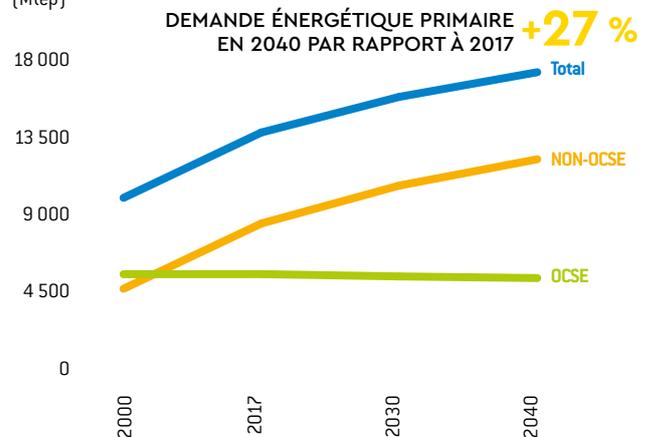
Eni est une entreprise qui opère à l'échelle mondiale et dans un secteur critique pour la réalisation des objectifs de développement durable fixés par le Programme 2030 des Nations Unies. Elle est donc appelée à faire face aux macro-tendances actuelles et à participer aux défis mondiaux auxquels le monde est appelé à faire face dans les années à venir. Aujourd'hui, la population mondiale a dépassé 7,5 milliards d'habitants et 83 % d'entre eux vivent dans des régions moins développées, bien que souvent riches en ressources. Selon les prévisions de l'ONU, **d'ici 2040, la population dépassera les 9 milliards** d'habitants. En conséquence, selon le New Policies Scenario (NPS) de l'Agence internationale de l'énergie (AIE)³, la **demande mondiale d'énergie devrait augmenter de 27 % d'ici à 2040 par rapport aux niveaux de 2017**, principalement de la part des pays non membres de l'OCDE (+45 %).

Population mondiale
(en milliards de personnes)



Source : United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2017). World Population Prospects: The 2017 Revision, données acquises à partir du site Web.

Demande totale d'énergie primaire
(Mtep)



Source : AIE (2018) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

9 MILLIARDS
DE PERSONNES EN 2040

Il est en même temps nécessaire de **lutter contre le changement climatique, en limitant les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère et en contribuant au processus progressif de décarbonisation** du système énergétique à travers une transition énergétique. Selon le Sustainable Development Scenario (SDS) de l'AIE, construit sur l'hypothèse de base de l'accomplissement de l'objectif de Paris⁴, les **émissions devraient être réduites de 46 % en 2040 par rapport à 2017**⁵.

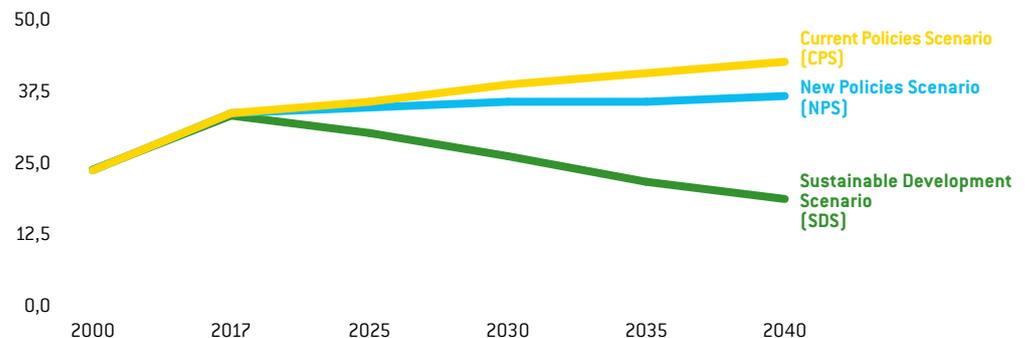
+ 27 %

LA DEMANDE D'ÉNERGIE PRIMAIRE EN 2040 PAR RAPPORT À 2017

-46 %

ÉMISSIONS DE CO₂ EN 2040 PAR RAPPORT À 2017 SELON LE SCÉNARIO SDS DE L'AIE

Émissions de CO₂
(Gt)



Source : AIE (2018) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

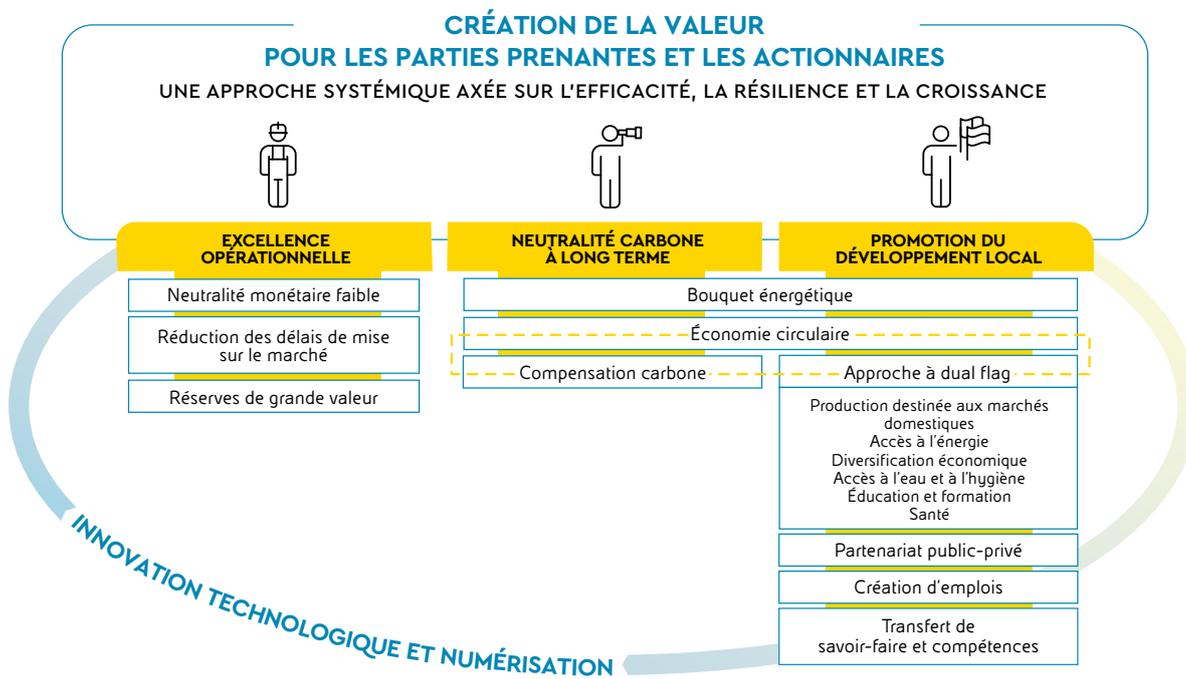
3) New Policies Scenario (AIE – WEO 2018). Pour plus de détails sur ce scénario et sur les deux autres scénarios de l'AIE mentionnés ci-dessous, voir : <https://www.iea.org/weo2018/scenarios/>.

4) L'objectif est de maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés par rapport aux niveaux préindustriels.

5) Selon les deux autres scénarios de l'AIE, le NPS susmentionné et le CPS (Current Policies Scenario), les émissions augmenteront respectivement de 10 % et 30 % d'ici 2040.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

Le Modèle économique d'Eni vise à créer de la valeur à long terme pour les parties prenantes et les actionnaires. Eni reconnaît que le principal défi pour son secteur est l'accès aux ressources énergétiques d'une manière efficace et durable pour tous en luttant contre le changement climatique. Ce défi conduira à de nouveaux paradigmes de développement qui auront un impact sur les modes de consommation, l'offre et les processus industriels. Dans ce cadre, Eni a adopté une approche systémique qui vise l'efficacité, la résilience et la croissance, qui intègre organiquement la durabilité pour en faire une activité, qui intègre les tendances émergentes de la décarbonisation et du développement inclusif, en les intégrant dans son plan d'affaires et son modèle opérationnel. Eni adopte donc un modèle économique, alimenté par l'application de ses technologies innovantes et son processus de digitalisation, qui repose sur les piliers suivants : **1. l'excellence opérationnelle, 2. la neutralité carbone à long terme, 3. la promotion du développement local.**



L'efficacité et l'intégration sont les moteurs stratégiques qui guident l'activité d'Eni vers l'**excellence opérationnelle** et lui permettent d'atteindre un portefeuille de ressources de forte valeur, résistant même aux scénarios à faible émission de carbone. L'excellence du modèle opérationnel se caractérise également par un engagement constant à minimiser les risques et à créer des opportunités tout au long du cycle complet des activités par la valorisation des personnes, la préservation de la santé et de la sécurité, la protection de l'environnement, le respect et la promotion des Droits de l'Homme, l'attention à la transparence et la lutte contre la corruption. Deuxièmement, le modèle économique prévoit un processus de décarbonisation qui a pour ambition d'amener l'entreprise à être « **neutre en carbone** » sur le long terme, visant à maximiser l'efficacité et à réduire les émissions directes en compensant les émissions résiduelles, tout en promouvant un bouquet énergétique faible en carbone. À long terme, Eni soutient un changement de paradigme énergétique et une conversion du modèle de consommation actuel vers un modèle plus durable et rationnel, qui exploite les principes de l'économie circulaire en poursuivant dès maintenant un processus de conversion qui met à profit ses compétences et sa position dans le secteur downstream.

Le troisième levier du modèle économique est la **promotion du développement local** dans les Pays où l'entreprise est présente. Cela est possible, d'abord et avant tout, en allouant sa production de gaz au marché local, en facilitant l'accès à l'électricité, mais aussi en promouvant un large portefeuille d'initiatives communautaires : de la diversification des économies locales, aux projets de santé, d'éducation, d'accès à l'eau et d'assainissement. Cette approche, appelée Dual Flag, repose sur la collaboration avec les institutions locales, les agences de coopération et les parties prenantes afin d'identifier les actions nécessaires pour répondre aux besoins des communautés conformément aux plans nationaux de développement et au Programme 2030 des Nations Unies. Eni s'engage également à créer des opportunités d'emploi et à transférer son savoir-faire et ses compétences à ses partenaires locaux.



LE PROCESSUS DE DURABILITÉ D'ENI



POUR LA CHRONOLOGIE COMPLÈTE VOIR LE SITE ENI.COM

En voyageant à travers le temps, de ses débuts à aujourd'hui, Eni s'est transformée. Réunions, décisions, signatures, chaque pas franchi a changé le cours des événements, dans l'entreprise, en Italie et dans le monde. Des étapes marquées par la capacité d'innover au fil des ans, en accordant toujours une attention particulière aux personnes et aux territoires, à la recherche continue de solutions pour concevoir un avenir dans lequel chacun peut accéder aux ressources énergétiques d'une manière efficace et durable.

Depuis 2014, Eni s'est profondément renouvelée grâce à son personnel et à un nouveau modèle d'économie intégré qui tire parti des nouvelles opportunités commerciales pour créer de la valeur partagée sur le long terme. Vous trouverez ci-dessous quelques-unes des étapes les plus importantes du processus de durabilité d'Eni.

<p>1953</p> <p>Création de l'Ente Nazionale Idrocarburi</p> 	<p>1957</p> <p>Formule Mattei testée : premier contrat avec l'Iran</p> 	<p>1977</p> <p>Début des premières études pour la production d'électricité photovoltaïque</p> 		
<p>1996</p> <p>Premier rapport sur la santé, la sécurité et l'environnement</p>	<p>1999</p> <p>Adhésion à l'PIECA</p> 	<p>2001</p> <p>Adhésion au Global Compact des Nations Unies</p> 	<p>2003</p> <p>Adhésion au Global Gas Flaring Reduction (GGFR)</p>	
<p>EITI</p>	<p>2005</p> <p>Adhésion à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (EITI)</p>	<p>2006</p> <p>Création de l'Unité de la durabilité et publication du premier rapport de durabilité</p> 	<p>2007</p> <p>Publication de lignes directrices sur le respect des Droits de l'Homme</p>	<p>2007</p> <p>Entrée dans le FTSE4Good et le CDP</p>
<p>2008</p> <p>Introduction d'objectifs de durabilité pour les Dirigeants</p>	<p>Policy La sostenibilità</p> 	<p>2011</p> <p>Publication d'une politique de durabilité</p> 	<p>2014</p> <p>Création du Comité de la Durabilité et des Scénarios</p>	<p>2015</p> <p>Intégration de la planification de la durabilité et des activités</p>
<p>2015</p> <p>Constitution de l'Oil and Gas Climate Initiative (OGCI) en collaboration avec 4 PDG de sociétés pétrolières et gazières</p> 	<p>2015</p> <p>Création d'une direction pour le développement des sources d'énergie renouvelables</p> 	<p>2016</p> <p>Présentation aux Investisseurs Socialement Responsables (ISR) de la nouvelle Mission et le nouveau Modèle d'Économie Intégrée</p>	<p>2016</p> <p>Événement « Raising awareness on human rights in Eni's activities », présidé par le PDG</p> 	
<p>2017</p> <p>Partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</p>	<p>2017</p> <p>Établissement du Comité Consultatif</p> 	<p>2018</p> <p>Accord avec les Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD) pour promouvoir l'accès universel à l'énergie d'ici 2030</p>	<p>2018</p> <p>Corporate Human Rights Benchmark – Eni se positionne en premier parmi les entreprises énergétiques</p>	

ENI ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Programme 2030 des Nations Unies pour le Développement Durable, présenté à New York en septembre 2015, identifie les **17 Objectifs de Développement Durable (ODD)** qui représentent **des objectifs communs pour le développement durable face aux défis complexes actuels qui constituent une référence importante pour la communauté internationale**. Dans le contexte de ces défis mondiaux, l'énergie joue un rôle essentiel dans la satisfaction des besoins élémentaires pour le développement socioéconomique des pays, la protection de l'environnement et la sécurité internationale. Consciente de ce fait, **Eni a défini dans son Plan stratégique 2019-2022 des objectifs visant à contribuer directement ou indirectement à la réalisation des ODD**, dont quelques exemples approfondis par la suite dans ce document. Cette représentation est basée sur le modèle de priorisation des ODD pour Eni défini en 2017 en collaboration avec le Columbia Center on Sustainable Investment.



ODD PRIORITAIRES À L'ÉCHELLE MONDIALE



VOIR « ENI FOR 2018 – PERFORMANCE » POUR LES CONTRIBUTIONS QUANTITATIVES RELATIVES AUX ODD

PRIORITÉ MONDIALE

Créer de la valeur à long terme par l'accès aux ressources énergétiques d'une manière efficace et durable pour tous dans un avenir faible en carbone

LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ACCÈS À L'ÉNERGIE

- -43 % d'intensité des émissions en upstream d'ici 2025
- Zéro torchage d'ici 2025
- -80 % émissions fugitives de méthane EN UPSTREAM d'ici 2025
- 50 % d'investissements en R&D pour la décarbonisation, l'économie circulaire et la transition énergétique en 2022
- Empreinte carbone nette zéro sur les émissions directes des activités amont valorisées en fonds propres en 2030
- Augmenter les volumes de gaz vendus aux marchés locaux
- Construction III Turbine de la Centrale électrique du Congo en 2019
- Redoublement prévu de la puissance installée de la centrale d'Okpai, Nigeria en 2019
- Puissance installée prévue à partir de sources renouvelables de 5 GW en 2025



APPROCHE COMMERCIAL

Stimuler une croissance économique inclusive, durable et à long terme en encourageant l'innovation et l'industrialisation équitable grâce à l'intégrité des opérations

PERSONNEL

- Augmentation du pourcentage de femmes employées
- Renforcement des initiatives pour l'équilibre vie-travail
- Formation : investissement prévu de 2 millions d'euros par an sur des thèmes innovants
- Investissements dans le domaine de la santé d'environ 180 millions d'euros d'ici 2022

INTÉGRITÉ DANS LA GESTION DE L'ENTREPRISE

- Participation active dans les initiatives du Conseil de l'EITI
- Amélioration continue du Programme de Conformité Anti-Corruption
- Application de la méthodologie de segmentation de la population à des fins de formation anti-corruption

DROITS DE L'HOMME

- Poursuivre la campagne de formation sur les DH
- Finalisation du Code de Conduite des Fournisseurs
- Intégration complète des Droits de l'homme dans les études d'impact Environnemental, Sanitaire et Social



INNOVATION TECHNOLOGIQUE

- Investissements prévus d'environ 900 millions d'euros en 2022

GESTION DES ACTIVITÉS

Réduire les impacts environnementaux par une gestion responsable des ressources et des modèles de production et de consommation durables, en protégeant les écosystèmes dans lesquels Eni opère

RÉDUCTION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

- Augmentation de la part des eaux souterraines récupérées et réutilisées
- 86 % d'eau de formation réinjectée d'ici 2022
- Extension du système e-vpms® pour la détection d'activités à proximité des oléoducs et expérimentation « pilotes » TPI*
- Augmentation de la quantité de déchets de récupération
- Élargissement de la divulgation de l'indicateur BES** dans les sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité

SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES ACTIFS

- Réduction à zéro des accidents
- Lancement de la campagne « Safety starts @ office » et des initiatives pour renforcer les comportements sûrs et réduire les comportements à risque
- Consolidation du Safety Culture Program.
- Renforcement de la culture de la sécurité des procédés
- Mise en place d'un pool de sécurité des procédés avec des auditeurs internes et le suivi des actions correctives résultant des audits



ACTIVITÉS AU NIVEAU LOCAL

Soutenir les Pays d'accueil, en soutenant les voies du développement durable, en fonction des besoins locaux

DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR LE BIAS DE PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

- Investissements pour le développement local de 431,5 millions d'euros d'ici 2022 dans des projets liés à : l'accès à l'énergie hors réseau, la diversification économique, l'éducation et la formation, l'accès à l'eau, aux installations hygiéniques et à la santé



* TPI : Third Party Intrusion. Pour plus d'informations, voir page 37.

** Biodiversité et services écosystémiques. Pour plus d'informations, voir page 38



GOUVERNANCE DE LA DURABILITÉ

OBJECTIFS 2019 EN VUE DU PLAN D'INCITATION ANNUEL VARIABLE DU PDG/DG^(a):

25 %

DURABILITÉ DE L'ENVIRONNEMENT ET CAPITAL HUMAIN

12,5 % 12,5 %

SEVERITY INCIDENT RATE^(b)

INTENSITÉ DES ÉMISSIONS DE GES EN AMONT

a) PDG : Président-Directeur Général
Directeur Général
b) Severity incident rate (SIR) : indice interne d'Eni pour calculer le nombre total d'accidents enregistrables en nombre d'heures travaillées, en tenant compte du niveau de gravité de l'accident sur la base des jours de repos.

DES ORGANES D'ADMINISTRATION AUX RÉALITÉS LOCALES

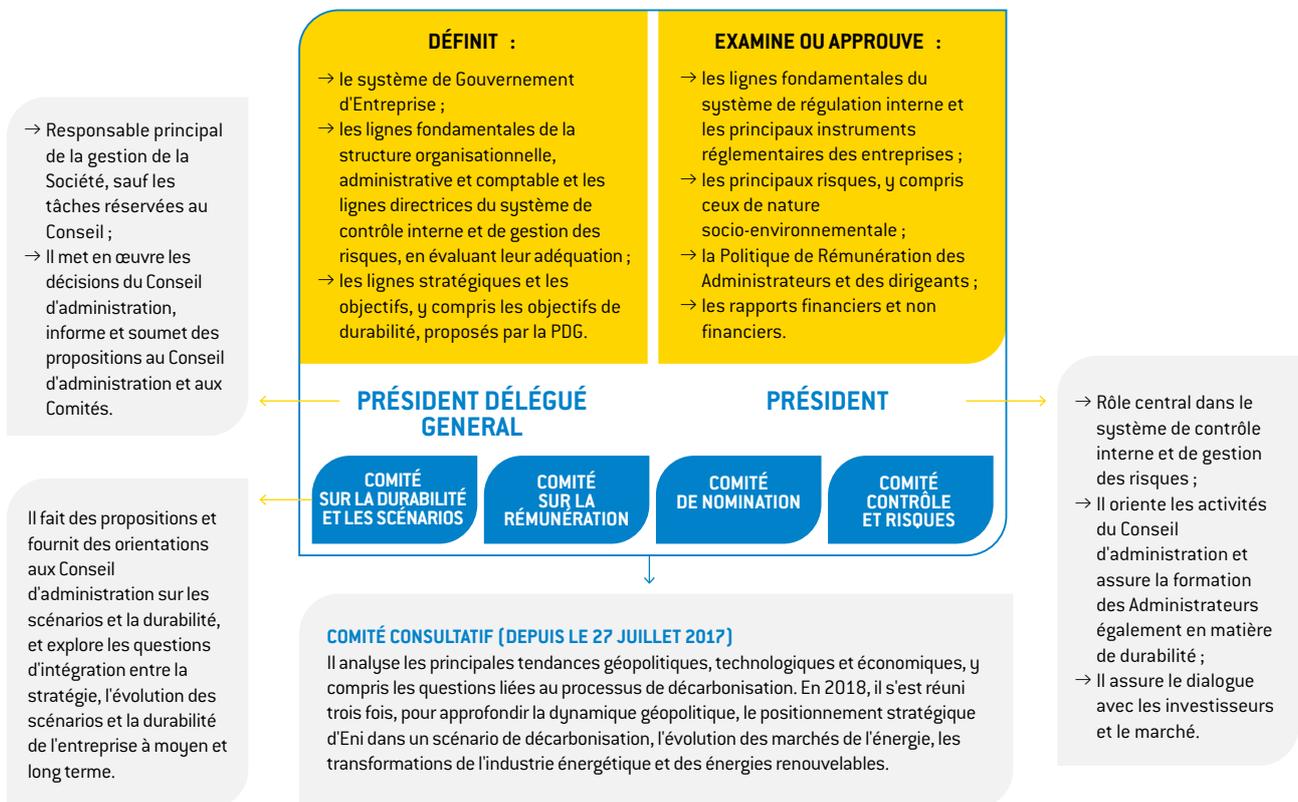
L'intégrité et la transparence sont les principes qui inspirent Eni dans la définition de son système de gouvernance d'entreprise⁶, l'élément fondateur du modèle économique de l'entreprise. La **structure de gouvernance d'Eni reflète la volonté de l'entreprise d'intégrer la durabilité dans son modèle économique.**

Le Conseil d'administration (CA) a un rôle central dans la définition, sur proposition du Président-Directeur Général, des politiques et stratégies de développement durable, dans l'identification des objectifs annuels, quadriennaux et à long terme partagés par les diverses fonctions et filiales et dans la vérification des résultats correspondants, qui sont également présentés à l'Assemblée des actionnaires, avec ce document et la Déclaration consolidée non financière⁷.

Dans l'accomplissement de ses tâches en matière de durabilité, le Conseil d'Administration s'appuie, depuis 2014, sur le Comité de la Durabilité et des Scénarios, avec des fonctions proactives et consultatives sur les scénarios et la durabilité. Le Comité est un organe important pour le suivi des questions de durabilité intégrées dans le modèle économique de l'entreprise, telles que le changement climatique et les Droits de l'Homme⁸. Le Conseil d'Administration d'Eni a également **nommé un Comité Consultatif chargé d'analyser, en faveur du Conseil d'Administration et du Président-Directeur Général, les éléments suivants** entre autres, les questions liées au processus de décarbonisation. De plus, le **Plan d'Incitation variable du PDG**, pour 2018 et 2019, comprend des objectifs de durabilité en matière d'environnement et de capital humain. Ces objectifs sont également fixés pour les dirigeants ayant des responsabilités stratégiques et s'appuient sur d'autres objectifs de développement durable (par exemple en matière de Droits de l'Homme, d'interventions territoriales, d'ODD et de partenariats public-privé) en fonction des responsabilités spécifiques du poste occupé et des dispositions du Plan stratégique de l'entreprise.

Rôles et responsabilités en matière de durabilité

CONSEIL D'ADMINISTRATION



6) Pour de plus amples informations, se référer au Rapport sur le gouvernement d'entreprise et les structures de propriété d'Eni, publié sur le site eni.com.

7) La Déclaration consolidée non financière (DNF), incluse dans le Rapport Financier Annuel, a été établie conformément aux dispositions du décret législatif 254/2016 qui transpose à son tour la Directive européenne 95/2014.

8) Pour plus de détails sur : le changement climatique, voir « Eni for 2018 – Processus de décarbonisation » ; Droits de l'Homme, voir « Gouvernance des Droits de l'Homme », page 40.

INTERVIEW À PIETRO GUINDANI (COMITÉ DE LA DURABILITÉ ET DES SCÉNARIOS)

En 2018, le Comité s'est réuni 12 fois et le taux moyen de présence a été de 96 %. Au cours des réunions, le Comité a examiné les questions suivantes : scénarios, environnement, climat et technologies, questions sociales, y compris les Droits de l'Homme, et rapports non financiers.

Monsieur le Président Guindani, quelles sont les raisons qui ont conduit à la création du Comité de la Durabilité et des Scénarios que vous présidez et quelles sont les principales questions à débattre ?

Le Conseil d'administration a mis en place, avec beaucoup de prévoyance, un comité interne dédié aux thèmes « Scénarios et Durabilité ». Ce choix implique un sens programmatique fondamental, à savoir que l'évolution des scénarios à long terme du secteur de l'énergie est intrinsèquement liée à la durabilité des scénarios eux-mêmes, dans une relation de dépendance mutuelle entre développement humain, dynamique environnementale, évolution des technologies de production, distribution et consommation énergétique et perspectives du secteur. En même temps, ce choix de gouvernance signifie la conscience que le modèle économique d'Eni évoluera également en fonction des scénarios de transition énergétique qui émergeront. Aux yeux du Conseil d'Administration, cette approche est la plus appropriée pour préserver la valeur de l'entreprise et saisir le potentiel de développement capable de créer davantage de valeur pour toutes les parties prenantes dans la gestion proactive plutôt que réactive du portefeuille des initiatives stratégiques.

L'équilibre entre l'approfondissement des scénarios à long terme et un examen ponctuel des évolutions effectivement observées sur les marchés concernés et dans l'évolution des technologies, a conduit le Comité à examiner une liste large, mais intrinsèquement organique, de questions clés telles que les scénarios énergétiques et de durabilité, l'évolution de l'environnement et du climat, les stratégies de décarbonisation, l'évolution de la recherche et du développement de technologies innovantes dans le domaine de l'énergie, tant en termes de sources d'énergie que de demande, segmentées par débouchés, la gestion des relations avec les parties prenantes dans les zones où Eni opère et une série de questions connexes importantes. La fonction consultative du Comité consiste donc à promouvoir auprès du Conseil d'administration des questions cruciales pour le développement à long terme d'Eni et son positionnement sur des questions d'importance générale pour l'économie et la société.



INTERVIEW

PRÉSIDENT PIETRO GUINDANI
ADMINISTRATEUR NON
EXÉCUTIF INDÉPENDANT
ET PRÉSIDENT DU COMITÉ
DE LA DURABILITÉ ET DES
SCÉNARIOS

Conformément à son propre Règlement, **le Comité de Durabilité et des Scénarios propose / soumet au Conseil d'Administration les principales questions de durabilité qui ont émergé lors de ses réunions.** En particulier, en 2018 le Conseil d'administration :

- a approuvé en matière de rapports le Rapport financier 2017, y compris la Déclaration consolidée non financière, le Rapport sur la durabilité volontaire (Eni for) et le Rapport sur la rémunération, qui inclut des objectifs de durabilité dans les plans d'incitation ;
- a analysé les Résultats HSE 2017, l'initiative Climate Governance au sein du Forum Économique Mondial (WEF), le Scénario de Durabilité qui inclut le modèle de priorisation des ODD et des partenariats public-privé ;
- a approuvé en ce qui concerne les Droits de l'Homme la déclaration du Royaume-Uni au titre du « Modern Slavery Act » et la déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme.

Pour s'assurer que ses initiatives et ses comportements soient mis en œuvre de manière à respecter et à prendre en compte le point de vue de toutes les catégories de parties prenantes concernées, **Eni a fait en sorte que la durabilité devienne une partie intégrante de son modèle économique. À cet effet, Eni a mis en place, sous la supervision directe du Chief Services & Stakeholder Relations Officer, une structure transversale de durabilité « Responsible and Sustainable Company (IMPRESSO) »,** qui supervise la définition des politiques, méthodologies et outils en matière de durabilité, favorisant une intégration toujours plus grande avec les processus opérationnels. IMPRESSO coordonne et supervise toutes les activités liées à la durabilité, du suivi de l'évolution du contexte extérieur à la définition des objectifs de durabilité pour le Plan stratégique et au développement d'initiatives en faveur des Pays dans lesquels Eni opère et exploite, au sein des bureaux locaux, des personnes de contact pour la définition des plans de développement du territoire. Cette organisation est un soutien actif et proactif aux directeurs généraux pour la mise en œuvre d'initiatives de durabilité avec lesquelles Eni contribue à la création de valeur pour toutes les catégories de parties prenantes et à la croissance socio-économique des pays dans lesquels elle opère.

**CHIEF SERVICES
& STAKEHOLDER
RELATIONS OFFICER**
FONCTION DE SUPPORT TRANSVERSAL
À TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ



STRUCTURE IMPRESSO
ENTREPRISE RESPONSABLE
ET DURABLE



NIVEAU LOCAL
DIRECTEUR GÉNÉRAL
+ RÉFÉRENT DE DURABILITÉ



MODÈLE DE GESTION INTÉGRÉE DU RISQUE

LE MODÈLE DE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES ASSURE DES PRISES DE DÉCISIONS ÉCLAIRÉES DE LA PART DE LA DIRECTION DANS LE CADRE D'UNE VISION ORGANIQUE ET GLOBALE.

Eni a élaboré et adopté un **Modèle de Gestion Intégrée des Risques**⁹ visant à garantir que la direction prenne des décisions en connaissance de cause, en tenant compte des **risques actuels et futurs, y compris à moyen et long terme, dans le cadre d'une vision organique et globale.**

Le modèle de gestion intégrée du risque :

- attribue un **rôle central au Conseil d'Administration qui définit la nature et le niveau de risque compatible avec les objectifs stratégiques**, en incluant dans ses évaluations tous les risques qui peuvent être pertinents pour la durabilité de l'entreprise à moyen et long terme ;
- réalise **une analyse trimestrielle du profil de risque de l'entreprise** au moyen de cycles périodiques d'« assessment & treatment » des risques et de suivi, dont les résultats sont présentés aux organes d'Administration et de Contrôle, toujours sur une base trimestrielle ;
- se base sur des **études d'impact** qui prennent en compte les impacts potentiels tant quantitatifs (économiques, financiers ou opérationnels) que qualitatifs (environnement, santé et sécurité, social, réputation).

Deux cycles d'évaluation ont été réalisés en 2018 : l'Annual Risk Profile Assessment au premier semestre de l'année, qui a impliqué 80 filiales présentes dans 27 pays, et l'Interim Top Risk Assessment au second semestre de l'année, qui a consisté à actualiser les évaluations et les actions pour traiter les principaux risques d'Eni et les principaux risques au niveau des activités. En outre, trois cycles de suivi ont été effectués sur les principaux risques.

Le **portefeuille des principaux risques d'Eni** se compose de **18 risques** classés en risques externes, stratégiques ou opérationnels. Le tableau suivant présente les principaux risques liés aux effets ESG (Environnement, Social, Gouvernance), sur lesquels les principales actions de mitigation peuvent être analysées en détail dans Eni for¹⁰.

TYPE DE RISQUE

EXEMPLES D'ACTIONS DE MITIGATION

INSTABILITÉ POLITIQUE ET SOCIALE	L'instabilité politique et sociale dans les zones de présence, qui peut entraîner des conflits internes, des troubles civils, des actes de violence, des sabotages, des attentats avec interruptions et pertes de production, des interruptions de l'approvisionnement en gaz par gazoduc. Le risque de sécurité global fait référence à des actes ou événements malveillants qui peuvent causer des dommages aux personnes et aux actifs matériels ou immatériels.	Activités d'engagement des parties prenantes, p. 14-15 ; Droits de l'Homme et sécurité, page 42 ; Promotion du développement local, p. 48-64
CHANGEMENT CLIMATIQUE	Possibilité de scénarios/conditions climatiques susceptibles de générer des risques physiques et des risques liés à la transition énergétique [réglementaires, de marché, technologiques, réputationnels] sur les activités d'Eni à court, moyen et long termes.	Formation, p. 28 ; Processus de décarbonisation, pages 18-21 ; Annexe Eni for 2018 – Processus de décarbonisation
PARTIES PRENANTES	Relations avec les parties prenantes locales et internationales sur les activités de l'industrie pétrolière et gazière, avec également des impacts sur les médias.	Activités d'engagement des parties prenantes, p. 14-15 ; Promotion du développement local, p. 48-64
CYBERSÉCURITÉ ET ESPIONNAGE INDUSTRIEL	Possibilité d'attaques informatiques visant à i) compromettre les systèmes d'information de gestion et les systèmes industriels, ii) le vol d'informations sensibles pour Eni, et iii) le vol et l'acquisition d'informations d'entreprise par d'autres entreprises.	Digitalisation, p. 17 ; Formation, p. 28
ACCIDENTS	Risques d'explosions et autres accidents majeurs sur les actifs en upstream, dans les raffineries et les usines pétrochimiques, ainsi que dans le transport d'hydrocarbures et de produits connexes par mer et par terre avec dommages aux personnes et aux actifs et impacts sur la rentabilité et la réputation de l'entreprise.	Innovation technologique, p. 16 ; Digitalisation, p. 17 ; Formation, p. 28 ; Sécurité, p. 30-33 ; Gestion des déversements d'hydrocarbures, p. 37
ENQUÊTES ET CONFLITS	Conflits en matière environnementale ou sanitaire et participation à des enquêtes et conflits en matière de corruption ayant des impacts sur la rentabilité, les opérations et sur la réputation d'Eni.	Activités d'engagement des parties prenantes, p. 14-15 ; Transparence et lutte contre la corruption, p. 44-45

9) Pour plus de détails, voir le Rapport financier annuel 2018, Gestion intégrée du risque (page 21).

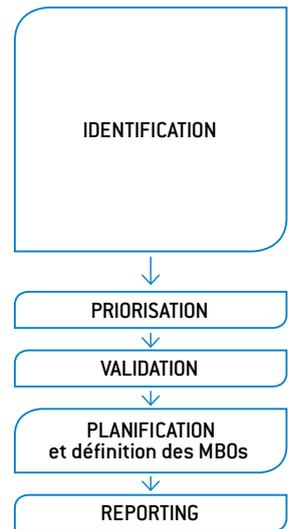
10) Le portefeuille complet des principaux risques d'Eni est illustré dans le Rapport financier annuel 2018 (pages 21-23). Le risque de changement climatique est décrit en détail dans Eni for 2018 – Processus de décarbonisation.

MATÉRIALITÉ : THEMATIQUES CLÉ DE DURABILITÉ

LE PROCESSUS DE DÉFINITION DES QUESTIONS MATÉRIELLES

La définition des questions clé de durabilité pour Eni repose sur un processus d'identification de toutes les questions pertinentes et sur un processus ultérieur de priorisation qui tient en compte :

- **ANALYSE DU SCÉNARIO** : questions émergentes dans le contexte des activités et des progrès par rapport aux objectifs du Plan stratégique. L'analyse est présentée chaque année au Comité de Durabilité et des Scénarios (CSS) et approuvée par le Conseil d'administration d'Eni (voir pages 6, 18, 22, 46) ;
- **RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION DES RISQUES** : identification des principaux risques d'Eni qui incluent les impacts potentiels sur l'environnement, la société, la réputation, la santé et la sécurité. Le PDG soumet trimestriellement au Conseil d'administration les principaux risques de la société (voir page 12) ;
- **PERSPECTIVE DES PARTIES PRENANTES** : processus de définition des thèmes prioritaires sur la base des demandes de durabilité reçues des différentes parties prenantes¹¹ (voir p. 14-15).



Les questions identifiées, classées par ordre de priorité selon les différents secteurs d'activité, sont à la base à l'élaboration du Plan stratégique quadriennal et au rapport non financier (Déclaration non financière consolidée et Eni for). Le Plan stratégique d'Eni, en effet, combine les objectifs économiques, financiers et de durabilité, permettant ainsi une planification stratégique intégrée. En outre, depuis cette année, les principaux ODD de référence ont également été identifiés dans le Plan. Une fois le Plan Stratégique finalisé, les objectifs de direction (MBO – Management By Objectives) de durabilité assignés à tous les managers sont définis. Les questions clé sont ensuite présentées au Comité de Direction, au Comité de la Durabilité et aux Scénarios, et font l'objet d'un rapport au Conseil d'administration au début du processus de reporting. Voici les thèmes matériels 2018 auxquels les objectifs de développement durable (ODD) ont été associés et sur lesquels les activités d'Eni ont un impact direct ou indirect.

Les thématiques clé 2018

Processus de décarbonisation	LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	Émissions de GES, Promotion du gaz naturel, Énergies renouvelables, biocarburants et chimie verte	7	9	11	13	17		
	INNOVATION TECHNOLOGIQUE		7	9	11	13	17		
Modèle pour l'excellence opérationnelle	PERSONNEL	Emploi et Diversité et Inclusion, Formation, Protection de la santé des travailleurs et des communautés	3	4	5	8			
	SÉCURITÉ	Sécurité des personnes et intégrité des actifs	3	8	9	11			
	RÉDUCTION DE IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX	Ressources en eau, biodiversité et déversements d'hydrocarbures	3	6	11	14	15		
	DROITS DE L'HOMME	Droits des travailleurs et des Communautés locales, Chaîne d'approvisionnement et Sécurité	4	8	10	16	17		
	INTÉGRITÉ DANS LA GESTION DE L'ENTREPRISE	Transparence et Lutte contre la corruption	4	10	16	17			
Promotion du développement local modèle de coopération	ACCÈS À L'ÉNERGIE		7	9	10	13	17		
	DÉVELOPPEMENT LOCAL À TRAVERS DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ	Diversification économique, Éducation et Formation, Accès à l'eau et à l'hygiène, Santé	2	3	4	6	8	10	17
	CONTENU LOCAL		4	8	9				

11) Identifiées selon les normes de la GRI, l'Accountability AA1000 et les directives de la Société financière internationale.

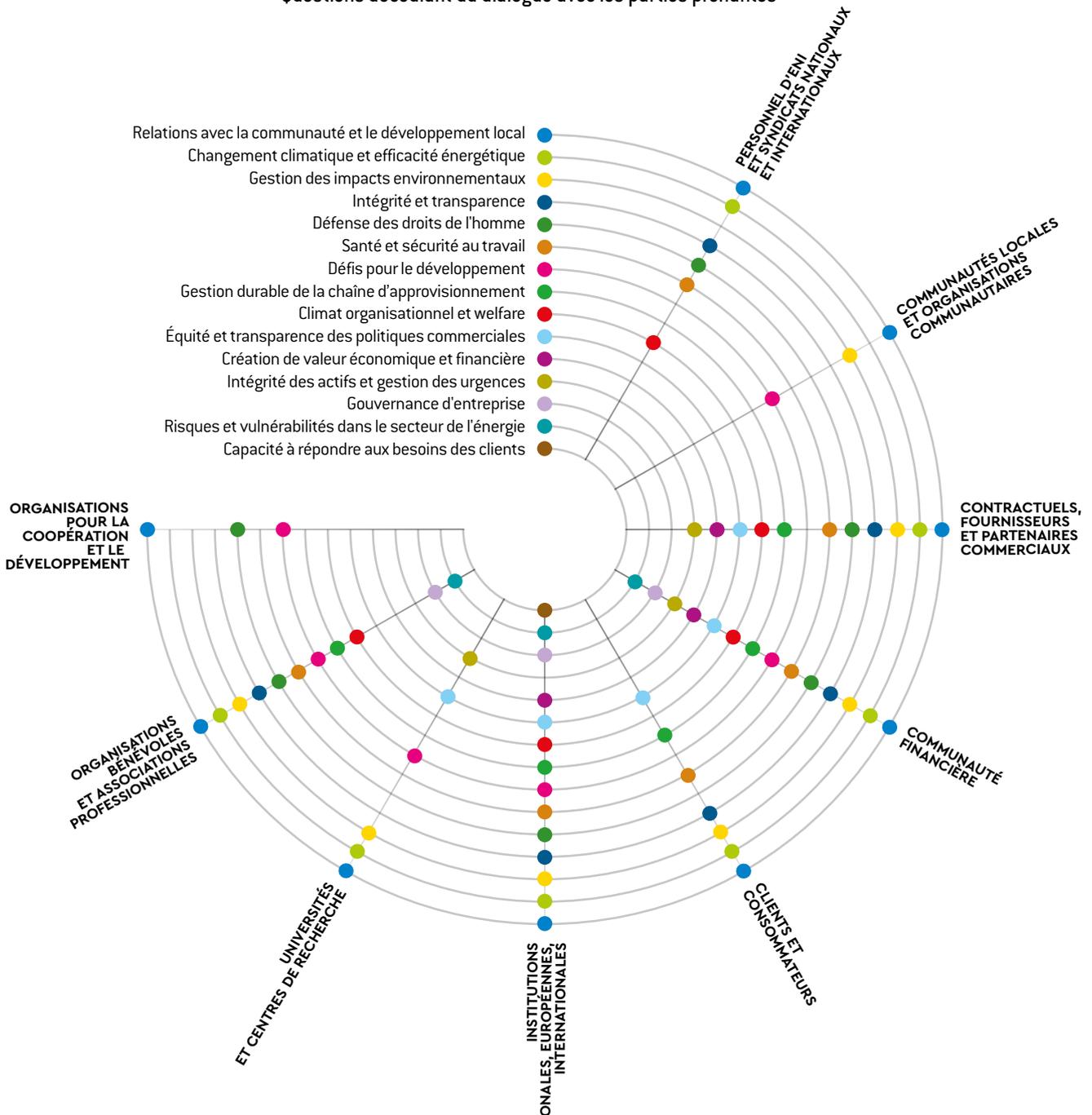


ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

NOS PARTIES PRENANTES SONT D'ABORD ET AVANT TOUT DES PERSONNES QUI VIVENT DANS LES TERRITOIRES OÙ NOUS TRAVAILLONS

Nos parties prenantes sont d'abord et avant tout des personnes qui vivent dans les territoires où nous travaillons : leur connaissance et le partage de leurs préoccupations et attentes sont à la base de notre engagement à construire des relations durables afin de contribuer, ensemble, au développement durable. La participation directe des parties prenantes à chaque phase des activités, la promotion et le partage de principes communs et le dialogue sont à la base de la création de valeur à long terme. Eni est présente dans 67 pays, caractérisés par des contextes sociaux, économiques et culturels très différents : dans l'exercice de ses activités, une confrontation quotidienne et proactive a lieu avec différents interlocuteurs, qu'il est fondamental de connaître afin d'établir des relations de confiance, solides et transparentes, qui soient promotrices des processus de développement partagé.

Questions découlant du dialogue avec les parties prenantes





C'est pourquoi Eni s'est dotée d'une plate-forme informatique nommée le Stakeholder Management System (SMS), dédiée à soutenir la gestion du réseau complexe des relations dans les territoires, en surveillant les attentes des populations et les résultats des projets de développement.

Cet outil permet de recenser et de visualiser, à travers une carte, les relations avec chaque catégorie de parties prenantes, en mettant en évidence les éventuels domaines d'amélioration, avec la possibilité de mieux approfondir les impacts potentiels sur les Droits de l'Homme, en traçant la présence de groupes vulnérables et la présence de zones de valeur naturelle et/ou culturelle autour des domaines d'activité, permettant ainsi une gestion plus sensible des réalités opérationnelles.

Principales activités d'engagement des parties prenantes dans l'année

PERSONNEL D'ENI ET SYNDICATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

- Plan de communication interne sur la stratégie, les objectifs, les résultats par le biais d'événements et de réunions sur des questions stratégiques
- Intégration des compétences et des expériences (partage des meilleures pratiques, storytelling, soutien à l'organisation et à la communication d'initiatives dédiées)
- Analyse échantillonnaire du climat
- Réunion avec les syndicats nationaux et internationaux, dans le cadre de l'Accord-cadre mondial pour discuter des différentes réalités sociales et syndicales présentes dans les pays d'origine des représentants des travailleurs

COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

- Présentation du plan stratégique 2018 à Londres, Milan et New York
- Tournée de présentation de la haute direction et du Président sur les questions de gouvernance
- Téléconférence sur les résultats trimestriels
- Participation de la haute direction à des conférences thématiques organisées par les banques
- Engagement avec le marché sur les questions industrielles, financières et ESG liées aux assemblées générales des actionnaires

UNIVERSITÉS ET DES CENTRES DE RECHERCHE

- Rencontres avec des représentants d'Universités, de Centres de Recherche et d'entreprises tierces avec lesquelles Eni collabore ou interagit pour le développement de technologies innovantes sur des sujets d'intérêt majeur
- Collaborations avec des institutions avec lesquelles Eni a un accord-cadre, telles que les Écoles Polytechniques de Milan et Turin, l'Université de Bologne, MIT, CNR, INSTM, ENEA et INGV^e
- Collaborations pour le développement de Modèles d'évaluation des impacts (Columbia University et École polytechnique de Milan)

COMMUNAUTÉS LOCALES ET ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES

- Implication de plus de 200 communautés dans les territoires où Eni est implantée
- Consultations avec les autorités et les communautés locales pour de nouvelles activités exploratoires ou pour le développement de nouveaux projets
- Collaboration avec les autorités et les communautés locales pour la planification, la gestion et l'amélioration des projets sociaux (Congo : projet CATREP)^a ; Mozambique : projets de développement éducatif et agro-zooteknique ; Ghana : Livelihood Restoration Plan et projet d'accès à l'eau ; Irak : projets éducatifs)

CLIENTS ET CONSOMMATEURS

- Réunions et ateliers avec les Présidents et les Responsables de l'énergie des AdC^c nationales et locales sur des questions telles que la durabilité, l'économie circulaire, l'assainissement de l'environnement et la dépollution
- Parrainage d'initiatives des AdC sur les thèmes de durabilité et d'économie circulaire auxquelles sont intervenus de hauts responsables d'Eni et qui ont témoigné des initiatives prises à ces égards
- Réunions territoriales avec les AdC régionales du CNCU^d

ORGANISATIONS BÉNÉVOLES ET ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Adhésion et participation aux OGCI, IPIECA, WBCSD, UN GLOBAL COMPACT, CIDU, EITI^f
- Collaboration avec le DIHR^g et IHRB^h
- Conférences, débats, séminaires et initiatives de formation sur les questions de durabilité : mise en œuvre de lignes directrices et partage des meilleures pratiques
- Participation aux réunions d'associations et de groupes de travail spécialisés
- Réunions avec des organisations patronales locales sur le processus de qualification des fournisseurs

CONTRACTUELS, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX

- Implication des fournisseurs avec Human Rights Assessment
- Communication, retours et plans d'amélioration
- Partage du projet de code de conduite des fournisseurs sur les valeurs de durabilité d'Eni
- Participation au GdL IPIECA^a: Forum sur les O&G Sustainability best practice
- Projet Green Sourcing : identification des leviers du cadre de la chaîne d'approvisionnement pour réduire les impacts environnementaux

INSTITUTIONS NATIONALES, EUROPÉENNES, INTERNATIONALES

- Réunions avec des représentants politiques et institutionnels locaux, nationaux et internationaux sur les questions énergétiques et climatiques
- Participation active à des comités techniques-institutionnels, commissions mixtes sur les questions énergétiques et environnementales, à des moments de confrontation promus par le Gouvernement et le Parlement italien
- Réunions avec les délégations institutionnelles nationales et locales à l'occasion de visites d'État et sur les sites industriels

ORGANISATIONS POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

- Promotion de partenariats public-privés pour la mise en œuvre de projets conformes aux plans de développement du Pays
- Partage des politiques et des méthodologies adoptées à l'échelle internationale
- Activités de renforcement des capacités des institutions

a) Centre d'Appui Technique et de Ressources Professionnelles.

b) Association de l'industrie pétrolière et gazière traitant des questions environnementales et sociales.

c) Association de Consommateurs.

d) Consiglio Nazionale dei Consumatori e degli Utenti.

e) Massachusetts Institute of Technology ; Conseil National des Recherches ; Consorzio Interuniversitario Nazionale per la Scienza e Tecnologia dei Materiali ; Agence nationale

per le nuove tecnologie, l'energia e lo sviluppo economico sostenibile ; Istituto nazionale di geofisica e vulcanologia.

f) Oil and Gas Climate Initiative ; World Business Council for Sustainable Development ;

Comitato Interministeriale Diritti Umani

Initiative pour la transparence dans les industries extractives.

g) The Danish Institute for Human Rights.

h) Institute for Human Rights and Business.



INNOVATION TECHNOLOGIQUE



La Recherche et le Développement (R&D) est un **élément clé de la transformation d'Eni** en une société énergétique intégrée dans un avenir faible en carbone. La disponibilité et le développement de compétences technologiques de pointe au service de l'innovation et de la durabilité et l'engagement continu à multiplier les domaines d'application des solutions énergétiques identifiées sont le dénominateur commun des activités. Les projets de recherche couvrent tous les aspects de la chaîne de production, dans le but de réduire les risques et d'accroître l'efficacité, de consolider le leadership technologique et d'améliorer la qualité, l'efficacité et la durabilité des produits, au niveau des usines et des procédés. La R&D devient donc le levier pour la création de valeur, dans le but de minimiser le délai de mise sur le marché qui, à partir de la recherche, conduit au développement de technologies et à leur mise en œuvre à l'échelle industrielle.

900 MIO €

INVESTISSEMENTS PRÉVUS
POUR LA PÉRIODE 2019-2022

197 MIO €

DÉPENSES TOTALES
EN R&D EN 2018

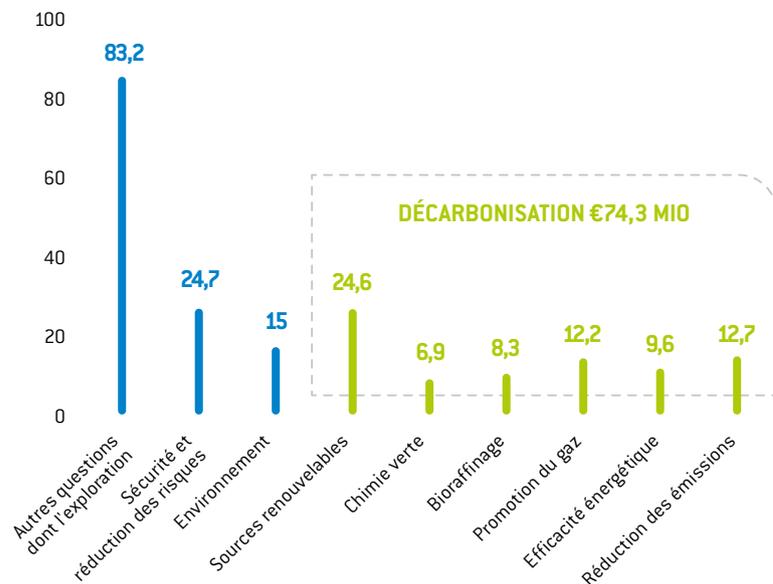
7 280

BREVETS EN COURS

13

NOUVELLES QUESTIONS
DE BREVETS SUR
LES SOURCES
RENOUVELABLES

Dépenses en R&D en 2018
(millions d'euros)



VOIR PAG. 31 DE
L'ANNEXE
« ENI FOR 2018 –
PROCESSUS DE
DÉCARBONISATION »



VOIR PAGE 5-6 D'« ENI FOR
2018 - PERFORMANCE »

Les objectifs de R&D sont déclinés dans les directives stratégiques suivantes :

- développer des technologies clés pour le **développement des actifs**, garantissant le plus haut niveau d'efficacité, de sécurité et un impact minimum sur l'environnement, en réduisant les dépenses CAPEX, OPEX et les délais de mise sur le marché des activités ;
- **réduire, capter, transformer ou stocker le CO₂, promouvoir le gaz naturel** en l'intégrant aux énergies renouvelables et en développant des technologies énergétiques innovantes ;
- **réduire l'utilisation des matières premières, y compris par le recyclage**, en transformant les déchets en produits à valeur ajoutée, dans le but d'un développement basé sur les principes de l'économie circulaire.

921 MIO €

LES AVANTAGES
ÉCONOMIQUES LIÉS
À L'APPLICATION
DE TECHNOLOGIES
PROPRIÉTAIRES

VALEUR TANGIBLE GÉNÉRÉE PAR LA R&D ET DIFFUSION DES CONNAISSANCES TECHNIQUES

Eni identifie la valeur de l'application des technologies innovantes développées de façon interne et avec des tiers. En 2018, la valeur tangible générée, c'est-à-dire les avantages économiques liés à l'application de technologies de produits/procédés innovants, s'est élevée à 921 millions d'euros, en légère hausse par rapport à 2017, principalement en raison de la contribution des logiciels et technologies propriétaires. Par ailleurs, afin de renforcer les compétences internes, Eni s'engage à diffuser les connaissances techniques dans toutes les structures par le biais du Système de gestion des connaissances (#KMS), en mettant l'accent sur deux aspects : la qualité du contenu partagé et l'intégration des lignes d'activité sur les questions de résolution des problèmes techniques.

DIGITALISATION

La **transformation numérique** initiée par Eni représente un changement profond qui implique l'ensemble de la société et s'appuie sur un processus d'innovation pour la réorganisation des flux opérationnels et la redéfinition des modèles organisationnels. Pour que la transformation s'effectue de manière organique, il faut un processus structuré de **gestion du changement** qui renouvelle la culture de l'entreprise et modifie l'approche traditionnelle du travail, en identifiant des voies plus souples et flexibles et des outils adéquats pour impliquer les personnes de manière rationnelle et émotionnelle. La transformation numérique est une opportunité pour tous : elle permet de travailler de façon plus sécurisée (voir p. 31), elle offre de nouvelles manières de travailler, elle conduit à la valorisation des connaissances, à être plus rapide, plus efficace, plus flexible, plus durable envers l'environnement et les parties prenantes et plus compétitif dans le marché de référence.



TRANSFORMATION NUMÉRIQUE : PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ANNÉE

UNITÉ OPÉRATIONNELLE NUMÉRIQUE	Création de l'Unité Numérique pour la réalisation de la transformation numérique d'Eni.
SCIENTIFIQUE DES DONNÉES	Recrutement de personnes ayant des compétences numériques, également grâce à la relation avec le monde académique.
CENTRE DE COMPÉTENCE NUMÉRIQUE	Création d'un centre pour le renforcement des systèmes et des méthodologies pour l'insertion, la formation et le développement de nouveaux rôles professionnels et l'amélioration des compétences des rôles traditionnels.
CENTRE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE	Environnement d'apprentissage à distance en ligne pour le développement et l'amélioration des compétences informatiques.
SIX-LEGGED HACKATHON	Lancement du premier Hackathon interne d'Eni pour le développement d'idées d'innovation numérique.
NUMÉRISATION DU CENTRE PÉTROLIER DE VIGGIANO	La première phase de numérisation de l'usine en Italie est terminée. Huit mois de travail par des équipes transversales composées de scientifiques des données, de personnel de l'usine et de personnel du siège en utilisant la méthode de travail flexible. La CoVA est la première usine numérisée d'Eni.
JUMEAU NUMÉRIQUE	Reproduction d'un « jumeau virtuel » : un système de simulation opérationnelle de forage et de HSE. Le jumeau numérique permet également de réaliser des formations opérationnelles innovantes.
CALL FOR INNOVATION	Lanciata la prima call for innovation per start up italiana relativa alla digitalizzazione di: progetti per salute e sicurezza delle persone Eni; valorizzazione delle aree di servizio; manuali e integrazione con i digital twin.



LE NOUVEAU SUPERCALCULATEUR APPELÉ HPC4 QUADRUPLE LA PUISSANCE DE CALCUL DU GREEN DATA CENTER LE RENDANT LE PLUS PUISSANT AU MONDE AU NIVEAU INDUSTRIEL

FOCUS SUR

UN SUPERCALCULATEUR DANS LE GREEN DATA CENTER

En janvier 2018, au Green Data Center de Ferrera Erbognone, Eni a lancé le nouveau supercalculateur HPC4, quadruplant la puissance de toute l'infrastructure et la rendant la plus puissante au monde au niveau industriel.

OBJECTIFS DU PROJET : accélérer la mise sur le marché des projets d'Eni et optimiser les stratégies de gestion des gisements pour tous les actifs de production.

RÉSULTATS : grâce au HPC4 (d'une puissance de calcul de 18,6 PetaFLOPS), Eni a établi en mai 2018 un record dans la modélisation numérique des champs de pétrole et de gaz : en 15 heures,

le supercalculateur a réalisé 100 000 simulations de modèles à haute résolution, en tenant compte des incertitudes géologiques.

Pour percevoir la capacité de calcul atteinte par Eni, il suffit de penser que HPC3* et HPC4 atteignent ensemble un pic de 22,4 millions de milliards d'opérations par seconde. Grâce à ces capacités technologiques, Eni peut exploiter le potentiel des grandes données acquises dans le cadre de ses activités opérationnelles.



PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM

* Système de supercalculateur déjà en service, qui est associé au nouveau supercalculateur HPC4.



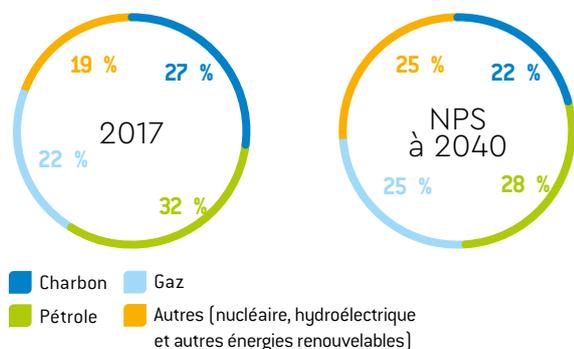
PROCESSUS DE DÉCARBONISATION

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

Compte tenu des preuves scientifiques sur le changement climatique fournies par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Eni a l'intention de jouer un rôle moteur dans le processus de transition énergétique en soutenant les objectifs contenus dans l'Accord de Paris. Dans le cadre de sa stratégie, Eni a défini un processus clair de décarbonisation qui se traduit par des actions à court, moyen et long terme.

ÉLÉMENTS DU SCÉNARIO : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

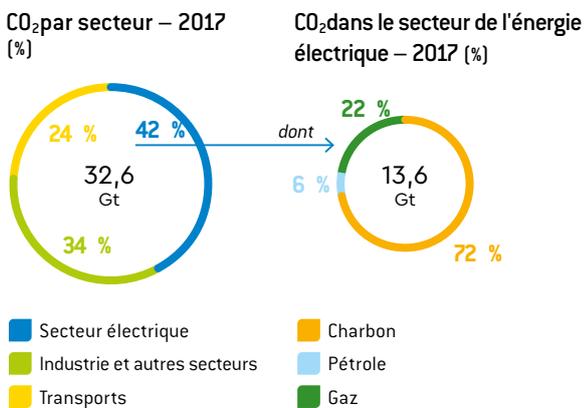
→ Bouquet énergétique



Selon le New Policies Scenario (NPS) de l'AIE, en 2040, le gaz représentera 25 % de l'énergie primaire totale (contre 22 % en 2017) et le charbon sera réduit à 22 % (contre 27 % en 2017)

Source : AIE (2018) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

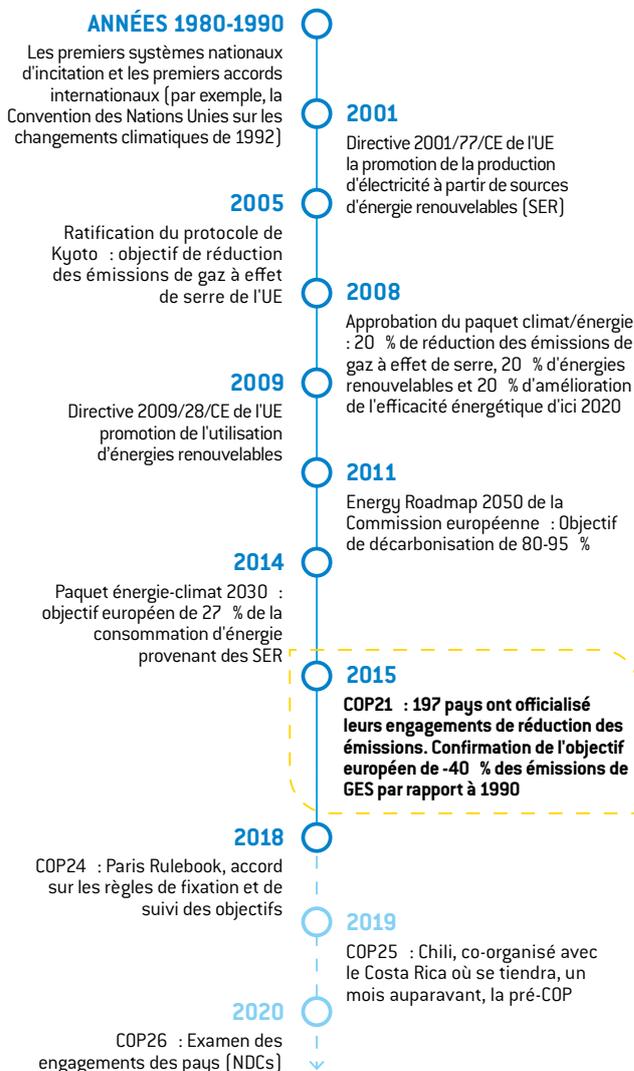
→ Émissions de CO₂ globales du secteur de l'énergie



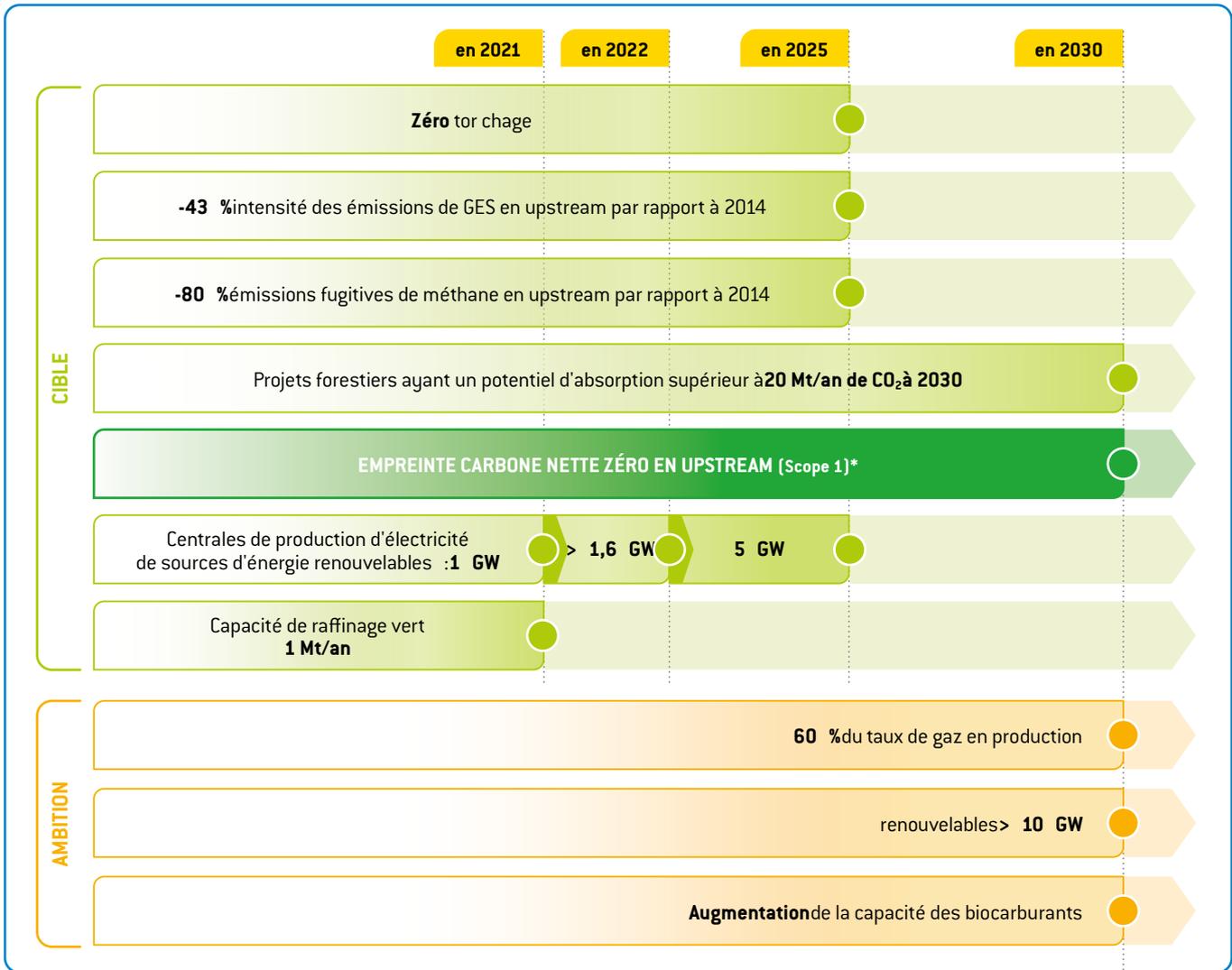
Les émissions mondiales de CO₂ du secteur de l'énergie en 2017 s'élevaient à 32,6 milliards de tonnes, dont 13,6 milliards de tonnes provenaient de la production d'électricité. Le charbon continue de dominer les émissions du secteur de l'électricité (> 70 %)

Source : AIE (2018) World Energy Outlook. Tous droits réservés.

→ Engagements internationaux sur le climat



→ Cible, ambition et instruments du processus de décarbonisation



INSTRUMENTS

- Augmentation de l'efficacité
- Projets de foresterie
- Augmentation de la part de gaz
- Augmentation des sources à zéro émissions
- Économie circulaire
- CCUS (Captage et utilisation du CO₂)

NOUVELLES TECHNOLOGIES

PARTENARIAT

* Sur la base des capitaux propres.



STRATÉGIE ET OBJECTIFS DE DÉCARBONISATION

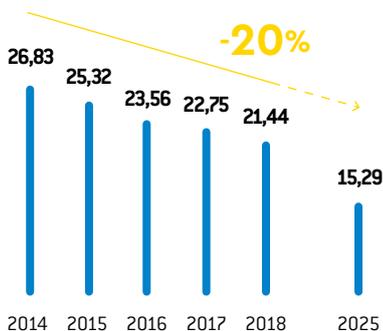


Eni a intégré dans son modèle d'entreprise une stratégie de décarbonisation développée à court, moyen et long terme avec un **engagement constant dans la mise en œuvre de ses activités de recherche scientifique et technologique (R&D)** pour atteindre une efficacité maximale dans le processus de décarbonisation et trouver des solutions innovantes pour faciliter la transition énergétique. À **court terme**, la stratégie d'Eni repose sur les leviers suivants :

AUGMENTATION DE L'EFFICACITÉ ET RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES DES ACTIVITÉS OPÉRÉES

L'objectif pour 2025 est de réduire l'intensité des émissions en upstream de 43 % par rapport à 2014. Cet objectif contribue à atteindre l'objectif d'améliorer l'indice d'efficacité opérationnelle de 2 % par an d'ici 2021 par rapport à 2014, auquel toutes les unités opérationnelles d'Eni contribuent.

Indice d'intensité des émissions GES EN UPSTREAM (tCO₂éq/mgl Bep)



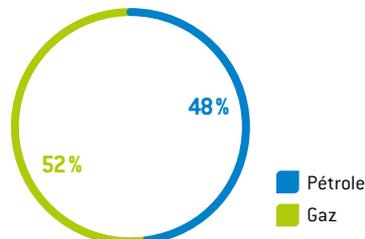
-43%

OBJECTIF DE RÉDUCTION DE L'INTENSITÉ DES ÉMISSIONS EN UPSTREAM EN 2025 PAR RAPPORT À 2014

PORTEFEUILLE OIL & GAS FAIBLE TENEUR EN CARBONE ET RÉSILIENT

Le portefeuille d'hydrocarbures d'Eni présente une incidence élevée de gaz naturel (> 50 %), un pont vers un avenir faible en émissions. Les principaux projets upstream en cours ont un seuil de rentabilité de portefeuille moyen à un prix du Brent d'environ 25 \$/bbl et sont donc résistants en présence de scénarios à faible émission de carbone ;

Portefeuille Pétrole et gaz (%)



SEUIL DE RENTABILITÉ MOYEN

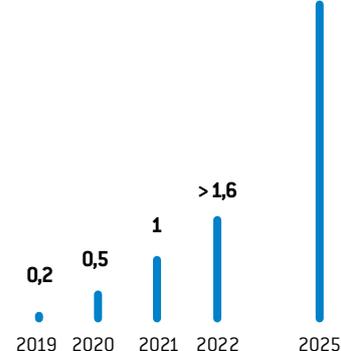
25\$/BBL

SEUIL DE RENTABILITÉ MOYEN DES NOUVEAUX PROJETS EN UPSTREAM

DÉVELOPPEMENT DES SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES ET DES ENTREPRISES VERTES AVEC UNE APPROCHE CIRCULAIRE

La promotion des sources d'énergie renouvelables a pour objectif une capacité installée d'électricité de plus de 1,6 GW d'ici 2022. En ce qui concerne les entreprises vertes, le lancement de la bioraffinerie de Gela en 2019 et l'achèvement de la deuxième phase de Venise en 2021 sont prévus.

Puissance électrique installée de sources d'énergie renouvelables (GWp)



FOCUS SUR

BIORAFFINERIES DE VENISE ET DE GELA

Eni a associé son activité traditionnelle avec la production de carburant vert par la conversion des raffineries traditionnelles de Venise et de Gela en bioraffineries, en utilisant la technologie propriétaire Ecofining qui permet la production de diesel vert avec différents types de matières premières d'origine biologique (huiles végétales vierges, usagées et issues de procédés qui traitent d'autres

matières d'origine biologique, y compris les déchets, graisses animales, co-produits des industries alimentaires, etc.).

L'attention portée à la durabilité de la biomasse utilisée est une priorité et Eni, en plus de définir une politique spécifique, mène des initiatives liées au remplacement des matières de base de première génération.



PLUS DE DÉTAILS DANS L'ANNEXE
« ENI FOR 2018 – PROCESSUS DE DÉCARBONISATION »



PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM
DE LA POSITION D'ENI SUR LES BIOMASSES

À **moyen terme**, Eni a pour objectif d'atteindre d'ici 2030 l'**empreinte carbone nette zéro** sur les émissions directes des activités en upstream valorisées en fonds propres, en augmentant l'efficacité de ses activités en upstream par la réduction des émissions de GES et en développant des projets de conservation des forêts. D'autres leviers de la stratégie de décarbonisation d'Eni sont la croissance des sources à faible émission de carbone (avec une augmentation de la part des biocarburants dans le portefeuille et l'ambition d'atteindre 60 % de part de gaz dans la production d'hydrocarbures), une augmentation des sources à zéro émissions (comme les systèmes solaires, éoliens et hybrides avec l'ambition de viser une capacité installée de 10 GW en 2030 de sources renouvelables) et une approche circulaire qui maximise l'utilisation des déchets comme matière de base et qui transforme et prolonge la durée de vie utile des actifs.

Le processus de décarbonisation vise à rendre l'entreprise « neutre en carbone » à **long terme** en élaborant un plan pour une transition énergétique intégrée, en commençant par maximiser la rentabilité et réduire les émissions directes, en promouvant un bouquet énergétique faible en carbone, en développant des **initiatives d'économie circulaire et de compensation** par le développement de projets forestiers. Enfin, l'application des nouvelles technologies pour le captage et l'utilisation des émissions de CO₂ jouera un rôle clé. Les Dépenses globales sur la période quadriennale 2019-2022 pour la décarbonisation, l'économie circulaire et les énergies renouvelables s'élèvent à environ 3,6 milliards d'euros (y compris 0,5 milliards d'euros pour des activités de recherche scientifique et technologique pour supporter ces problèmes). La part de ces investissements dédiés est égale à 9% du total des investissements envisagés pour les 4 prochaines années.

EMPREINTE CARBONE NETTE ZÉRO

OBJECTIF D'ICI 2030 SUR LES ÉMISSIONS DIRECTES PROVENANT DES ACTIVITÉS EN UPSTREAM



VOIR ANNEXE
« ENI FOR 2018 – PROCESSUS DE DÉCARBONISATION »



LES PROJETS DE FORESTERIE PERMETTRONT LA RÉALISATION D'ACTIVITÉS DE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE, AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX EMPLOIS, EN ENCOURAGEANT LE DÉVELOPPEMENT LOCAL, CONFORMÉMENT AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DES PAYS ET LE PROGRAMME 2030.

FOCUS SUR

PROJETS FORESTERIE

Dans le cadre de sa stratégie de décarbonisation à moyen et long terme, Eni a prévu la possibilité d'utiliser les crédits carbone générés par des projets de protection et de conservation des forêts visant à réduire la déforestation, à augmenter la capacité de stockage du carbone et à préserver et protéger la biodiversité, tout en assurant des avantages sociaux aux populations locales, pour compenser en par-

tie ses émissions. En effet, les projets permettront des activités de diversification économique, avec la création de nouveaux emplois et en promouvant le développement local, en accord avec les Plans de Développement des pays et le Programme 2030. L'utilisation rationnelle des ressources forestières permet également de promouvoir un comportement domestique plus durable grâce à une cuisson propre.



PLUS DE DÉTAILS DANS L'ANNEXE
« ENI FOR 2018 – PROCESSUS DE DÉCARBONISATION »



MODÈLE POUR L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

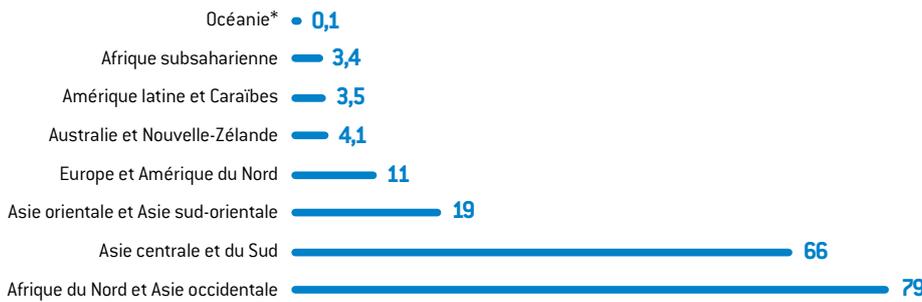
POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

L'excellence opérationnelle qui caractérise le modèle économique d'Eni découle de sa capacité à fonctionner en valorisant son personnel, en donnant la priorité à la protection de la sécurité et de l'environnement, en respectant et en promouvant les droits de l'homme et en agissant toujours avec intégrité et transparence. Ainsi, l'entreprise est en mesure de créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes grâce à un portefeuille de ressources à forte valeur ajoutée qui résiste également aux scénarios à faible émission de carbone.

ÉLÉMENTS DU SCÉNARIO : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

→ Niveau de stress hydrique

Prélèvements d'eau douce proportionnels aux sources d'eau douce disponibles (%)



Dans 22 pays du monde (principalement en Afrique du Nord, en Asie occidentale et en Asie centrale et méridionale), le stress hydrique – calculé comme le rapport entre les prélèvements d'eau douce et les ressources renouvelables totales en eau douce – est supérieur à 70 %. Cela témoigne d'une forte probabilité de pénurie future d'eau

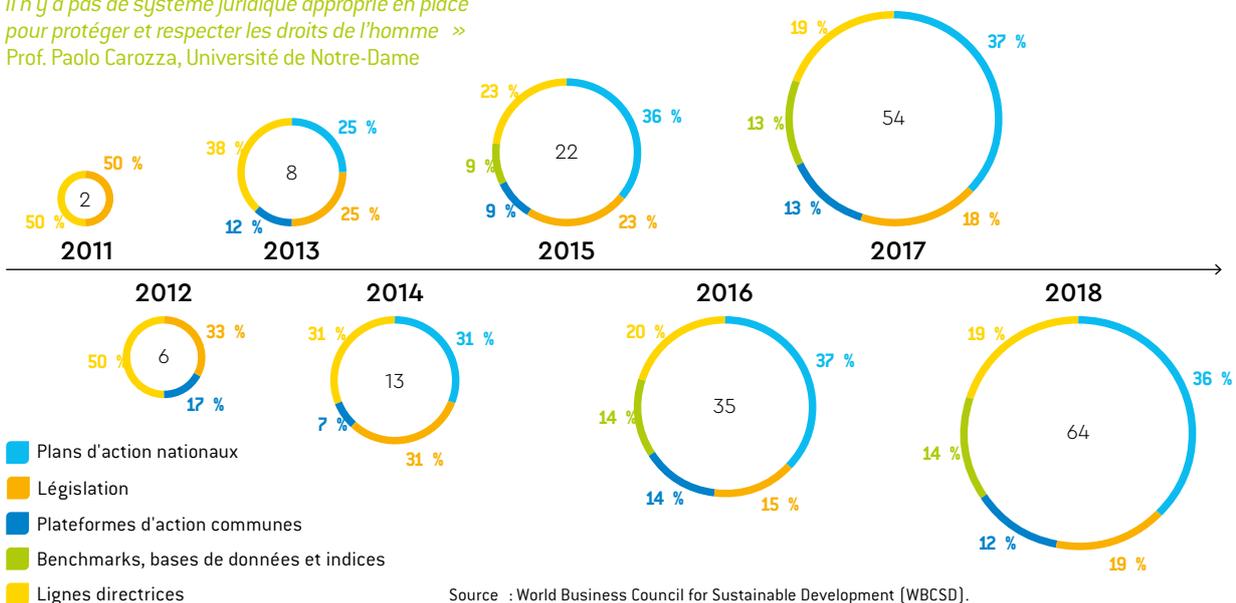
* Désigne l'Océanie, à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Source : United Nations – SDGs statistics 2014.

→ Nouvelles références internationales dans le domaine des Droits de l'Homme

Depuis 2011, date à laquelle les Nations Unies ont publié leurs « Principes directeurs relatifs aux Entreprises et les Droits de l'Homme », des références réglementaires ne portant pas sur le sujet se sont multipliées au niveau international

« 4 milliards de personnes vivent dans des Pays où il n'y a pas de système juridique approprié en place pour protéger et respecter les droits de l'homme » Prof. Paolo Carozza, Université de Notre-Dame



Source : World Business Council for Sustainable Development (WBCSD).



EACH OF US (CHACUN DE NOUS)
DIVERSITÉ ET INCLUSION
WELFARE
FORMATION
SANTÉ DU PERSONNEL



EITI ET LA STRATÉGIE FISCALE D'ENI
PROGRAMME DE CONFORMITÉ
ANTI-CORRUPTION
ACTIVITÉS DE FORMATION



SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS
CULTURE DE LA SÉCURITÉ
INTÉGRITÉ DES ACTIFS
SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS
INTERVENTION D'URGENCE

EACH OF US (CHACUN DE NOUS)

Eni se concentre sur la croissance, la valorisation et la formation de son propre personnel, en reconnaissant la diversité comme une ressource.

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Eni réalise ses propres activités d'entreprise avec loyauté, équité, transparence, honnêteté et intégrité et conformément à la loi.

SÉCURITÉ

Eni considère la sécurité au travail comme une valeur essentielle à partager entre les employés, les contractuels et les collectivités locales.

LE MODÈLE POUR L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

DROITS DE L'HOMME

Eni s'engage à respecter les Droits de l'homme dans le contexte de ses activités et à en promouvoir le respect dans les relations avec les partenaires et les parties prenantes.

ENVIRONNEMENT

Eni promeut l'utilisation efficace de la ressources naturelles et la protection des zones protégées et importantes pour la biodiversité, en identifiant les impacts potentiels et les actions de mitigation.

GOVERNANCE ET FORMATION SUR LES DROITS DE L'HOMME
DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL
DROITS DE L'HOMME ET SÉCURITÉ
LA GESTION DES FOURNISSEURS ET DES PARTENAIRES COMMERCIAUX

UTILISATION EFFICACE DE L'EAU
PRÉVENTION ET GESTION DES DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES
BIODIVERSITÉ





EACH OF US (CHACUN DE NOUS)

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

Le modèle économique d'Eni est basé sur les compétences, un patrimoine qui se construit avec le temps et le dévouement et qui augmente sa valeur à long terme. En ligne avec l'évolution de l'entreprise, qui se tourne vers un avenir faible en carbone, le programme de mise à jour des compétences internes est essentiel pour assurer leur alignement constant sur les besoins de l'entreprise.



INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES D'ENI

→ Politique : Notre personnel, L'Intégrité dans nos opérations ; Code d'éthique

PROGRÈS EN 2018 PAR RAPPORT À 2017

- Augmentation de 4,4 points de pourcentage le **recrutement de femmes**
- Extension du **smart working** à 3 entreprises d'Eni ainsi qu'à tous les employés avec des pathologies particulières
- +8 % de croissance de l'investissement dans la **formation**
- Mise en place du **système de gestion de la santé** dans toutes les entreprises d'Eni, en Italie et à l'étranger

OBJECTIFS

- Augmentation du pourcentage de **femmes employées**
- Renforcement des **initiatives pour l'équilibre vie-travail**¹²
- **Formation** : investissement prévu de 2 millions d'euros par an sur des thèmes innovants
- **Santé** : des investissements d'environ 180 millions d'euros d'ici 2022

Les **personnes** sont l'élément indispensable et fondamental pour l'existence même de l'entreprise et les objectifs commerciaux ne peuvent être atteints que par leur **dévouement et leur professionnalisme, leurs compétences et leur capacité à travailler de manière intégrée.**

La confiance, le courage envers l'avenir et ce qui est « nouveau » sont les caractéristiques fondamentales d'Eni, ainsi que sa grande capacité à se transformer et à s'adapter aux scénarios nationaux et internationaux possibles. C'est précisément pour cette raison qu'en période de contraction du marché du pétrole et du gaz, alors que tous les opérateurs ont besoin de retrouver leur efficacité, y compris par des actions de réduction des effectifs (qui, entre 2014 et 2016, ont entraîné une réduction d'environ 400 000 personnes dans le secteur¹³), Eni poursuit différentes stratégies axées sur ses effectifs, afin de maintenir et développer ses compétences techniques.

30 950

PERSONNEL

20 576 **10 374**
EN ITALIE À L'ÉTRANGER



UNE INSPECTION QUOTIDIENNE PAR L'ÉQUIPE OPÉRATIONNELLE DE L'INSTALLATION DE RÉCEPTION ONSHORE (ORF) AU GHANA. DES INSPECTIONS QUOTIDIENNES SONT EFFECTUÉES POUR S'ASSURER QUE TOUT EST CONFORME AUX PROCÉDURES.

12] Conciliation du travail et de la vie privée.

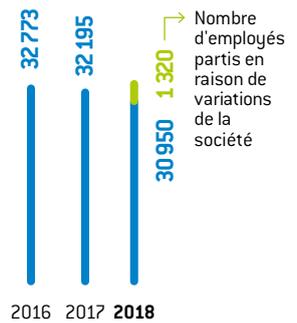
13] Source Graves & Co.

C'est grâce à cette approche qu'au cours de la période 2014-2016, face à un scénario de marché très discontinu, Eni s'est réorganisée avec une structure plus simple, plus intégrée et compacte et a mis en œuvre une politique d'efficacité axée également sur la reconversion d'importants sites industriels en Italie sans aucune réduction du personnel (plus de 1 000 personnes formées aux nouvelles activités).

C'est aussi à cette époque qu'un autre succès historique a été réalisé : la **découverte de Zohr**, le plus grand champ gazier jamais identifié en Méditerranée, mis en production avec un record de délai de mise sur le marché pour le secteur (deux ans et demi après sa découverte). Zohr est un succès pour plusieurs raisons : certes pour la taille exceptionnelle du gisement mais surtout parce qu'avant Eni, dans la même zone d'exploration, d'autres sociétés avaient essayé sans succès. Grâce à une équipe de personnes possédant d'importantes compétences technico-scientifiques, une forte attitude face aux risques raisonnés et la disponibilité de technologies innovantes (imagerie géophysique 3D, modélisation des systèmes pétroliers, élaborations de simulations de réservoirs), Eni a découvert ce que les autres n'ont pu faire. L'histoire d'Eni s'est enrichie avec son personnel, ses compétences et sa capacité à travailler de manière intégrée avec toutes les parties prenantes.

Fin 2018, Eni employait au total **30 950 personnes**, soit une diminution par rapport à 2017 due exclusivement à la nouvelle structure de la société¹⁴. En effet, suite aux changements dans l'entreprise, il y a eu une augmentation de 75 employés par rapport à 2017. Les **recrutements en contrat à durée indéterminée ont augmenté de 27 % par rapport à l'année dernière**, dont 691 en Italie. En Italie également, le nombre de salariés plus jeunes (18-24 ans) a augmenté en raison du recrutement effectué sur les sites industriels italiens de Viggiano, Livourne, Sannazzaro, Mantova et Tarente.

Employés (Nombre)



L'équipe Eni

106

NATIONALITÉS



VOIR PAGE 10-17 D'« ENI FOR 2018 - PERFORMANCE »

14) En particulier, la vente de Tigaz et la déconsolidation d'Eni Norge sont à signaler.



7 307

LES FEMMES CHEZ ENI EN 2018

98 %

RÉMUNÉRATION DES FEMMES PAR RAPPORT AUX HOMMES

33 %

PRÉSENCE FÉMININE DANS LES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES FILIALES

25 %

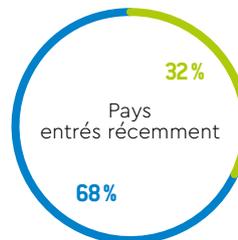
FEMMES EN POSTES DE RESPONSABILITÉ

« ENI OFFRE L'ÉGALITÉ DES CHANCES SANS DISTINCTION DE RACE, DE COULEUR, DE SEXE, DE RELIGION, DE NATIONALITÉ, D'OPINION POLITIQUE, D'ORIENTATION SEXUELLE, DE STATUT SOCIAL, D'ÂGE OU DE TOUTE AUTRE CONDITION DE L'INDIVIDU NON LIÉE AUX EXIGENCES NÉCESSAIRES À L'EXÉCUTION DU TRAVAIL »
(POLITIQUE : NOTRE PERSONNEL)

DIVERSITÉ ET INCLUSION – LA CULTURE DE LA PLURALITÉ

Eni considère la pluralité comme une ressource, une source d'enrichissement et un patrimoine qui rend l'entreprise plus forte et mieux à même de relever les défis mondiaux complexes. Les **valeurs de diversité et de pluralité** sont également véhiculées et renforcées par un système de performance qui implique l'ensemble de la direction et du personnel d'Eni, dans le but d'inclure la diversité. Eni a toujours caractérisé sa présence internationale par des alliances avec les Pays dans lesquels elle opère, dans le but de créer de la valeur par le transfert de connaissances, dans le respect des cultures locales. En confirmant ceci **dans le secteur upstream, la part des salariés locaux dans l'effectif total a sensiblement augmenté dans les Pays de présence historique** (comme le Nigeria, le Congo, l'Égypte, la Libye et le Kazakhstan), **atteignant 87 %**, par rapport aux pays entrés récemment (comme le Mexique, le Ghana, le Myanmar), où le processus de transfert de savoir-faire est toujours en cours. Par ailleurs, dans tous les pays où elle est présente, **Eni garantit des niveaux minimums de rémunération pour le personnel local qui sont nettement supérieurs au ceux du marché.**

Personnel local d'Eni dans le secteur upstream (%)

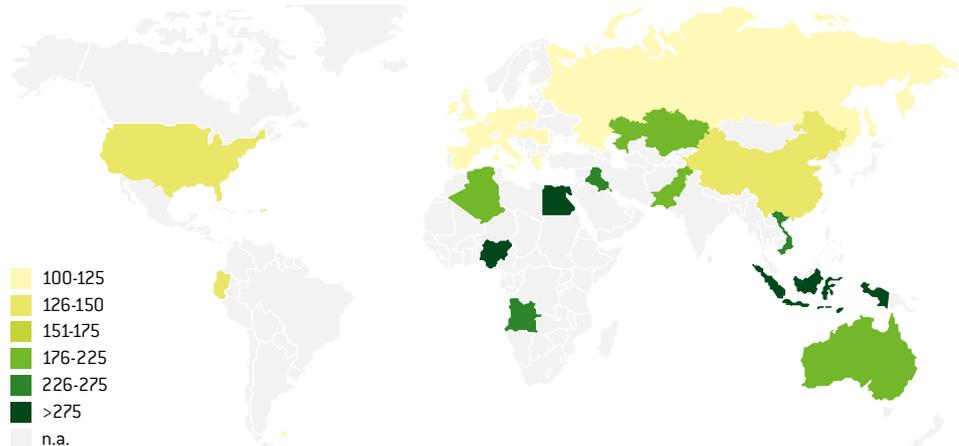


87 %

EMPLOYÉS LOCAUX DANS LES PAYS DE PRÉSENCE HISTORIQUE

■ Expatriés
■ Locaux

Rapport entre le salaire minimum de la politique d'Eni et le salaire minimum du marché (1er décile)
(Gestionnaire intermédiaire – Personnel senior Staff – Employée)



Eni promeut des projets avec les Universités locales pour promouvoir l'inclusion et le développement des professionnels du secteur de l'énergie dans les pays où elle opère, tels que le HUMAN CAPITAL PROJECT¹⁵ – Kazakhstan Deployment promu par le Forum économique mondial.

Par ailleurs, en ce qui concerne la **promotion de l'égalité entre les sexes**, l'approche d'Eni pour favoriser une plus grande représentation des femmes à tous les niveaux est axée sur trois leviers principaux :

- des objectifs d'**amélioration des processus de sélection**, de **développement interne** et de la participation à des initiatives de formation/engagement impliquant tous les responsables ;
- des initiatives visant à **encourager l'entrée des femmes dans les carrières techniques** (telles que Think About Tomorrow – Percorsi per Giovani Donne, Inspiring Girls and Elis – Sistema Scuola Impresa¹⁶) et des événements destinés aux élèves des collèges et lycées et aux universités, avec également la participation de rôles exemplaires de femmes employées ;
- instruments de **welfare d'entreprise** pour promouvoir l'équilibre vie-travail des personnes ayant des responsabilités familiales.

15) Accord de collaboration entre la Colorado School of Mines et les universités Nazarbayev University et Satbayev University.

16) Think About Tomorrow – Percorsi tecnici per giovani donne : événements d'orientation dédiés aux étudiantes, en vue d'une éventuelle carrière dans le monde de l'Énergie. Inspiring Girls : un projet promu par Valore D dans le but de sensibiliser les filles à leur propre talent, au-delà des stéréotypes. Elis – Sistema Scuola Impresa : un projet visant à offrir des opportunités éducatives aux étudiantes, par la comparaison avec des « modèles féminins », c'est-à-dire des professionnelles d'entreprise qui incarnent des modèles vertueux d'approche du travail.

Ces activités contribuent à consolider la présence féminine dans l'entreprise. En effet, le **recrutement des femmes en 2018 a augmenté de 4,4 % par rapport à 2017** et dans les fonctions de personnel, le recrutement de femmes a atteint 44 % du recrutement total. Eni est également membre d'associations nationales et internationales et participe à des initiatives et à des benchmarks visant à partager les meilleures pratiques, à identifier des actions communes dans le domaine de l'égalité des sexes et à renforcer le leadership des femmes. En particulier, Eni a adhéré et s'est inscrite :

- Au Manifesto per l'Occupazione Femminile¹⁷;
- Au Call to action au niveau européen pour l'inclusion et la diversité : engagement « Inclusion and Diversity », promu par la campagne #EmbraceDifference¹⁸.

L'**hétérogénéité du personnel d'Eni est un autre facteur de pluralité**. Pour améliorer les connaissances des employés seniors, des initiatives ont été mises en œuvre ces dernières années pour encourager les échanges intergénérationnels, telles que le projet Mentoring, dans le cadre duquel des responsables expérimentés soutiennent le parcours professionnel des jeunes ressources, et la Faculty Eni, avec 550 formateurs actifs pour renforcer le capital interne de connaissances et développer la capacité à les transmettre.

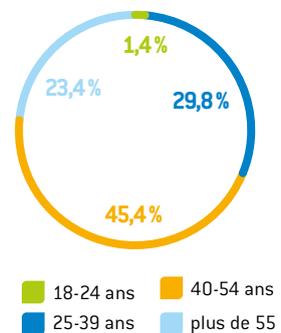
ASSISTANCE SOCIALE

Eni investit dans l'**amélioration du bien-être des personnes afin de promouvoir l'engagement, le lien avec l'entreprise et la création d'un climat orienté vers la collaboration**. Les programmes d'assistance sociale sont également des outils fondamentaux pour atteindre les objectifs de diversité, en particulier en ce qui concerne les personnes ayant des responsabilités familiales. Les initiatives représentées ci-dessous se réfèrent aux principaux domaines d'intervention. En particulier, en 2018, Eni s'est concentrée sur le renforcement du **smart working** et sur des initiatives visant à répondre aux besoins émergents, tels que la **prise en charge des membres âgés de la famille et des membres dépendants de celle-ci**.



VOIR PAGE 10-17 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE »

Employés par groupe d'âge (%)



FAMILLE*

EMPLOYÉS AVEC ENFANTS

Congé parental de 10 jours payés à 100 % pour les deux parents dans tous les Pays.

Crèche Eni pour les enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, au siège de San Donato Milanese.

Vacances d'été pour les enfants âgés de 6 à 14 ans comme une occasion de s'amuser, d'apprendre et de se socialiser.

Colonie de vacances pour les jeunes de 15-16 ans pour le développement de la langue anglaise.

Parcours d'orientation scolaire/professionnelle pour le choix d'un parcours post-diplôme.

TRANSVERSAL

Vacances pour les familles pour les parents de plus de 65 ans.

Fragilité service pour les soignants afin d'offrir du soutien et des conseils dans la gestion des personnes âgées ou des membres de la famille à charge par l'entremise d'opérateurs qualifiés.

* Environ 3 000 adhésions à des programmes de crèche, d'initiatives pour les jeunes et les soignants

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

CAMPAGNES DE PRÉVENTION**

Plan de Diagnostic Précoce pour la prévention du cancer par groupe d'âge et par sexe.

** Environ 4 000 adhésions

Prévention avec Eni avec dépistage oncologique et examens hématochimiques.

PROMOTION DE STYLES DE COMPORTEMENT SAINS

Qualité des services de restauration d'entreprise avec le soin dans le choix des matières premières et des menus équilibrés.

Programme bien-être avec des abonnements sportifs à tarif réduit.

ÉQUILIBRE VIE-TRAVAIL

SMART WORKING

Possibilité de travailler à distance pour les nouveaux parents, depuis 2018 pour les collègues atteints de pathologies.

FLEXIBILITÉ HORAIRE

Formes de flexibilité du temps de travail sur une base hebdomadaire et saisonnière.

AUTRES ACTIONS

AVANTAGE FLEXIBLE

Possibilité de convertir une partie de la prime annuelle en crédit welfare (sécurité sociale et caisses de santé, services de welfare – services éducatifs et d'instruction, récréatifs, services d'assistance sociale, de biens et d'équipements de consommation).

MAAM* – YOUR KID, YOUR MASTER

Parcours digital pour transformer l'expérience parentale des mères et des pères en une occasion de découvrir et de se former à des compétences soft, relationnelles, organisationnelles et d'innovation également au travail.

*MAAM (Maternity As A Master)

17] Document programmatique signé entre les entreprises associées à Valore D et la Présidence du Conseil des Ministres.

18] <https://embraceedifference.ert.eu>



FORMATION

« LES CONNAISSANCES PROFESSIONNELLES DU PERSONNEL SONT UN LEVIER CLÉ POUR UNE CROISSANCE DURABLE. »
(POLITIQUE : NOS GENS)

Eni considère **les compétences de son personnel** à tous les niveaux, fondamentales pour l'excellence opérationnelle. Pour cette raison, Eni planifie et met en œuvre, dans tous les pays où elle est présente, des plans et des programmes, **des parcours de formation** diffusés de manière capillaire et transversale, **des projets pour les familles professionnelles et des initiatives spécialisées pour des activités stratégiques à fort contenu technique**. De plus, chaque année, les besoins en formation sont cartographiés et évalués en fonction des besoins spécifiques. En référence au scénario global et en particulier aux questions innovantes et stratégiques – telles que la digitalisation, la transition énergétique et le changement climatique – Eni organise des cours de formation ad hoc. En 2018, outre les activités de formation, les activités d'implication aux questions liées au changement climatique ont été organisées par le Président-Directeur Général, afin de sensibiliser davantage l'opinion interne à l'importance de ces questions.



VOIR PAGE 13-15 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE » ET PAGE 6 DE L'ANNEXE « ENI FOR 2018 – PROCESSUS DE DÉCARBONISATION » POUR LES ACTIVITÉS D'IMPLICATION DES SALARIÉS

Heures de formation



33,6 MIO €

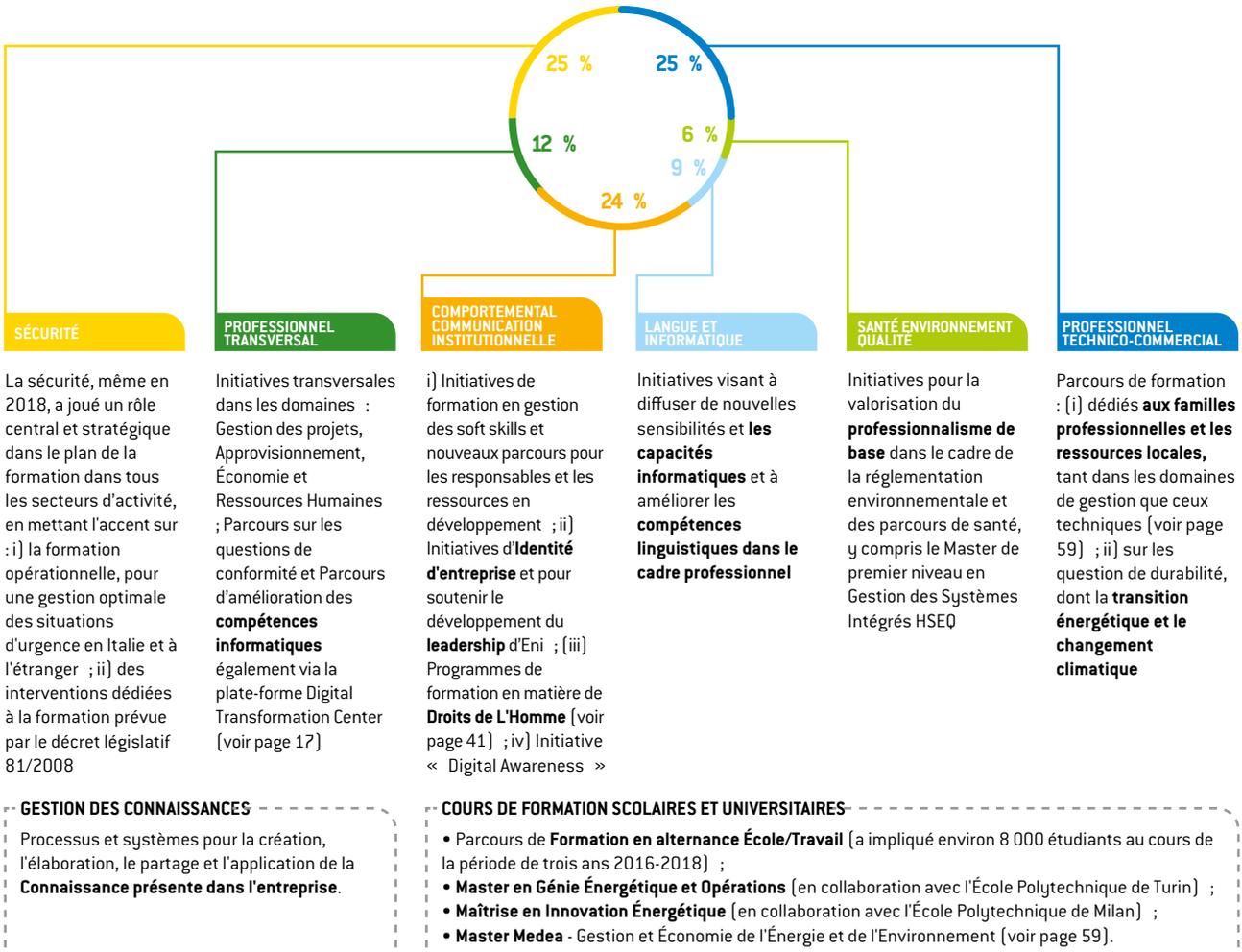
INVESTIS DANS LA FORMATION EN 2018

PLUS DE **9 %** PAR RAPPORT À 2017

+**5 %** HEURES DE FORMATION PAR RAPPORT À 2017

Principales formations proposées par Eni

(Heures de formation par type)



LA SANTÉ DU PERSONNEL

Eni considère la protection de la santé comme fondamentale et **favorise le bien-être physique, psychologique et social de son personnel, de ses familles et de ses communautés dans les Pays où elle opère**. L'extrême variabilité des contextes économiques dans lesquels opère Eni, d'un point de vue géographique et climatique, épidémiologique, social, politique et réglementaire, nécessite une actualisation constante des matrices de risques sanitaires et rend particulièrement difficile la garantie de la santé à chaque étape du cycle de vie des projets économiques. Pour relever ce défi, Eni a développé une plate-forme opérationnelle spécifique assurant des services à travers la médecine du travail, l'hygiène industrielle, la médecine du voyage, les soins de santé et les activités d'urgence médicale, ainsi que des initiatives de promotion de la santé pour ses populations et communautés.

Dans ce contexte, Eni poursuit les objectifs suivants :

- promouvoir et maintenir la santé et le bien-être du personnel d'Eni en assurant une **prévention** adéquate **des maladies** ;
- une **gestion** appropriée **des risques sur les lieux de travail** et le développement de programmes de surveillance de la santé ;
- identifier, formuler et réaliser des **programmes durables qui assurent des effets positifs sur la santé** des populations des Pays hôtes ;
- garantir dans chaque contexte opérationnel l'**application des principes de la médecine du travail**, l'accès aux soins primaires et aux services d'urgence médicale.

5 DOMAINES IMPORTANTS

- **Médecine du travail** et hygiène industrielle
- **Soins de santé** et médecine du voyage
- **Gestion des situations d'urgence** médicales
- **Promotion de la santé** des employés
- **Santé des communautés**

INITIATIVES 2018

DIGITALISATION DES PROCESSUS	Début de la digitalisation des processus et services de santé.
RISQUES PROFESSIONNELS	Processus d'identification, de suivi et de contrôle des risques professionnels, même ceux qui ne sont pas spécifiquement réglementés, tels que la médecine du voyageur, en relation avec le processus industriel et la surveillance de la santé.
NORMALISATION DES STRUCTURES SANITAIRES	Mise en œuvre du programme de normalisation des infrastructures sanitaires de l'entreprise par le biais de recensement et vérification des besoins structurels, fonctionnels et d'équipement.
PROMOTION DE LA SANTÉ	Identification et mise en œuvre d'initiatives de promotion de la santé selon la stratégie déterminée par l'étude réalisée en 2017.
INTERVENTION EN CAS D'URGENCE SANITAIRE	Vérification de l'application des critères permettant d'intervenir de manière cohérente avec les politiques de l'entreprise, en cas d'urgence sanitaire.
SANTÉ DES COMMUNAUTÉS	La promotion de l'état de santé des populations des Pays partenaires est une condition préalable au développement socio-économique (voir page 62).



CENTRE DE SANTÉ DE PALMA AU MOZAMBIQUE.



SÉCURITÉ

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

Eni considère la sécurité des personnes comme un élément essentiel de son fonctionnement, une valeur fondamentale à partager entre employés, entrepreneurs et communautés locales. À cette fin, Eni prend toutes les mesures nécessaires pour éliminer la survenue d'accidents, notamment : modèles d'organisation pour l'évaluation et la gestion des risques, plans de formation, développement des compétences et promotion d'une culture de la sécurité.



INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES D'ENI

→ Politique : Nos collaborateurs, L'intégrité dans nos opérations

PROGRES REALISES EN 2018 PAR RAPPORT À 2017

- **Sécurité des procédés et intégrité des actifs** : Réalisation de programmes d'audits de sécurité des procédés sur les lignes d'activités et les sites d'exploitation
- **Consolidation de la culture de sécurité** : lancement de campagnes visant à promouvoir des comportements sûrs au travail et à la maison (« Safety starts @ home »)

OBJECTIFS

- **Réduction à zéro des accidents**
- Lancement de la campagne « **Safety starts @ office** » et des initiatives pour renforcer les comportements sûrs et réduire les comportements à risque
- Consolidation du **Safety Culture Program**¹⁹
- Renforcement de la culture de la sécurité des procédés
- Mise en place d'un pool de **sécurité des procédés** avec des auditeurs internes et le suivi des actions correctives résultant des audits



VOIR PAGE 18 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE »

En 2018, les principales interventions ont concerné : la consolidation des indices d'accidents, la consolidation de la culture sécurité, l'accent mis sur l'intégrité des actifs, la sécurité des procédés et les activités de gestion des urgences.

INDICES D'ACCIDENTS ET ACTIONS D'INTERVENTION

Le Taux de fréquence d'incidents déclarés (TRIR) a augmenté de 6 % par rapport à 2017. Cette situation s'explique par l'indice des employés (en raison d'une augmentation du nombre d'accidents), tandis que l'indice des contractuels est resté stable. En 2018, il y a eu quatre accidents mortels impliquant des contractuels (1 au Nigeria suite à un écrasement par un véhicule en manœuvre, 1 en Algérie suite à des brûlures, 2 en Égypte suite à des chutes de hauteur) et deux accidents graves (en Alaska, un contractuel a subi un traumatisme grave à la jambe droite et en Égypte, un contractuel est tombé de hauteur).

L'identification et l'analyse des causes qui ont généré les accidents en 2018 ont permis d'identifier les actions suivantes visant à prévenir la répétition de tels événements :

- consolider le **leadership et l'engagement de la direction**, tant d'Eni que des contractuels, afin de diffuser la culture de la sécurité ;
- renforcer la **Direction des travaux et la gestion opérationnelle sur le terrain** (par le contrôle des contractuels, la vérification des Permis de Travail, l'utilisation des Permis de Travail électroniques – E-WP) ;
- focaliser l'attention sur les activités relatives à la **gestion des tiers** tant dans la phase de qualification (redéfinition des exigences HSE minimales définies pour chaque type de service) que dans la gestion de la relation contractuelle (par des réunions de lancement, des audits périodiques visant à vérifier le respect des exigences contractuelles) ;
- fournir une **formation spécifique** pour le personnel opérationnel, en particulier pour le rôle de supervision des contractants ;
- vérifier la **mise en œuvre** correcte des **procédures opérationnelles**, des normes et des meilleures pratiques HSE et la mise en œuvre des leçons apprises des accidents survenus dans d'autres réalités en vue d'une amélioration continue.

Indice de fréquence des accidents totaux enregistrables (TRIR)
(Total des accidents enregistrables/ heures travaillées)x1 000 000



Dans ce contexte, Eni a également poursuivi son engagement en faveur de la consolidation du Severity Incident Rate (SIR), un indice interne qui prend en compte le niveau de gravité des accidents, et du Safety Culture Programme (SCP), un indicateur de la gestion préventive de la sécurité. En particulier, le SIR est utilisé dans le plan d'incitation à court terme du PDG et des dirigeants ayant des responsabilités stratégiques afin de concentrer l'engagement d'Eni sur la réduction des accidents les plus graves.

19) Indicateur de proactivité comportant des aspects de gestion préventive de la sécurité.

CULTURE DE LA SÉCURITÉ

Eni s'est toujours engagée dans la diffusion continue de la culture de la sécurité en tant qu'élément essentiel de ses activités, à travers des projets qui promeuvent des comportements sûrs dans tous les lieux de travail et dans la vie en général. L'objectif est de motiver la sécurité pour que chacun soit un leader sûr dans l'exécution de son travail, en donnant l'exemple grâce à l'engagement de la direction.

PRINCIPALES INITIATIVES 2018 POUR RENFORCER LA CULTURE DE LA SÉCURITÉ POUR TOUS (EMPLOYÉS ET CONTRACTUELS)

SAFETY STARTS @ HOME	Vidéos partagées entre employés et contractuels en Italie et à l'étranger dans tous les secteurs d'activité, et pour chacune des Safety Golden Rules qui montrent une application tangible dans les circonstances de la vie quotidienne.
INSIDE LESSON LEARNED	Diffusion et partage des leçons les plus importantes tirées à travers des vidéoclips des employés et des contractuels en Italie et à l'étranger.
IO VIVO SICURO	Manifestations théâtrales ou tables rondes pour sensibiliser la haute direction, les contractants et les invités externes.
DES ATELIERS ET DES BULLETINS D'INFORMATION SUR LA SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS	Deux ateliers sur les thèmes « Lutte contre l'incendie » et « Équipements sous pression » ont été organisés à l'intention des professionnels de la sécurité et du personnel d'Eni travaillant dans les services techniques et technologiques et des directeurs d'usine. Bulletin trimestriel sur la sécurité des procédés, distribué au niveau de l'entreprise.

FOCUS SUR

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES AU SERVICE DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES OPÉRATEURS ET RÉSULTATS 2018

Dans le domaine de la transformation numérique, Eni a lancé en 2018 des projets pilotes pour différents domaines d'application dans le domaine de la sécurité.

PERMIS DE TRAVAIL ÉLECTRONIQUES (e-WP) : Eni met à disposition une application informatisée qui prend en charge la compilation, la gestion et le stockage numérique des Permis de Travail. En 2018, il a été appliqué sur 40 sites en Italie et à l'étranger.

SMART SAFETY : fournit au personnel du site une série de Dispositifs de Protection Individuelle détectés qui peuvent signaler un danger potentiel ou des situations d'urgence. En 2018, les Smart Kits ont été livrés à plus de 200 opérateurs à Viggiano, Sannazzaro, Brindisi et Ferrera Erbognone.

ENHANCED OPERATOR : applications qui peuvent être utilisées en déplacement par le personnel du site sur des appareils ATEX, tels que des smartphones ou des tablettes, pour signaler des situations anormales, collecter et consulter des données lors de sorties sur le terrain ou pour recevoir une assistance à distance, ce qui augmente la sécurité des opérateurs et facilite leurs activités opérationnelles et de maintenance. En 2018, des applications pour la gestion de 6 cas d'utilisation ont été lancées et 100 appareils ATEX ont été livrés aux opérateurs à Viggiano, Sannazzaro et Brindisi.

RÉALITÉ VIRTUELLE APPLIQUÉE À LA FORMATION DU PERSONNEL : permet de reproduire l'environnement réel avec des effets visuels et sonores et assure que les opérations effectuées par l'utilisateur sont aussi proches que possible de la réalité. En 2018, deux salles ont été aménagées au Centre de formation à la sécurité de Gela et à l'ECU de San Donato Milanese pour l'organisation d'activités de formation sur les scénarios de lutte contre les incendies.



EN 2018, LES SMART KITS ONT ÉTÉ LIVRÉS À PLUS DE 200 OPÉRATEURS À VIGGIANO, SANNAZZARO, BRINDISI ET FERRERA ERBOGNONE.



PLUS DE DETAILS SUR ENI.COM



L'INTÉGRITÉ DES ACTIFS GARANTIT LA PROTECTION DES PERSONNES, DE L'ENVIRONNEMENT ET LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS

INTÉGRITÉ DES ACTIFS

Le système d'intégrité des actifs veille à ce que l'**actif** soit opéré **de façon efficace** et performant pour la protection des personnes, de l'environnement et de la continuité opérationnelle.

Le Système de Gestion de l'Intégrité des Actifs est mis au point à l'échelle de toute **la durée de vie de l'actif** de la phase initiale de conception (Design Integrity), à l'approvisionnement, la construction, l'installation et les essais (Technical Integrity), jusqu'à la gestion opérationnelle et à la désaffectation (Operating Integrity). En 2018, l'Unité Technical Operating Assessment a été créée et, en plus du travail déjà effectué par les Unités Opérationnelles et les domaines professionnels, a pour fonction d'effectuer des contrôles indépendants sur la mise en œuvre des systèmes d'intégrité des actifs. Les principaux avantages d'un système efficace et performant de gestion de l'intégrité des actifs sont les suivants :

- garantir la sécurité des procédés, par l'identification proactive, l'évaluation, la prévention et la mitigation des risques opérationnels qui pourraient résulter de dysfonctionnements des procédés et des équipements ;
- plus grande fiabilité des systèmes et sous-systèmes d'actifs ;
- optimisation des activités d'inspection et de manutention ;
- maximisation de la valeur de l'actif.

INTÉGRITÉ DES BIENS

INTÉGRITÉ DE CONCEPTION

INTÉGRITÉ TECHNIQUE

INTÉGRITÉ OPÉRATIONNELLE



FOCUS SUR

TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE DES PIPELINES ET DES USINES

E-SPLORA

Ensemble de technologies déjà appliquées sur le terrain qui peuvent fournir un risque opérationnel minimal et des informations peu coûteuses sur l'intégrité des pipelines, telles que : la présence de dépôts, de déformations, de corrosion interne ou d'effractions. Les différentes méthodologies sont basées sur des capteurs miniaturisés, autonomes ou montés sur des outils de nettoyage à faible risque.

ROBOTIQUE DISTRIBUÉE POUR L'INTÉGRITÉ DES ACTIFS

Eni développe les éléments d'un réseau innovant de surveillance continue de l'intégrité des installations basé sur des capteurs sans

fil miniaturisés avec alimentation électrique autonome. Le réseau est complété par des mesures des émissions fugitives et de l'épaisseur des composants métalliques effectuées par des drones à navigation autonome.

REVÊTEMENT COMPOSITE À MATRICE MÉTALLIQUE

Eni a développé, en collaboration avec l'École Polytechnique de Milan un revêtement qui peut être appliqué directement sur les sites, pour améliorer la résistance à la corrosion et à l'érosion des vannes, des pipelines et d'autres composants des lignes tels que les courbes et joints en général.

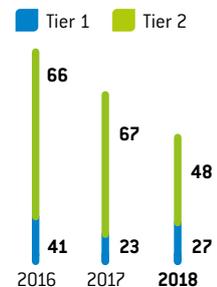
SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS

Eni a élaboré et mis en œuvre un **Système de Gestion de la Sécurité des procédés**, suivi par le biais d'audits dédiés, dans le but de prévenir et de maîtriser les rejets incontrôlés de substances dangereuses susceptibles d'évoluer vers des accidents majeurs, préservant ainsi la sécurité des personnes, l'environnement, la productivité, les biens et la réputation de l'entreprise. À partir de la surveillance de ces rejets (les Process Safety Events Tier 1 e Tier 2²⁰) au cours des dernières années, on remarque une tendance à la baisse et une amélioration constante.

PRÉPARATION ET INTERVENTION EN CAS D'URGENCE

En 2018, l'organisme chargé des procédures **sur la gestion des situations d'urgence a été renforcé**, en faisant accroître la rapidité des flux de communication vers la ligne de commande et le sommet et en amplifiant le soutien par l'intermédiaire de figures transversales appartenant à la cellule de crise. Les procédures sont testées **de temps à autre** lors d'**exercices** nécessaires à la préparation aux situations d'urgence, en testant la capacité d'intervention en termes de plans, de ressources, de moyens et de matériaux et en identifiant les actions correctives appropriées. En 2018, plus de 120 exercices complexes ont été gérés avec la participation, outre Eni, des Autorités Locales telles que la Préfecture, les Forces de Police, la Capitainerie du Port et les Pompiers provinciaux et, dans le cas des exercices de troisième niveau²¹ également les Autorités centrales. Les principaux exercices de 2018, organisés en Sardaigne et à la bioraffinerie de Venise, ont simulés des déversements de produits en mer afin de tester l'adéquation de la capacité de réponse.

Nombre d'événements de sécurité des procédés



PLUS DE

120

EXERCICES COMPLEXES ONT ÉTÉ GÉRÉS EN 2018

LES HISTOIRES D'ENI FOR

COLLABORATION AVEC LA PROTECTION CIVILE (DPC)

CONTEXTE

Depuis 2009, Eni est membre du Comité opérationnel de la protection civile, convoqué à l'occasion d'urgences ayant un impact particulier sur la population et l'environnement. En 2018, Eni a contribué au 1^{er} Forum national sur les systèmes d'alerte en partageant les bénéfices de ses systèmes et projets pour la sécurité et l'exploitation de ses populations : le système Prometeo pour la surveillance sismique des bâtiments et le projet APP Meteo pour l'alerte météo-hydro.

RÉSULTATS

Eni a été impliquée en 2018 dans la gestion des urgences suivantes.

- **Urgence intempéries « neige »** : en février, à la demande du DPC, Eni a activé la cellule de crise et les fonctions d'approvisionnement en carburants et combustibles, pour faire face aux conditions climatiques prohibitives et à la viabilité routière et autoroutière compromise.
- **Urgence intempéries « Triveneto »** : en octobre, Eni s'est engagée dans l'approvisionnement en carburants et combustibles suite à la vague de mauvais temps qui a conduit à la déclaration de l'état d'urgence dans 11 régions, notamment dans le *Triveneto*.
- **Urgence sismique « Etna »** : le 24 décembre, un tremblement



ENI COLLABORE AVEC LE DÉPARTEMENT DE LA PROTECTION CIVILE DANS LA GESTION DES URGENCES. SUR LA PHOTO, LES RÉSERVOIRS DE CARBURANT D'URGENCE (GAZOLE ALPINO) FOURNIS LORS DU TREMBLEMENT DE TERRE DANS LE CENTRE DE L'ITALIE 2016-2017.

de terre a eu lieu dans la région de l'Etna, causant de graves dégâts dans plusieurs municipalités sur les pentes du volcan. Les fonctions de gestion ont été pré-alarmées pour traiter toute demande de soutien pour l'approvisionnement en carburants et combustibles.



PLUS DE DETAILS
SUR ENI.COM



11.5 D'ici à 2030 (...) réduire sensiblement les pertes économiques directes que les catastrophes, y compris celles liées à l'eau, font

subir au produit intérieur brut mondial, en accordant une attention particulière à la protection des pauvres et des plus vulnérables.

20) Tier 1 et Tier 2 indiquent la gravité des conséquences (des plus graves aux moins graves) en termes de quantités rejetées et de dommages causés aux personnes.

21) Urgences de 1^{er} niveau : situations d'urgence gérées au niveau du site par le personnel et avec les moyens mis à disposition ; urgence de 2^{ème} niveau : situations d'urgence gérables au niveau local avec l'assistance des fonctions centrales de l'unité opérationnelle et avec le soutien des autorités locales et des administrations publiques ; urgences de 3^{ème} niveau : situations dangereuses graves gérées avec l'assistance des unités opérationnelles et centrales, en déclenchant des plans externes en coordination avec les Autorités et Administrations publiques.



ENVIRONNEMENT

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

Eni, qui opère dans des contextes géographiques très différents nécessitant des évaluations spécifiques des aspects environnementaux, s'est engagée à renforcer le contrôle et le suivi des activités afin d'atténuer les impacts sur l'environnement par l'adoption de bonnes pratiques internationales et des Meilleures techniques disponibles, tant techniques que de gestion, qui sont constamment actualisées.



INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES D'ENI :

→ Politique : Le Développement Durable, L'intégrité dans nos opérations, Politique Eni sur la biodiversité et les services écosystémiques ; Orientation d'Eni vers l'approvisionnement vert



POUR AVOIR PLUS DE DÉTAILS SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE, VOIR L'ANNEXE « ENI FOR 2018 - PROCESSUS DE DÉCARBONISATION », P. 26

PROGRÈS RÉALISÉS EN 2018 PAR RAPPORT À 2017

Eau : diminution de 2 % des prélèvements d'eau douce par rapport à 2017

Eau de formation réinjectée : 60 % contre 59 % en 2017

Déversements opérationnels d'hydrocarbures : diminution de 20 % du volume des déversements opérationnels d'hydrocarbures par rapport à 2017

Biodiversité : publication de la politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (BES)

Déchets : réduction de 57 % des déchets dangereux par rapport à 2017

OBJECTIFS

Eau : augmentation de la part des eaux souterraines récupérées et réutilisées

Eau de formation réinjectée : 86% d'ici 2022

Déversement d'hydrocarbures : extension du système e-vpms® pour la détection d'activités à proximité des oléoducs et expérimentation « pilotes » TPI

Biodiversité : élargissement de la divulgation de l'indicateur BES dans les sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité

Déchets : augmentation de la part des déchets destinés à être récupérés

La protection de l'environnement, fondée sur des **critères de prévention, de protection, d'information et de participation**, est une composante essentielle du mode de fonctionnement d'Eni. Une attention particulière est accordée à l'**utilisation efficace des ressources naturelles**, telles que l'eau, la réduction des déversements d'hydrocarbures, la gestion des déchets par la traçabilité du processus, le contrôle de l'ensemble de la chaîne et la gestion de l'interaction avec la biodiversité et les services écosystémiques. Sur le plan stratégique, il y a une intégration de plus en plus active entre les possibilités offertes par les activités d'assainissement et celles découlant de la mise en œuvre des projets de conversion et de requalification.

Le processus de transition vers une **économie circulaire**, dans laquelle l'extraction des ressources de l'environnement et l'élimination des déchets sont réduites au minimum, représente pour Eni un défi et une opportunité, tant en termes de rentabilité que d'amélioration des performances environnementales.

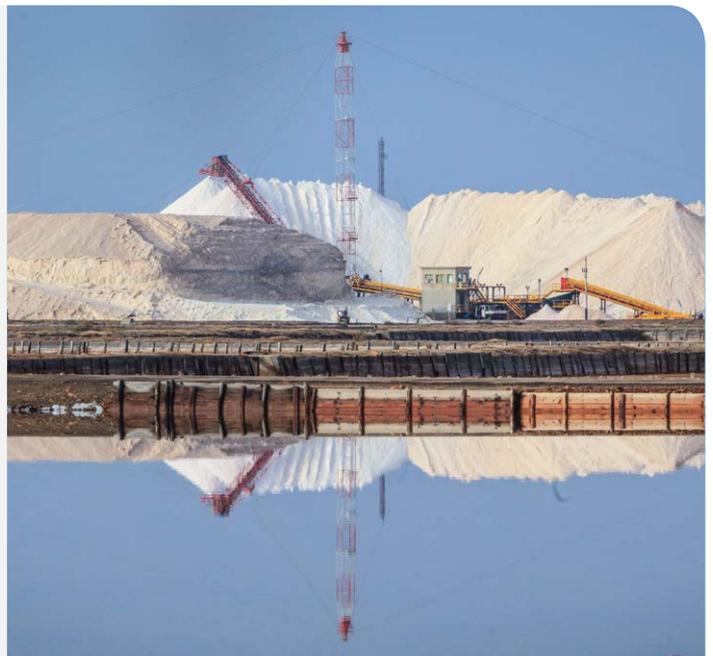
LES HISTOIRES D'ENI FOR

LES MARAIS SALANTS DE CONTI-VECCHI : UN SITE DE PRODUCTION DEVIENT PATRIMOINE DU FAI

Dans la zone des marais salants de Conti Vecchi, située à Assemini (Sardaigne), il existe depuis 1931 une réalité industrielle qui produit du sel et des produits pour l'industrie chimique et agricole, qui a pris de l'importance au fil des ans. Le site se caractérise aussi par une grande valeur naturaliste grâce à la présence de plus de 40 000 oiseaux aquatiques appartenant à 50 espèces différentes. En collaboration avec le **Fondo Ambiente Italiano (FAI)**, Eni a réalisé un projet de réhabilitation de la zone, qui a permis de restaurer des bâtiments historiques utilisés pour des activités industrielles et de définir un parcours naturaliste dans la zone. Le projet combine la permanence d'une activité industrielle avec la valorisation naturaliste de l'environnement aux alentours, permettant aux visiteurs d'observer à la fois les installations industrielles développées au début du XX^e siècle et le paysage et la faune qui caractérisent la zone des marais salants.



PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM



15.5 Prendre des mesures urgentes et significatives pour réduire la dégradation des habitats naturels, enrayer la perte de

biodiversité et, d'ici 2020, protéger et prévenir l'extinction des espèces menacées.

UTILISATION EFFICIENTE DE L'EAU

Eni utilise l'eau principalement pour le refroidissement et la production de vapeur. Les prélèvements d'eau en 2018 étaient composés à **92 % d'eau de mer**, environ 7 % d'eau douce et 1 % d'eau saumâtre. Les prélèvements d'eau sont principalement utilisés dans les procédés chimiques, qui représentent 54 % du total. Conformément à la tendance enregistrée ces dernières années, Eni a également réduit en 2018 ses prélèvements totaux d'eau douce de 2 % par rapport à 2017. Cette réduction a été rendue possible grâce aux nouveaux générateurs de vapeur installés dans l'usine pétrochimique de Porto Marghera, qui ont permis de réduire la quantité d'eau douce utilisée dans les cycles de refroidissement. En réalisant des interventions sur les usines, Eni a atteint un pourcentage de réutilisation de l'eau douce égal à 87 %, et, à travers le plan quadriennal, l'entreprise a l'intention d'augmenter les eaux souterraines assainies et réutilisées à des fins civiles ou industrielles et également de lancer des initiatives pour l'utilisation d'eau de mauvaise qualité pour remplacer l'eau douce.

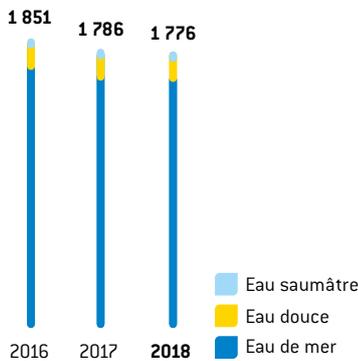
2 %

RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE

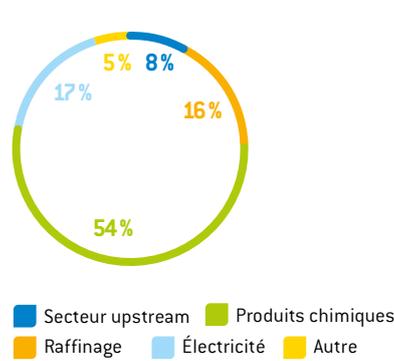
87 %

RÉUTILISATION DE L'EAU DOUCE

Prélèvements totaux d'eau, par source
[Mio m³]



Prélèvements totaux d'eau, par secteur
[Mio m³]



VOIR PAGE 19-20 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE »

ZONES DE STRESS HYDRIQUE

Eni promeut la gestion efficace de l'eau, en particulier dans les zones de stress hydrique, en réalisant **la cartographie et la surveillance annuelles des risques liés à l'eau** et des scénarios de sécheresse pour définir des actions à long terme afin de prévenir et d'atténuer les effets des changements climatiques. Seule une faible proportion des prélèvements totaux d'eau d'Eni provient de sources d'eau douce (moins de 7 %) et, parmi celles-ci, moins d'un tiers a lieu dans des zones soumises à un stress hydrique. En ce qui concerne ces prélèvements, seuls 16 % concernent le secteur upstream, tandis que la part restante est attribuable aux secteurs chimique et downstream. De plus, la valeur réelle des prélèvements dans les zones soumises à un stress hydrique est inférieure à 2 % parce que certains sites, après une analyse approfondie sur place, n'étaient pas à risque.

< 7 %

PART DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU D'ENI PROVENANT D'EAU DOUCE

< 2 %

TAUX DE PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE DANS DES ZONES DE STRESS HYDRIQUE

Prélèvements d'eau, par source
[%]





En 2018, les initiatives se sont poursuivies pour réduire l'impact sur les zones de stress hydrique et les prélèvements d'eau douce et, en particulier dans le secteur upstream, pour les projets d'accès à l'eau pour les populations où Eni opère. En Italie, Eni s'est engagée à augmenter, au cours du plan quadriennal, la part des eaux souterraines assainies et réutilisées à des fins civiles ou industrielles et à lancer des initiatives et des évaluations pour l'utilisation d'eaux de mauvaise qualité (eaux usées ou eaux souterraines polluées, ainsi que l'eau de pluie et eau de mer dessalée) pour remplacer l'eau douce et pour diminuer l'intensité en eau lors des productions. Compte tenu des risques potentiels d'éventuelles crises de l'eau, comme l'indique l'enquête annuelle menée par le Forum Economique Mondial et de la demande croissante d'informations de la part des parties prenantes, une réponse publique a été donnée en 2018, pour la première fois, au CDP water pour accroître la transparence sur ces questions.

AU COURS DE L'ANNÉE 2018, UN PROJET A ÉTÉ MIS EN ŒUVRE SUR LE SITE DE BRINDISI AFIN DE RÉDUIRE LES PRÉLÈVEMENTS D'EAU DE MER ET D'EAU DOUCE. GRÂCE À CE PROJET, IL EST POSSIBLE DE RÉDUIRE LA CONSOMMATION D'EAU DOUCE DE 52 %, SOIT ENVIRON 990 000 M³/PAR AN (ENVIRON 13 % DE LA CONSOMMATION D'EAU D'UNE VILLE COMME BRINDISI).



LES HISTOIRES D'ENI FOR

BRINDISI - RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE

CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET

Le site multi-entreprises d'Eni di Brindisi, où se trouvent une centrale thermoélectrique EniPower, une usine pétrochimique Versalis et une usine d'assainissement Syndial, est situé dans une zone de stress hydrique. Au cours de l'année 2018, un projet a été mis en œuvre afin de réduire les prélèvements d'eau de mer et d'eau douce.

RÉSULTATS

Sur le site d'EniPower, grâce au projet, approuvé par le Ministère de l'Environnement, une nouvelle centrale a été construite et mise en service depuis septembre 2018, qui remplace à la fois l'ancien système de dessalement thermique alimenté par eau de mer et les modules de déminéralisation pré-existants* qui utilisent l'eau douce des puits et du bassin Cillarese. Grâce à ce projet, il est possible de réduire la consommation d'eau douce de 52 %, soit environ 990 000 m³/par an (environ 13 % de la consommation hydrique d'une ville comme Brindisi).

*Systèmes utilisés pour éliminer les sels dissous dans l'eau et la rendre apte à un usage industriel.
** TAF : traitement des eaux souterraines.

L'eau déminéralisée produite est utilisée à la fois pour la production thermoélectrique et dans les processus de production des entreprises implantées au même endroit. L'usine continue d'utiliser l'eau de mer comme principale matière première mais, pour la même production, elle permet de réduire à la fois le prélèvement d'environ 6 millions de m³/an et la quantité de produits chimiques nécessaires pour conditionner l'eau de mer.

PROCHAINES ÉTAPES

Une autre amélioration prévoit qu'une partie de l'eau traitée par l'usine TAF** de Syndial puisse être envoyée vers la nouvelle usine et réutilisée dans les processus de production des entreprises implantées sur le même site pétrochimique, en alternative au rejet en mer. En particulier, il est envisageable qu'à partir du second semestre 2019 l'utilisation d'eau par TAF soit d'environ 125 m³/h.



PLUS DE DÉTAILS
SUR ENI.COM



6.4 D'ici à 2030, accroître sensiblement l'utilisation rationnelle de l'eau dans tous les secteurs et assurer les prélèvements et l'approvi-

sionnement en eau douce pour remédier à la pénurie d'eau et réduire sensiblement le nombre de personnes souffrant de cette pénurie.

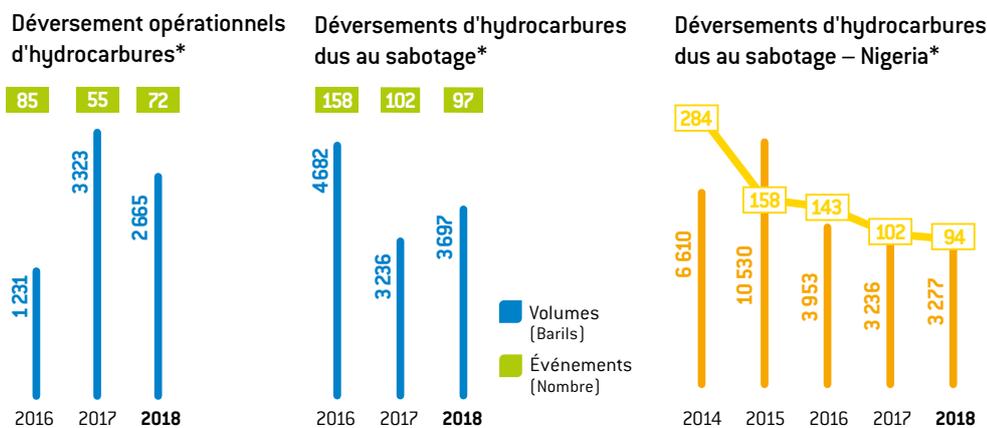
PRÉVENTION ET GESTION DES DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES

Eni s'engage au quotidien à gérer les risques liés aux déversements d'hydrocarbures en Italie et à l'étranger, à travers **des actions de plus en plus intégrées sur tous les plans d'intervention**, des aspects administratifs aux aspects techniques de la prévention, du contrôle et de la qualité/rapidité/efficacité.

En 2018, les barils déversés à la suite de déversements opérationnels d'hydrocarbures ont diminué de 20 % par rapport à 2017. En termes d'épisodes de sabotage, il y a eu une diminution de leur nombre en 2018, alors que le volume déversé a augmenté de 14 %, principalement en raison des activités en upstream au Nigeria et en Égypte. En termes de préparation et de réponse, en Italie, l'analyse de risque des territoires traversés par les pipelines a été finalisée, identifiant les points nécessitant la plus grande attention pour structurer à l'avance les éventuelles interventions de confinement.



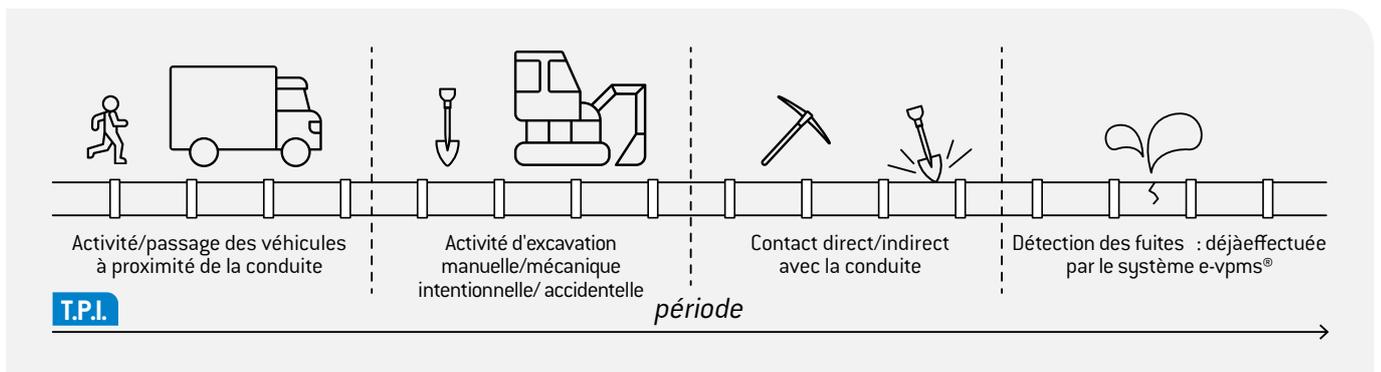
VOIR PAGE 21 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE »



Au Nigeria, le nombre de déversements d'hydrocarbures dus à des sabotages a été réduit de 8 % par rapport à 2017. Le volume des déversements est resté stable par rapport à l'an dernier (+1 %).

Événements (Nombre)
Volumes (Barils)

* Le chiffre de 2017, relatif au volume des déversements d'hydrocarbures, a été actualisé suite à la clôture de certaines enquêtes après la publication du rapport 2017. Cela pourrait également être le cas pour les données de 2018.



FOCUS SUR

NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR LA DÉTECTION DES DÉVERSEMENTS DUS À DES EFFRACTIONS ET À PERTES D'EXPLOITATION

Afin de réduire les déversements d'hydrocarbures et les dommages environnementaux qui en découlent, Eni travaille :

→ à l'expérimentation/application de techniques permettant la détection précoce des fuites, des dommages ou d'effraction à proximité des oléoducs, réduisant ainsi les délais d'intervention et les déversements connexes. À cet égard, en 2018, Eni a achevé l'installation des outils e-vpms® [Eni Vibroacoustic Pipeline Monitoring System] et SSPS [Safety Security Pipeline System] sur les pipelines italiens et sur une partie de ceux du Nigeria ;

→ au développement de solutions pour prévenir les effractions. En particulier, en 2019, deux oléoducs pilotes seront équipés d'une évolution du système e-vpms®, appelé TPI [Third Party Intrusion], pour détecter les activités à proximité de l'oléoduc (telles que les excavations et le passage des véhicules) et permettre ainsi l'intervention avant que l'effraction ait eu lieu. En cas de résultats positifs, ce système sera ensuite étendu aux oléoducs de produits finis en provenance d'autres pays, à commencer par l'Italie.



PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM DE LA POLITIQUE ET DE LA GESTION BES, AVEC DES EXEMPLES D'APPLICATION



VOIR PAGE 20 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE »

BIODIVERSITÉ

Eni opère dans de multiples contextes environnementaux à travers le monde, caractérisés par des sensibilités écologiques différentes et des régimes réglementaires différents. La **gestion de la question BES** (Biodiversité et services écosystémiques) sur la biodiversité et les services écosystémiques **représente un élément clé du système de gestion intégrée** pour la **Santé, la Sécurité et l'Environnement** ainsi que pour les **pratiques opérationnelles**. Eni veille à ce que les interrelations entre les aspects environnementaux tels que la biodiversité, les services écosystémiques, le changement climatique, la gestion de l'eau et les questions sociales, telles que le développement durable des communautés locales, soient identifiées et gérées correctement, comme le prévoit la Politique BES. Eni, en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux, évalue les risques à la fois de la complexité de chaque projet et de la valeur de l'environnement naturel et du contexte social local par l'application de la Hiérarchie de Mitigation²², la priorité est accordée aux mesures de mitigation préventives, en contrôlant leur efficacité et en adoptant une approche de gestion basée sur les résultats observés.



LES HISTOIRES D'ENI FOR

MYANMAR* : EXEMPLE D'OPTIMISATION DE LA GESTION DE LA BIODIVERSITÉ

CONTEXTE

Dans le bloc terrestre RSF-5, au centre du Myanmar, les activités d'acquisition sismique 3D menées pendant la phase d'exploration du réservoir ont impliqué une superficie de 520 km², caractérisée par la présence de zones sensibles égales à 1/3 de la configuration sismique totale. Un groupe de biologistes internationaux et locaux a mené une étude sur la biodiversité afin de vérifier l'état des zones sensibles où des espèces vulnérables et menacées ont été trouvées selon la classification de la Liste rouge de l'IUCN** et d'autres espèces sensibles de faune et de flore locales. En outre, Eni a mené des entretiens dans 8 villages pour cartographier l'utilisation que les communautés locales font des ressources naturelles et la valeur qu'elles attachent à l'environnement pour des raisons religieuses, archéologiques et culturelles.

PROJET

Eni a rigoureusement mis en œuvre la Hiérarchie de Mitigation pendant les opérations sismiques, en appliquant diverses mesures pour éviter et/ou minimiser les impacts possibles, y compris, par exemple :

- exclusion des zones sensibles de la configuration sismique en raison de leur valeur pour la biodiversité ou pour d'éventuelles sensibilités sociales connexes ;

- présence d'un biologiste local capable d'évaluer quotidiennement les criticités environnementales et sociales dans la conception de la configuration sismique ;
- mise en place d'un plan d'action pour gérer le territoire dans le respect des traditions et informer périodiquement les communautés sur les activités sismiques, en compensant tout dommage par un mécanisme fiable, transparent et juste ;
- conduite d'études sismiques sur 80 % des routes existantes qui avaient été améliorées, minimisant ainsi les impacts indirects potentiels.

RÉSULTATS

L'application des mesures préventives de la Hiérarchie de Mitigation a permis que les activités d'acquisition sismique n'aient aucun effet négatif direct sur la biodiversité et les services écosystémiques environnants.

Elle a également permis d'établir un consentement et une confiance avec les communautés locales, les ONG et les autorités locales.



PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM

* Pour plus d'informations sur les Droits de l'Homme et le Myanmar, voir page 50.
** IUCN : Union internationale pour la conservation de la nature.



15.5 Intervenir de façon urgente et significative pour réduire la dégradation des habitats naturels, enrayer la perte de biodiversité et, d'ici 2020, protéger et prévenir l'extinction des espèces menacées.

sité et, d'ici 2020, protéger et prévenir l'extinction des espèces menacées.

22) Séquence d'actions visant à : prévenir et éviter les impacts ; les réduire au minimum lorsque la prévention n'est pas possible ; restaurer l'écosystème lorsqu'ils se produisent ; et compenser les risques et les impacts liés à la biodiversité sur les communautés et l'environnement lorsque des impacts résiduels significatifs demeurent.

LES DROITS DE L'HOMME

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

L'approche d'Eni en matière de Droits de l'Homme (DH) est basée sur la dignité de chaque être humain et la responsabilité des entreprises à contribuer au bien-être des communautés locales. L'engagement continu à assurer le respect des Droits de l'Homme repose sur un processus de Due diligence visant à assurer le respect des Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les Droits de l'Homme en garantissant l'accès à des mesures correctives en cas d'impacts découlant des activités de ses filiales.

PROGRÈS RÉALISÉS EN 2018 PAR RAPPORT À 2017

- Publication de la **Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme**
- +36 % d'**heures de formation** sur les DH
- Introduction de mesures de contrôle préventif sur le comportement des **partenaires commerciaux** en matière de DH et des **clauses spécifiques sur les DH** à inclure dans les accords commerciaux
- 96 % du **personnel de sécurité** a reçu une formation sur les DH

OBJECTIFS

- **Formation** : poursuivre la campagne de formation sur les DH
- **Fournisseurs** : finalisation du Code de Conduite des Fournisseurs
- **Droits de l'Homme et communautés locales** : intégration complète de la vision des DH dans les analyses d'impact Environnemental, Sanitaire et Social



En 2018, Eni a publié la « **Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme** » approuvée par le Conseil d'administration pour représenter sa démarche en la matière, les normes adoptées et les engagements pris pour assumer ses responsabilités internationalement reconnues. Ce document, adressé aux parties prenantes d'Eni, y compris les employés, les partenaires commerciaux et les communautés locales, identifie les **questions clés** en matière de Droits de l'Homme²³ en tenant compte du contexte opérationnel de l'entreprise et décrit les normes et processus actuels. Cette Déclaration, partagée avec des organisations externes influentes, a été élaborée par le Groupe de travail interfonctionnel « Droits de l'Homme et entreprise », créé en 2017 à la suite d'un événement présidé par le PDG et adressé aux membres du Conseil d'administration, du Conseil de surveillance et de la Direction au sujet des Droits de l'Homme et des Entreprises. Le document confirme l'engagement d'Eni envers les « Principes directeurs relatifs aux Entreprises et les Droits de l'Homme » approuvés par les Nations Unies en 2011.

INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES D'ENI

- **Politique** :
Le développement durable, Nos Collaborateurs, Nos partenaires de la chaîne de valeur, L'intégrité dans nos opérations, le Code Éthique, la Déclaration Eni sur le respect des Droits de l'Homme

FOCUS SUR

DÉCLARATION D'ENI SUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

La Déclaration, partagée avec des organisations et des experts influents, tels que le Danish Institute for Human Rights, l'Institute for Human Rights and Business, Unicef Italia, le Comité interministériel des Droits de l'Homme et des Droits Industriels, ainsi que la confirmation de l'engagement d'Eni à respecter les « Principes directeurs relatifs aux Entreprises et les Droits de l'Homme » explicitent quelques questions fondamentales.

LES PRINCIPALES QUESTIONS ABORDÉES DANS LA DÉCLARATION

- **La vision d'Eni sur les Droits de l'Homme** : basée sur la dignité de chaque être humain et la responsabilité de l'entreprise à contribuer au bien-être des Communautés
- **L'engagement à se conformer aux Traités et normes internationaux** tels que la Charte internationale des Droits de l'Homme, la Déclaration de l'OIT relative aux Principes et Droits fondamentaux au Travail, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux Entreprises et les Droits de l'Homme, les Lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales, les 10 principes du Global Compact des Nations unies

- Des **Engagements spécifiques** en matière de formation et sensibilisation, respect des Droits de l'Homme sur le lieu de travail, pour les individus et les communautés locales, en matière de sécurité et dans les relations commerciales afin de pouvoir évaluer, gérer et prévenir les criticités les plus importantes pour le respect des Droits de l'Homme
- **L'engagement à mettre en œuvre un processus de Due diligence** pour le respect des Droits de l'Homme conformément à l'approche requise par les Principes directeurs des Nations Unies (évaluation, intégration, suivi et rapports)
- **L'Engagement à développer des mécanismes de griefs et de recours** en cas d'impacts négatifs et contre les représailles
- La **Participation aux initiatives multi-parties prenantes** au niveau local, national ou international, et aux partenariats public/privé dans ce domaine



PLUS DE DÉTAILS
SUR ENI.COM

23) Les questions clés identifient les principales questions identifiées par Eni en relation avec les Droits de l'Homme.



QUESTIONS CLÉS POUR ENI SUR LES DROITS DE L'HOMME, PARTAGÉES EN 2018 AVEC LES PARTIES PRENANTES EXTERNES ET DES EXPERTS INFLUENTS

DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL PAGES 26, 27, 29, 41

- Discrimination et égalité de traitement fondées sur la religion, l'appartenance ethnique et le sexe
- Conditions de travail sûres et saines
- Liberté d'association et de négociation collective

DROITS DE L'HOMME ET SÉCURITÉ PAGE 42

- Usage excessif de la force par les forces de sécurité publiques et privées
- Sécurité des employés dans les environnements à haut risque

DROITS DE L'HOMME DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT PAGE 43

- L'esclavage moderne
- Travailleurs migrants
- Liberté d'association et de négociation collective
- Conditions de travail sûres et saines (salaires et temps de travail)
- Conditions de travail sûres et saines

DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS PAGE 50

- Droits sur la terre
- Les impacts environnementaux qui affectent les moyens de subsistance, la santé, la disponibilité de l'eau pour les communautés et les peuples autochtones
- Clôture des projets

Accès aux mesures correctives

dans les éventuels cas de violation : pour le processus de gestion des signalements, même anonymes, par les employés ou des tiers (voir les Dossiers de signalement relatifs au respect des Droits de l'Homme, p. 25 d'Eni for 2018 – Performance) ; pour les mécanismes de plainte, voir le paragraphe Réclamations à la page 49

50 %

LES DIRECTEURS RATTACHÉS AU PDG À QUI L'ON A ASSIGNÉ UN OBJECTIF EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

GOUVERNANCE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le **Comité sur la Durabilité et les Scénarios**, qui exerce des **fonctions de proposition et de conseil** à l'égard du Conseil d'administration également en **matière de Droits de l'Homme** a approfondi en 2018 l'ébauche de Déclaration d'Eni sur le respect des Droits de l'Homme et l'analyse des résultats obtenus par Eni dans la deuxième édition du Corporate Human Rights Benchmark (CHRB), dont Eni était classée première parmi les sociétés énergétiques.

Au cours de l'année 2018, le processus d'intégration des **Droits de l'Homme dans toutes les dimensions des activités d'Eni a été poursuivi**. À cette fin, l'appui du **Groupe de Travail Interfonctionnel** « Droits de l'Homme et entreprise » a été essentiel. Entre 2017 et 2018, il a permis d'identifier les principaux axes d'amélioration et de définir un plan pluriannuel qui s'est décomposé en **objectifs de gestion** liés aux performances en matière de Droits de l'Homme et qui sont visés par 50 % des MBO des directeurs rattachés au PDG, comme par exemple, le Responsable de la Direction du Secteur Upstream et le Responsable de l'Exploration, ainsi que le Responsable des Services et des Relations avec les Parties Prenantes, dont dépendent les processus d'approvisionnement et de sécurité. Le respect des Droits de l'Homme est intégré, à différents niveaux, dans les processus de l'entreprise et le risque d'éventuelles violations est surveillé par des outils spécifiques tels que le **modèle de Gestion Intégrée du Risque (RMI)**²⁴.



RENCONTRE AVEC LES PAYSANS DE TCHIMBOUSSI, RÉPUBLIQUE DU CONGO. L'ANALYSE DES BESOINS DES COMMUNAUTÉS LOCALES EST UN PROCESSUS DYNAMIQUE QU'ENI MET À JOUR PÉRIODIQUEMENT ET QUI EST BASÉ SUR UNE APPROCHE PARTICIPATIVE DU CONTEXTE LOCAL QUI PREND CONSIDÉRABLEMENT EN COMPTE LE POINT DE VUE DES PARTIES PRENANTES.

24) Ces questions sont prises en compte dans le modèle de risque et intégrées dans l'évaluation des risques en termes d'indicateurs d'impact social, environnemental, de santé, de sécurité et de réputation.

ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE FABRIZIO PETRI (CIDU)

Entretien avec le Ministre plénipotentiaire Fabrizio Petri, président du Comité Interministériel des Droits de l'Homme (CIDU) depuis 2016. Le CIDU, qui vise à remplir les obligations assumées par l'Italie dans les accords et conventions adoptés au niveau international en matière de protection et de promotion des Droits de l'Homme, a permis à l'Italie de se doter, parmi les premières, d'un Plan d'Action National sur les Entreprises et les Droits de l'Homme (BHR).

Président Petri, grâce au travail accompli ces dernières années par le CIDU, l'Italie reconnaît aujourd'hui l'importance considérable de la relation entre les entreprises et les Droits de l'Homme. À cet égard, quel rôle voyez-vous pour les grandes entreprises comme Eni ?

Selon nous, le rôle des grandes entreprises est avant tout crucial pour leur capacité à agir en tant que transformateurs culturels dans le domaine de la protection des Droits de l'Homme par le secteur privé. L'approche volontaire et non contraignante des Principes directeurs des Nations Unies et du Plan d'action italien exige un rôle de premier plan de la part des grandes entreprises, car elles peuvent contrôler les chaînes de production, mais surtout parce qu'elles peuvent représenter un bon exemple qui encourage les petites et moyennes entreprises à prendre les mesures nécessaires sur la voie des BHR.

Le CIDU est l'une des parties prenantes influentes avec lesquelles Eni a été confrontée dans l'élaboration de sa nouvelle Déclaration sur les Droits de l'Homme et dans l'identification des « questions clés ». Quelle est votre impression du parcours d'Eni dans le domaine des Droits de l'Homme ?

La « Déclaration » nous a semblé bien structurée, elle fait ressortir l'engagement d'Eni et souligne clairement vos priorités. En ce qui concerne le CIDU, nous espérons qu'avec le temps, vous serez en mesure de renforcer davantage l'interaction, tant au niveau national qu'international, avec la société civile et, en particulier, avec les défenseurs des Droits de l'Homme. Écouter les demandes des couches les plus démunies de la population et de celles qui risquent le plus de subir des violations des Droits de l'Homme, même primaires, est peut-être la tâche la plus importante des grandes entreprises comme Eni.



INTERVIEW

MINISTRE FABRIZIO PETRI
PRÉSIDENT DU COMITÉ
INTERMINISTÉRIEL DES DROITS
DE L'HOMME

ACTIVITÉS DE FORMATION SUR LES DROITS DE L'HOMME

En poursuivant le **processus de sensibilisation** lancé en 2016, la formation sur les Droits de l'Homme s'est poursuivie en 2018 et a été effectuée par **91 %**²⁵ des employés. La formation vise à la création d'un **langage et d'une culture commune** et partagée sur le sujet et à améliorer la compréhension des impacts possibles des entreprises sur les Droits de l'Homme. Les principaux thèmes abordés dans les cours de formation concernaient le respect des Droits de l'Homme dans la communauté, sur le lieu de travail et en relation avec la sécurité. Un cours sur les Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement a également été élaboré et sera dispensé en 2019.

DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL : RELATIONS DE TRAVAIL

Le respect des droits des personnes qui travaillent chez Eni et pour Eni est fondamental pour construire des relations mutuellement satisfaisantes et durables. Pour cela, **Eni est en dialogue permanent avec les associations syndicales** et en 2018 elle a participé à la deuxième réunion sur la responsabilité sociale d'entreprise en relation avec les engagements pris au titre de **l'Accord-cadre mondial sur les relations industrielles**.

Durant la réunion, qui s'est tenue à Montreux (CH) le 5 décembre 2018, le Plan stratégique d'Eni 2018-2021 a été présenté. Le Plan met l'accent sur les tendances de l'emploi, les performances principales et les initiatives en matière de HSE, ainsi que l'approche d'Eni en ce qui concerne la durabilité. Par ailleurs, l'activité menée par l'Eni Foundation à travers ses nombreux projets à travers le monde a été partagée²⁶. La réunion a également été l'occasion de discuter et de faire le point sur le maintien et la mise en œuvre de l'Accord, disponible en sept langues et utilisable sous la forme d'un cours ouvert à tous les employés dans le monde entier. Enfin, durant la réunion l'adoption éventuelle de modèles de suivi de la mise en œuvre de l'Accord a été discutée, en vue du renouvellement qui sera effectué en 2019.

91%

EMPLOYÉS QUI ONT REÇU
UNE FORMATION SUR LES
DROITS DE L'HOMME²⁵



VOIR PAGE 24-25 D'« ENI FOR
2018 - PERFORMANCE »



PLUS DE DÉTAILS DANS LA
SECTION DROITS DE L'HOMME
D'ENI.COM, RÉDIGÉE ET
DÉVELOPPÉE EN COHÉRENCE
AVEC LE « UN GUIDING
PRINCIPLES REPORTING
FRAMEWORK »



VOIR PAGE 17 D'« ENI FOR
2018 - PERFORMANCE »

25] Ce pourcentage est calculé comme le rapport entre le nombre d'employés inscrits qui ont suivi une formation et le nombre total d'employés inscrits.

26] Outre IndustriALL Global Union, les principaux syndicats italiens, les membres du Comité Restreint du Comité d'Entreprise Européen et une délégation de représentants des travailleurs des réalités opérationnelles du Congo, du Ghana, du Mozambique et du Nigeria ont participé à la réunion.

96 %

PERSONNEL DE SÉCURITÉ FORMÉ AUX DROITS DE L'HOMME

DEPUIS 2009, DES SESSIONS DE FORMATION ONT ÉTÉ ORGANISÉES DANS 15 PAYS



VOIR PAGE 24 D'« ENI FOR 2018 - PERFORMANCE »

DROITS DE L'HOMME ET SÉCURITÉ

Eni gère ses propres opérations de sécurité dans le respect des principes internationaux également prévus par les **Principes volontaires sur la sécurité et les Droits de l'Homme** ; en particulier, en 2018, le PDG d'Eni a approuvé la demande d'adhésion à l'Initiative de Principes Volontaires. Eni a conçu un ensemble cohérent de règles, de processus et d'outils pour garantir que :

- les **fournisseurs des forces de sécurité** soient sélectionnés sur la base de critères relatifs aux Droits de l'Homme ;
- les **clauses contractuelles** comprennent des dispositions sur le respect des Droits de l'Homme ;
- les **opérateurs et les superviseurs de sécurité** reçoivent une formation appropriée ;
- les **événements les plus à risque** soient gérés conformément aux normes internationales.

Eni offre également des **initiatives de formation** et des cours de recyclage à **son personnel de sécurité**, en classe (pour les nouveaux Agents de sécurité) et en ligne. De même, grâce à ces cours, le pourcentage de personnel appartenant à la famille professionnelle de la Sécurité formé dans le domaine des Droits de l'Homme s'est élevé à 96 %. Depuis 2009, Eni mène également un **programme de formation pour les forces de sécurité publiques et privées** de ses filiales dans divers pays, lequel a été reconnu comme une des meilleures pratiques dans la publication conjointe de 2013 du Global Compact et des Principes pour l'investissement responsable (PRI) des Nations Unies. Depuis 2009, des sessions de formation ont été organisées au Nigeria (2010), au Pakistan et en Irak (2011), en République du Congo et en Angola (2012), en Indonésie et en Algérie (2013), au Mozambique (2014), au Kenya (2015), au Venezuela et en Équateur (2016), au Nigeria (2017) et en Tunisie (2018).



UN MOMENT DE L'ATELIER SUR LA SÉCURITÉ ET LES DROITS DE L'HOMME. LE PROJET DE FORMATION EST EN COURS DEPUIS 2010 ET S'INSCRIT DANS LE CADRE DE L'ENGAGEMENT RENOUVELÉ D'ENI SUR CES QUESTIONS.

FOCUS SUR

UN ATELIER SUR LA SÉCURITÉ ET LES DROITS DE L'HOMME À L'INTENTION DES FORCES DE SÉCURITÉ TUNISIENNES (TUNIS, 22 ET 23 NOVEMBRE 2018)

OBJECTIFS

Approfondir la connaissance du droit international et des principes des Droits de l'Homme en développant un dialogue actif entre les parties prenantes et en identifiant les meilleures pratiques existantes en matière de gestion de la sécurité.

INITIATIVE

Le séminaire a porté sur les principales normes internationales régissant les principes fondamentaux des Droits de l'Homme. Des thèmes ayant un impact plus pratique ont ensuite été déve-

loppés, en particulier sur l'interaction avec les forces de sécurité privées.

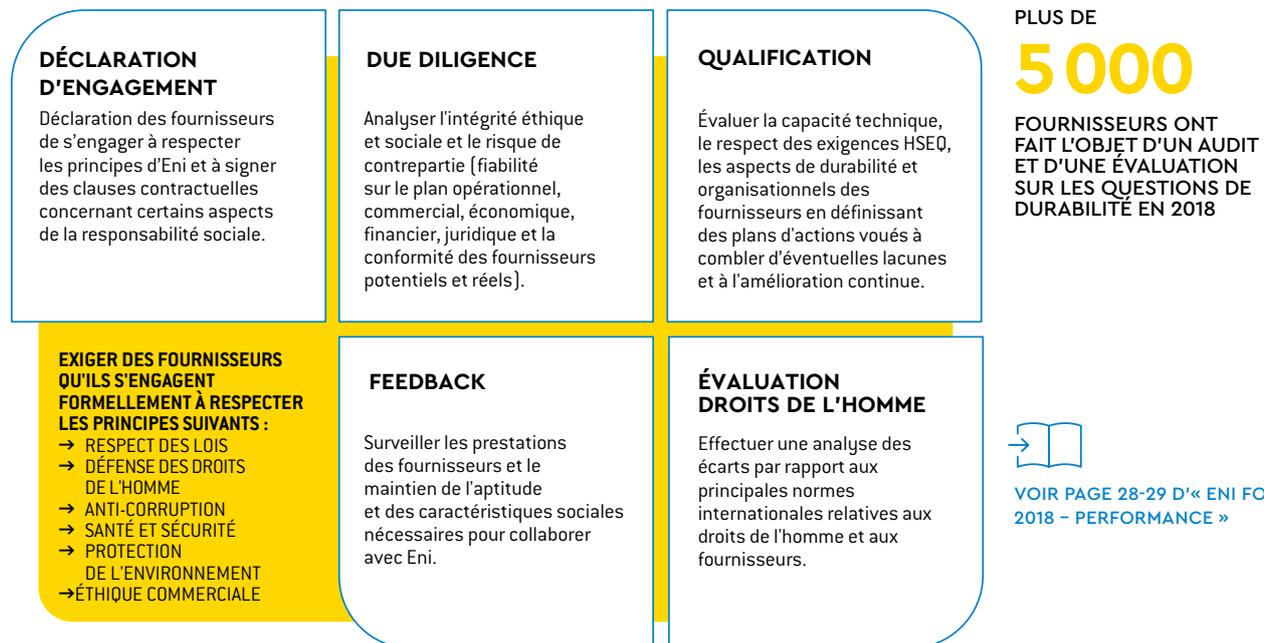
PARTICIPANTS

- 73 participants faisant partie des forces de sécurité
- M. Damaj Oussama, Senior Consultant de Safestainable GmbH, société suisse basée à Genève, spécialisée dans les risques non financiers et utilisant une approche durable de la gestion de la sécurité
- Personnel et Direction d'Eni SpA et de ses filiales tunisiennes

LA GESTION DES FOURNISSEURS ET DES PARTENAIRES COMMERCIAUX

Consciente du rôle important de sa chaîne d'approvisionnement dans le respect de ses engagements en matière de responsabilité sociale, Eni a mis en place un **modèle de gestion** visant à promouvoir ses valeurs auprès des fournisseurs et à les impliquer dans le processus de prévention des risques. Ce modèle garantit à Eni un **suivi constant** sur ses fournisseurs, jusqu'à la suspension des relations s'ils ne répondent pas aux normes minimales d'acceptabilité établies par Eni. En 2018, plus de 5 000 fournisseurs ont fait l'objet d'une vérification et d'une évaluation en matière de durabilité : 19 % d'entre eux ont identifié des points critiques/zones d'amélioration potentiels, sans toutefois compromettre la possibilité d'y avoir recours dans 91 % des cas.

Processus de sélection et de gestion des fournisseurs



En outre, Eni participe à de nombreuses initiatives d'engagement avec des fournisseurs, tels que :

- Des **rencontres sur le territoire** pour les entreprises locales, organisé en collaboration avec des associations professionnelles et/ou des autorités locales, au cours desquels les valeurs et principes d'Eni en matière de durabilité sont illustrés ;
- Des **rencontres individuelles** avec des fournisseurs sélectionnés dans le cadre d'**évaluations sur les Droits de l'Homme**, pour sensibiliser et créer une prise de conscience sur la question de la promotion et la protection des Droits de l'Homme ; en 2018, 20 fournisseurs étaient impliqués, dont 2 du Vietnam, 1 de l'Équateur, 2 d'Égypte et 15 d'Italie ;
- des **Événements annuels** avec la participation et l'attribution de prix aux fournisseurs qui ont réalisé les meilleures performances en matière de sécurité au cours de l'année et qui se sont également distingués par leur engagement (Safety & Environment Day).

Eni s'est également engagée à **élaborer un code de conduite pour les fournisseurs**²⁷, qui réaffirme l'importance du respect des principes clés de la durabilité dans la chaîne d'approvisionnement. D'autres mesures visant à lutter contre les formes modernes d'esclavage et de traite des êtres humains et à empêcher l'exploitation des minerais associés aux violations des Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement sont respectivement examinées dans la **Slavery and Human Trafficking Statement**²⁸ et dans la **Position sur les « Conflict minerals »**²⁹.

Enfin, en ce qui concerne plus généralement les **partenaires commerciaux d'Eni**, des **clauses spécifiques sur les Droits de l'Homme** ont été introduites en 2018 pour être incluses dans les accords conclus avec les Pays et les autres entreprises, visant à représenter et à obliger les parties à se conduire conformément aux principales normes internationales et à exercer une forme appropriée de pression à leur égard. Chaque partenaire commercial fait également l'objet d'une vérification préalable visant à identifier la présence de tout problème critique lié au respect des Droits de l'Homme et à prévoir des mesures appropriées pour leur gestion.

27) En 2018, une ébauche de document a été élaborée et une campagne pilote a été lancée, en Italie et à l'étranger, qui s'est achevée par une bonne réponse des fournisseurs.

28) Conformément à la loi anglaise Modern Slavery Act 2015.

29) Conformément aux règles de la US SEC.

20

FOURNISSEURS SOUMIS À UNE ÉVALUATION SUR LES DROITS DE L'HOMME EN 2018



PLUS DE DETAILS SUR ENI.COM :
SLAVERY AND HUMAN TRAFFICKING STATEMENT ET POSITION SUR « CONFLICT MINERALS »



TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

L'amélioration de la gouvernance et de la transparence de l'industrie extractive est essentielle pour promouvoir la bonne utilisation de ressources et prévenir les pratiques de corruption. Le rejet de la corruption est en effet l'un des principes éthiques fondamentaux du Code de déontologie d'Eni depuis 1998 et c'est pourquoi Eni a adopté un système articulé de règles et de contrôles visant à prévenir les infractions de corruption (le Programme de conformité anti-corruption).



PROGRÈS RÉALISÉS EN 2018 PAR RAPPORT À 2017

- Publication sur une base volontaire du **Country by Country report**
- Réussite de 2 audits de surveillance pour la certification ISO 37001:2016 « **Anti-Bribery Management Systems** »
- **Formation anti-corruption** : initiatives lancées envers des tiers et définition d'une méthodologie pour identifier les employés les plus à risque

OBJECTIFS

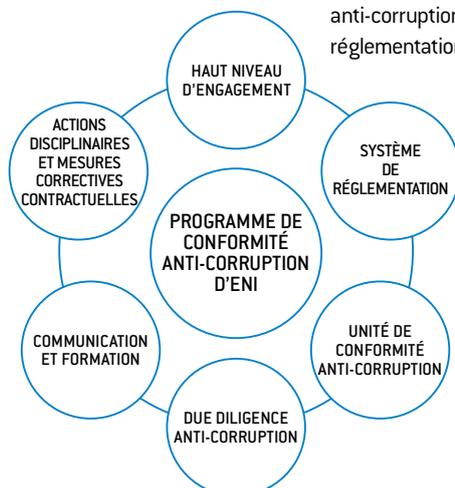
- **Participation** active dans les initiatives du Conseil de l'**EITI**
- Amélioration continue du **Programme de conformité anti-corruption**
- Application de la méthodologie de segmentation de la population à des **bins de formation anti-corruption**

INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES D'ENI

- Ligne directrice du système de gestion « **Anti-corruption** » ; Politique « **Nos partenaires de la chaîne de valeur** » ; Lignes directrices en matière de fiscalité (**Tax Strategy**)

ENI SPA A ÉTÉ LA PREMIÈRE ENTREPRISE ITALIENNE À RECEVOIR LA CERTIFICATION ISO 37001:2016 POUR LES « ANTIBRIBERY MANAGEMENT SYSTEMS »

Principaux éléments du Programme de conformité Anti-Corruption d'Eni



L'EITI ET LA STRATÉGIE FISCALE D'ENI

Afin d'améliorer la gouvernance et la transparence de l'industrie extractive, sensibiliser davantage les communautés locales et encourager les gouvernements à publier des informations complètes sur les paiements, investissements et revenus générés par les activités pétrolières et gazières? Eni :

- adhère depuis 2005 à la **Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)**³⁰, en suivant ses activités tant au niveau international (en tant qu'observateur aux réunions du Conseil) qu'au niveau local (contribution annuelle à la préparation des Rapports dans les Pays membres et participation aux activités des Groupes Multi-parties prenantes comme membre dans 5 pays et par le biais d'associations locales dans 4 pays) ;
- fournit depuis 2015, conformément à la norme EITI, la divulgation volontaire des paiements aux Gouvernements et, à partir de 2017, publie le « **Rapport sur les paiements aux Gouvernements** » conformément à la Directive européenne 2013/34 UE. En mars 2019, Eni a également publié le **Country by Country report** pour 2017³¹ sur une base volontaire ;
- approuvé (Conseil d'administration) les **Lignes directrices en matière de Fiscalité (Tax Strategy)** qui définissent les engagements pris par Eni du point de vue fiscal et dont l'objectif principal est le paiement des impôts dans les différents Pays.

PROGRAMME DE CONFORMITÉ ANTI-CORRUPTION D'ENI

Conformément au principe de « tolérance zéro » exprimé dans le Code éthique, Eni a voulu faire face aux risques élevés auxquels l'entreprise est confrontée dans l'exercice de ses activités en se dotant d'un système articulé de règles et de contrôles visant à prévenir les infractions de corruption : le Programme de conformité anti-corruption. Le cœur de ce programme réside dans l'engagement de haut niveau d'Eni et dans toutes les réglementations internes de lutte anti-corruption qui s'appliquent à Eni SpA et à toutes ses filiales. La mise en œuvre du Programme de Conformité Anti-Corruption est garantie, depuis 2010, par une structure organisationnelle dédiée (Unité Anti-Corruption) qui est chargée de fournir une assistance spécialisée à Eni et ses filiales. Afin de prévenir d'éventuelles situations critiques, le Programme de Conformité prévoit, entre autres, la réalisation d'une due diligence anti-corruption sur les contreparties à risque afin d'évaluer leur intégrité, leur fiabilité professionnelle et leur réputation.

La **formation anti-corruption** des employés est un autre pilier du programme :

- **cours et formation en ligne** : cours en ligne pour l'ensemble du personnel de l'entreprise ;
- **ateliers généraux** : sessions de formation interactives basées sur l'indice annuel compilé par Transparency International (Corruption Perception Index) et sur la présence d'Eni dans les réalités individuelles³² ;
- **formation spécifique à l'emploi** : sessions de formation généralement organisées dans le cadre d'ateliers généraux et destinées à des secteurs professionnels présentant un risque spécifique de corruption.

30) EITI : initiative mondiale visant à promouvoir une utilisation responsable et transparente des ressources financières générées dans l'industrie extractive et à prévenir la corruption.

31) Conformément au plan d'action « Base erosion and profit shifting – BEPS » défini par le G20.

32) Ces sessions concernent : i) la législation anti-corruption applicable à Eni ; ii) les risques découlant de sa violation ; iii) le Programme de Conformité Anti-Corruption.

Afin d'optimiser l'identification des bénéficiaires des initiatives de formation, une méthodologie a été définie en 2018, à appliquer d'ici 2019, pour la segmentation systématique des employés d'Eni sur la base du risque de corruption (basé sur des facteurs de risque) : Pays, qualification, famille professionnelle et nombre d'employés sur le site). En outre, afin de promouvoir la diffusion de la culture de la Conformité à tous les niveaux, une initiative de communication interne appelée « Conseils de conformité » a été mise en œuvre, dans le cadre de laquelle les situations à risque auxquelles un employé pourrait être exposé (cadeaux, hospitalité et due diligence, par exemple) ont été examinées. Enfin, Eni a lancé un certain nombre d'initiatives de formation anti-corruption à l'intention de tiers, qui se poursuivront en 2019.

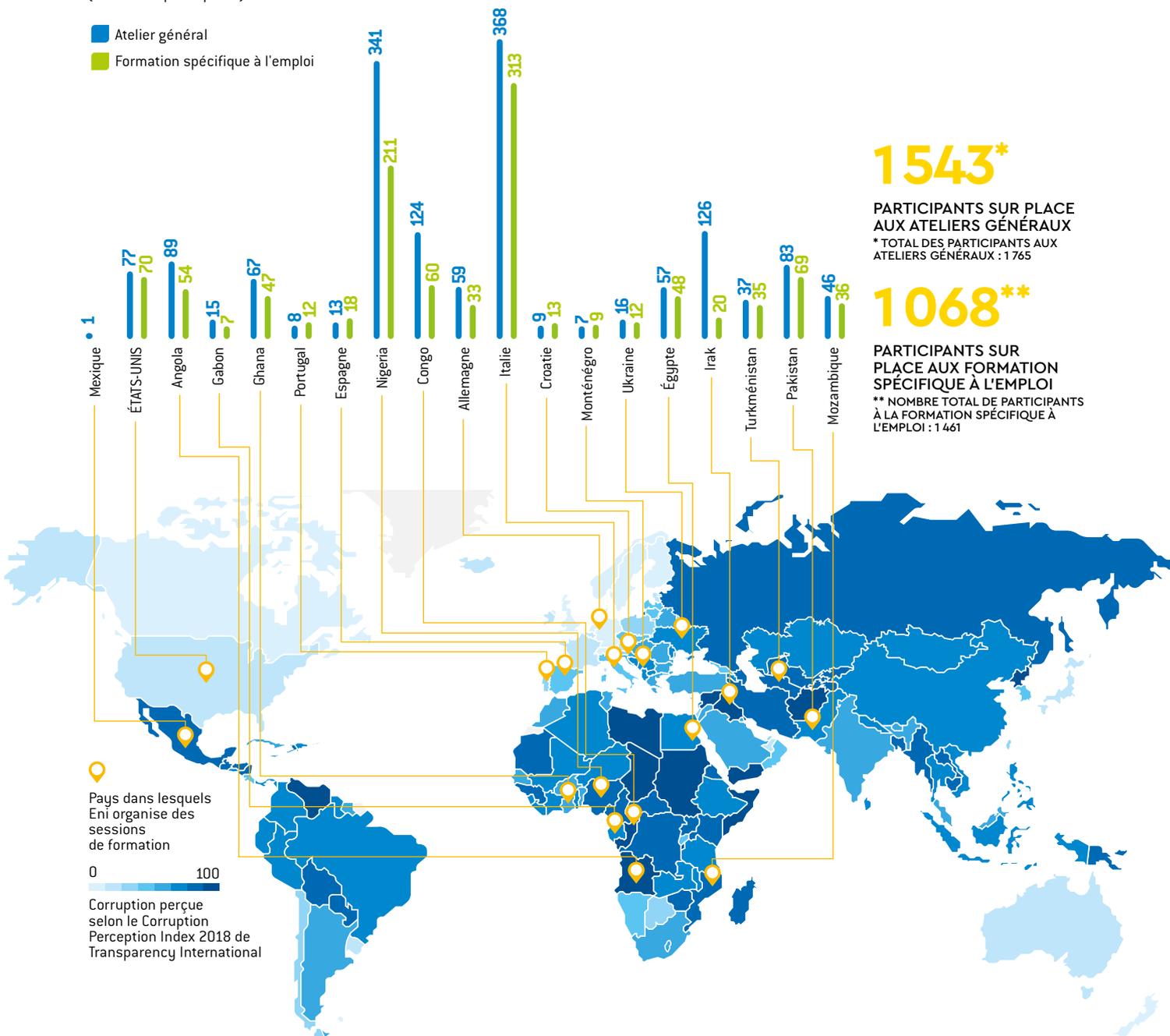


VOIR PAGE 26-27 D'« ENI FOR 2018 – PERFORMANCE »

Pays où Eni a organisé des ateliers anti-corruption en 2018

(Nombre de participants)

- Atelier général
- Formation spécifique à l'emploi



1543*

PARTICIPANTS SUR PLACE AUX ATELIERS GÉNÉRAUX
* TOTAL DES PARTICIPANTS AUX ATELIERS GÉNÉRAUX : 1 765

1 068**

PARTICIPANTS SUR PLACE AUX FORMATION SPÉCIFIQUE À L'EMPLOI
** NOMBRE TOTAL DE PARTICIPANTS À LA FORMATION SPÉCIFIQUE À L'EMPLOI : 1 461

Pays dans lesquels Eni organise des sessions de formation

0 100

Corruption perçue selon le Corruption Perception Index 2018 de Transparency International



PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL : MODÈLE DE COOPÉRATION

POURQUOI EST-CE SI IMPORTANT POUR ENI?

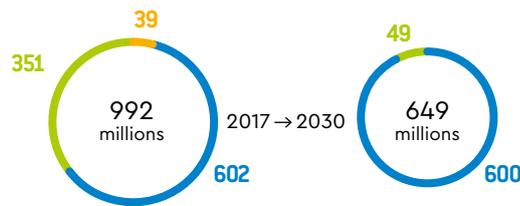
Les activités commerciales d'Eni créent de la valeur en favorisant la croissance socio-économique des Pays dans lesquels elle opère. Cette valeur est constituée par des impacts socio-économiques, d'emploi et du capital intellectuel que l'entreprise génère directement, indirectement le long de la chaîne d'approvisionnement et au niveau induit sur le système économique du Pays. Répondre aux besoins de développement des Pays est la marque de fabrique d'Eni. Cet objectif est atteint grâce à des actions concrètes élaborées en partenariat avec des institutions locales et internationales qui respectent et prennent en compte le point de vue de toutes les parties prenantes concernées. L'accès efficace et durable aux ressources énergétiques est l'élément fondateur du modèle de coopération dans tous les pays.

ÉLÉMENTS DU SCÉNARIO : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

→ Accès à l'énergie

Personnes sans électricité (En millions de personnes)

D'ici 2030, quelque 649 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité, dont la grande majorité en Afrique subsaharienne



Les gens sans solutions de cuisson propre (En millions de personnes)

D'ici 2030, il y aura encore environ 2,2 milliards de personnes sans accès à la cuisson propre dont la majorité se trouve dans les Pays asiatiques en voie de développement et en Afrique subsaharienne



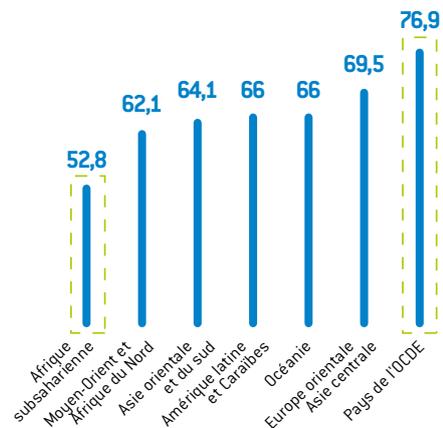
■ Afrique subsaharienne ■ Asie en voie de développement ■ Reste du monde

Basé sur les données de l'AIE (2018) World Energy Outlook. Tous droits réservés ; tel que modifié par Eni.

→ Indice ODD

État d'avancement de la réalisation des ODD par zone géographique

L'indice ODD montre une corrélation positive entre le degré de réalisation des ODD et le niveau des revenus dans les différentes zones géographiques

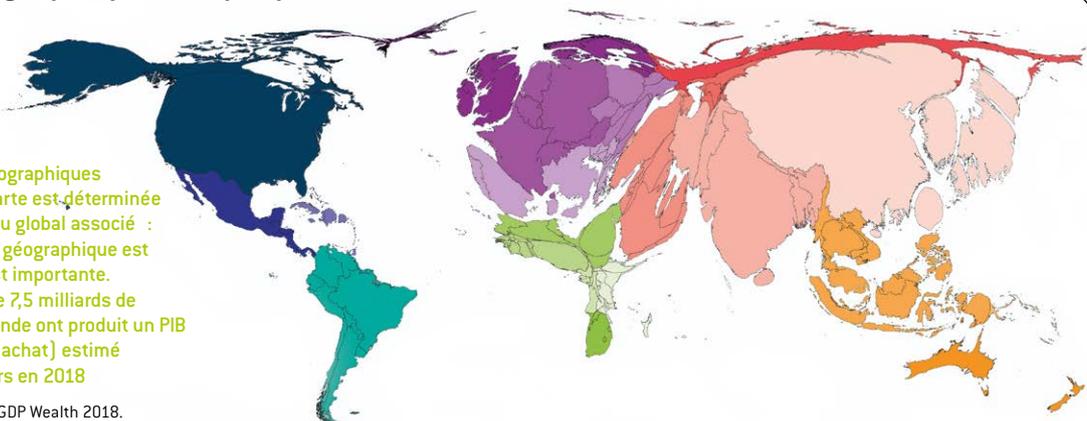


Source : Bertelsmann Stiftung and Sustainable Development Solutions Network, SDG Index and Dashboards Report 2018 Global Responsibilities.

→ Zones géographiques en proportion du PIB

La taille des zones géographiques représentées sur la carte est déterminée par le niveau de revenu global associé : plus le PIB d'une zone géographique est élevé, plus sa taille est importante. En général, les plus de 7,5 milliards de personnes dans le monde ont produit un PIB (à parité de pouvoir d'achat) estimé à 131 billions de dollars en 2018

Source : Worldmapper – GDP Wealth 2018.





À CHAQUE ÉTAPE DES ACTIVITÉS,
ENI A MIS EN PLACE DES
INSTRUMENTS POUR CRÉER DE LA
VALEUR DANS LES PAYS D'ACCUEIL

OBJECTIFS 2019

Augmentation de la puissance installée du CEC au CONGO pour arriver à 484 MW

Redoublement de la capacité installée de la centrale d'Okpai au Nigeria pour atteindre environ 1 GW de capacité installée



FAVORISER L'ACCÈS À L'ÉNERGIE EST L'EXEMPLE PRINCIPAL POUR ENI D'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE ET DURABLE

À L'APPUI DES ACTIVITÉS COMMERCIALES ENI DÉFINIT DES INTERVENTIONS VISANT À PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL EN LIGNE AVEC LES NÉCESSITÉS LOCALES ET LES PLANS DE DÉVELOPPEMENT DES PAYS



ACCÈS À L'EAU ET AUX SERVICES SANITAIRES



SANTÉ DES COMMUNAUTÉS



L'ENGAGEMENT D'AUJOURD'HUI POUR L'AVENIR

PAR LA DÉFINITION DE MÉTHODOLOGIES D'ÉVALUATION DES IMPACTS/AVANTAGES POUR AMPLIFIER LEURS EFFETS

INSTRUMENTS ET MÉTHODOLOGIES



ÉDUCATION ET FORMATION



DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE



431,5
Mio €

OBJECTIF
d'investissement pour les projets
de développement local 2019-2022



ENI EN TANT QU'ACTEUR DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

ENI CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES PAYS HÔTES PAR DES INVESTISSEMENTS COMMERCIAUX ET DES INTERVENTIONS SPÉCIFIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les activités d'Eni contribuent dans leur ensemble au développement des systèmes socio-économiques des Pays hôtes. La **contribution provient de toutes les décisions d'affaires** ainsi que d'interventions spécifiques destinées au développement local. Les administrations, les familles et les entreprises peuvent bénéficier des effets d'initiatives locales ou à grande échelle. Les investissements dans les nouveaux projets et les usines en activité sont des facteurs clés pour le développement des infrastructures et de l'emploi. De plus, les **accords de fourniture de gaz pour la consommation domestique ou d'exploitation du gaz pour la production d'électricité** sont de puissants moteurs de croissance pour l'ensemble de l'économie locale. Lorsqu'**une chaîne d'approvisionnement locale est mise en place**, l'investissement peut être un levier efficace pour la croissance du capital économique et humain. Là où les compétences techniques et technologiques sont matures, les fournisseurs locaux peuvent jouer un rôle primaire dans la collaboration avec Eni ; sinon, il peut y avoir une possibilité de transfert de savoir-faire et de croissance des compétences locales. Il n'y a pas seulement une **augmentation du nombre d'emplois**, mais aussi une évolution vers des emplois à valeur ajoutée toujours plus grande. Dans l'ensemble, le système économique profite des retombées fiscales et de l'augmentation du pouvoir d'achat. Le développement des communautés locales est également soutenu par des **projets sociaux spécifiques**, associés à des projets industriels ou réalisés en fonction d'autres besoins spécifiques des pays d'accueil, afin de surmonter certaines des faiblesses du tissu socio-économique local.



ENI A LANCÉ LA PRODUCTION USINE DE GAZ SUPER GÉANTE DE ZOHR. LA DÉCOUVERTE SE SITUE DANS LE BLOC SHOROUK, DANS LA RÉGION OFFSHORE ÉGYPTIENNE, À ENVIRON 190 KILOMÈTRES AU NORD DE PORT-SAÏD.

LES HISTOIRES D'ENI FOR

PROJET ZOHR : UN EXEMPLE D'ENTREPRISE QUI FAVORISE LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE EN ÉGYPTE

Entre 2017 et 2018, l'accélération des projets de Nooros et Zohr a permis à l'Égypte de devenir autosuffisante et d'économiser plus de 7 milliards de dollars en importations de GNL.

Zohr est l'un des projets qu'Eni a réalisé à travers une approche intégrée innovante, grâce à laquelle le premier gisement de gaz a été atteint avec un délai de mise sur le marché record de 2,3 ans après la découverte. Après l'achèvement des 5 premiers trains de

traitement en septembre 2018, le projet a atteint, avec une année d'avance par rapport au plan de développement initial, une production de plus de 2 milliards de pieds cubes par jour, soit environ 366 000 barils équivalent pétrole par jour.

IMPACT ÉCONOMIQUE	APPROVISIONNEMENT LOCAL	AUTOSUFFISANCE EN GAZ	IMPACT SUR LES EMPLOIS ENI	DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN
13,9 milliards de dollars au niveau direct, indirect et induit*	28,2 % de l'approvisionnement local d'Eni par rapport à l'approvisionnement total d'Eni du projet	Grâce à l'approvisionnement de gaz produit par Zohr, l'Égypte peut répondre à l'ensemble de la demande, réduisant à zéro l'importation de GNL	Employés locaux : 11 336 Employés italiens affectés au projet Zohr : 547	Employés locaux formés : 11 353 Contractuels locaux formés : 37 881

VALEURS CUMULÉES 2016-2038

* Les niveaux directs et indirects concernent les achats de biens et services locaux, les taxes et les salaires payés par Eni et ses fournisseurs à leurs employés locaux. Le niveau macroéconomique fait référence au pouvoir d'achat des familles des employés d'Eni et de ses fournisseurs.



POUR UNE EXPLICATION DU MODÈLE, VOIR LE PARAGRAPHE « INSTRUMENTS ET MÉTHODOLOGIES », À LA PAGE 63



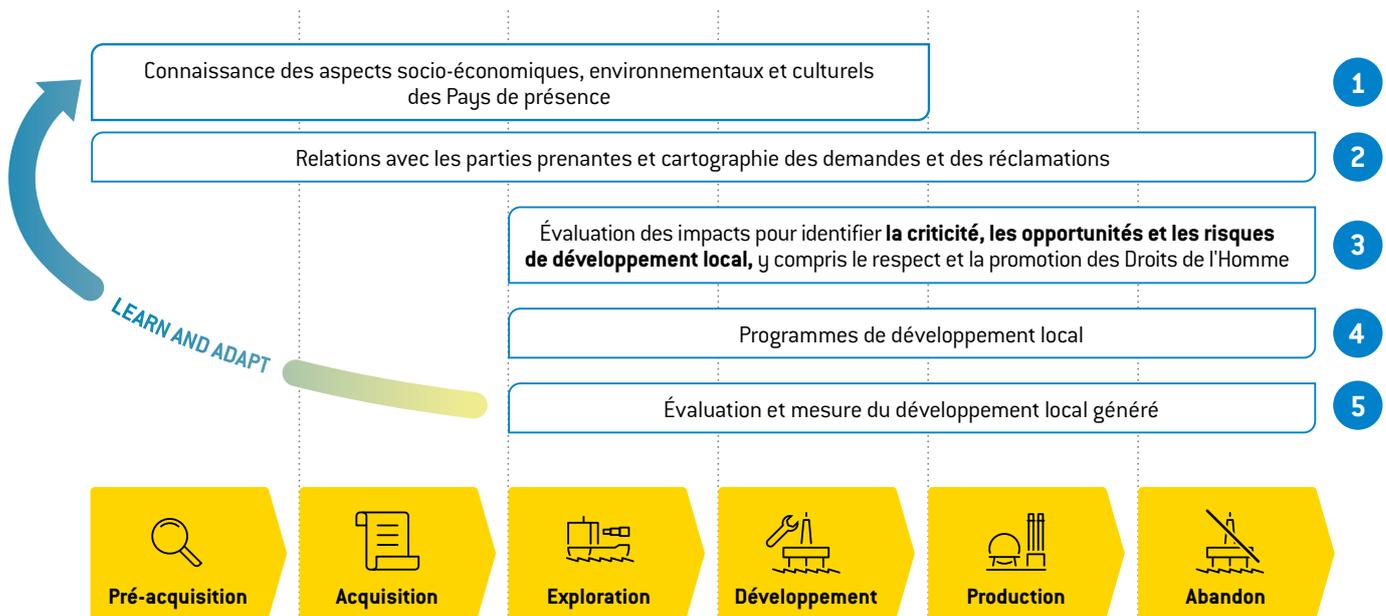
7.1 D'ici 2030, assurer l'accès universel aux services énergétiques à des prix abordables, fiables et modernes.

LA DURABILITÉ LE LONG DE TOUTES LES PHASES DES ACTIVITÉS

Afin d'assurer la création de valeur pour les communautés des Pays dans lesquels elle opère, Eni a défini des **instruments d'analyse et de gestion pour l'ensemble du cycle économique**, de la phase de négociation en passant par l'ensemble des processus opérationnel et d'exploration, jusqu'à la désaffectation. Ceci est possible grâce à :

1. la **connaissance du contexte du Pays** de présence du point de vue socio-économique, environnemental et culturel ;
2. des instruments pour interagir avec les **parties prenantes locales** directement et/ou indirectement impliquées tout au long du cycle d'activités afin de comprendre leurs demandes et leurs plaintes, afin de renforcer la confiance mutuelle ;
3. l'évaluation des impacts des activités des entreprises pour identifier les **points critiques, les opportunités, les risques du développement local** d'un point de vue socio-économique et environnemental, y compris le respect et la promotion des Droits de l'Homme ;
4. la définition et la mise en place de **programmes de développement local** basés sur les normes internationales et d'entreprise, en accord avec le Plan de Développement des Pays, en ligne avec le Programme 2030 des Nations Unies et les Contributions déterminées au niveau national (CDN – COP21) ;
5. les activités d'**évaluation et la mesure du développement local généré** (« learn and adapt »).

Instruments prévus pour intégrer le développement durable dans l'entreprise



LES GRIEFS

Les griefs sont les réclamations ou plaintes, ou demandes formulées par une personne – ou un groupe de personnes – relativement aux impacts réels ou perçus réelles ou perçues des activités opérationnelles de l'entreprise. Depuis 2016, Eni s'est dotée d'une **plate-forme informatique dédiée à la gestion et au suivi des relations avec ses parties prenantes** (voir p. 14-15) dans les Pays où elle opère et à la gestion des griefs, afin de s'assurer que toutes les suggestions des parties prenantes soient prises en compte, d'apporter des réponses adéquates et de prévenir les facteurs de risque potentiels. En 2018, Eni a reçu 193 plaintes émanant de 6 filiales/districts³³ dont 72 %, soit 138 cas, ont été réglés et classés. Ces plaintes portaient sur les questions suivantes : l'évaluation des besoins des communautés, le respect des droits des communautés, les systèmes de suivi et d'évaluation de l'efficacité des investissements communautaires, l'indemnisation des pertes de terres, l'évaluation des impacts sociaux, économiques et culturels sur les communautés, le contenu local, le respect du salaire minimum, le respect des Droits de l'Homme.

72%
DES PLAINTES RECUES
ONT ÉTÉ RÉGLÉES ET
CLASSÉES

33] Eni Congo, Eni Ghana, Myanmar, NAOC au Nigeria, ENIMED et DIME en Italie.



LES DROITS DE L'HOMME DANS LES RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS

Prévenir d'éventuels effets négatifs sur les Droits de l'Homme et prévoir des mesures de gestion appropriées aussi bien qu'**informer et contribuer à améliorer l'accès aux droits fondamentaux** dans les communautés locales, sont des aspects fondamentaux de l'approche d'Eni dans le développement de ses opérations.

À cette fin, les Droits de l'Homme sont pris en compte dès les premières étapes de l'évaluation de la faisabilité de nouveaux projets, au moyen d'études intégrées des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires liés aux activités³⁴. En 2018, Eni s'est dotée d'un **modèle de classification des projets d'entreprise** pour déterminer le niveau relatif de risque, sur la base duquel des enquêtes appropriées sont entreprises. Parmi ceux-ci, il y a le « **Human Rights Impact Assessment** » (HRIA), qui implique l'étude préliminaire des caractéristiques du projet et un engagement ultérieur avec les principaux « ayants droit » afin de vérifier la compréhension du projet et de permettre la formulation de recommandations pour éviter des impacts éventuels. En 2018, des Human Right Assessment ont été réalisés au Mozambique et en Angola, ainsi qu'un suivi de l'HRIA au Myanmar en 2016, pour lequel Eni a bénéficié du soutien du Danish Institute for Human Rights. Toujours en 2018, Eni a réalisé un projet de **cartographie des peuples autochtones** situés à proximité des opérations et des projets et a consolidé la méthodologie de gestion interne des plaintes reçues.

FOCUS SUR

ÉVALUER ET GÉRER LES RISQUES D'ABUS DES DROITS DES TRAVAILLEURS DANS LE CONTEXTE DE ÉTUDES D'IMPACT SUR LES DROITS DE L'HOMME

En 2016, le Danish Institute for Human Rights (DIHR) a évalué un projet d'Eni au Myanmar avant sa mise en service. Parmi les impacts potentiels sur les Droits de l'Homme qui sont apparus, les risques de travail forcé et d'autres violations des droits des travailleurs ont été identifiés. Une attention particulière a été accordée aux groupes de travailleurs les plus vulnérables, tels que les contractuels. Bien que le DIHR ait noté l'adoption d'instruments réglementaires et contractuels visant à assurer le respect des normes internationales en matière de Droits de l'Homme, l'un des domaines particulièrement préoccupants était l'application effective des clauses par les contractants à leurs sous-traitants et les possibilités concrètes de suivi dont dispose Eni. En réponse à ces défis, un certain nombre

d'outils spécifiques ont été développés, dont une liste de contrôle pour l'acquisition sismique on-shore pour accompagner le contractuel dans la gestion des sous-traitants et dans les relations avec les communautés et les autres parties prenantes, avec une référence spécifique aux différentes phases opérationnelles. En 2018, à la fin des activités, le DIHR a procédé à une nouvelle évaluation (dite de suivi) du projet qui a confirmé qu'Eni Myanmar a mis en œuvre avec succès les mesures de mitigation recommandées par le DIHR. L'étude d'impact réalisée au Myanmar a également été mentionnée dans le Rapport Annuel 2018 du Danish Institute for Human Rights, où sont illustrées les principales études de cas auxquelles l'Institut a contribué pendant l'année.



INTERVIEW

TECHNOSERVE, ONG TRAVAILLANT AVEC DE PETITS ENTREPRENEURS DANS PLUS DE 40 PAYS EN DÉVELOPPEMENT POUR CONSTRUIRE DES FERMES, DES ENTREPRISES ET DES INDUSTRIES COMPÉTITIVES

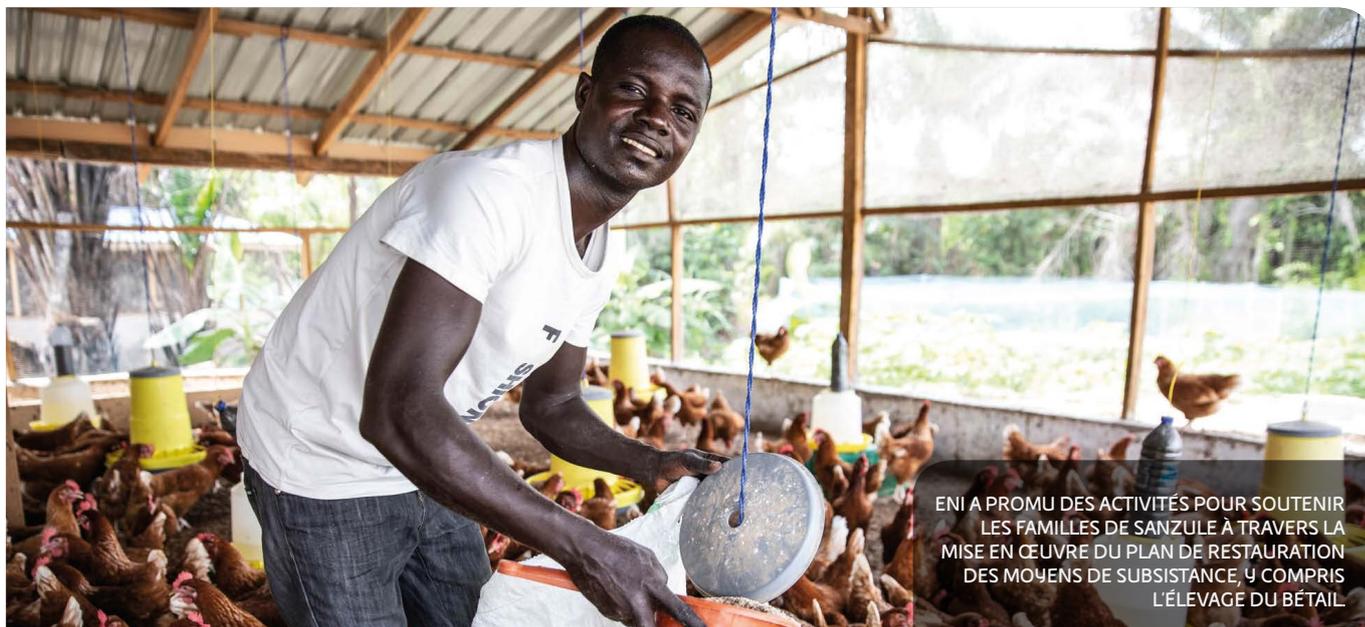
ENTRETIEN AVEC TECHNOSERVE, ONG QUI SOUTIENT ENI DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE

L'ONG TechnoServe travaille en étroite collaboration avec les personnes impliquées dans le projet pour assurer la continuité et la croissance des nouvelles entreprises établies dans la région, en les soutenant par la formation en gestion d'entreprise et le tutorat par des experts techniques.

Quels sont les principaux défis rencontrés pendant la mise en œuvre du projet et comment sont-ils relevés ?

Comme pour tous les projets, nous avons rencontré des difficultés mineures au cours de la mise en œuvre. Après la distribution aux bénéficiaires des premiers paquets de matériel pour leur permettre de commencer l'activité choisie, certains bénéficiaires ont commencé à comparer le contenu des paquets reçus et ont demandé qu'il soit remplacé par d'autres options ayant une perception de valeur plus élevée. Pour relever ce défi, nous avons passé beaucoup de temps à expliquer aux bénéficiaires l'importance de mettre l'accent sur les futures sources de revenus comme principal moteur de la croissance de l'entreprise et du rétablissement des activités génératrices de revenus. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les sages au sein de la communauté de la communauté locale pour régler ces problèmes. En outre, Eni nous a aidés à mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes qui s'est révélé très utile pour résoudre toute tension communautaire.

34) ESHIA – Environmental Social and Health Impact Assessment.



ENI A PROMU DES ACTIVITÉS POUR SOUTENIR LES FAMILLES DE SANZULE À TRAVERS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE, Y COMPRIS L'ÉLEVAGE DU BÉTAIL

LES HISTOIRES D'ENI FOR

UN EXEMPLE DE CRÉATION DE VALEUR : PLAN DE RESTAURATION DES MOYENS DE SUBSISTANCE

Pour gérer les changements socio-économiques créés par le projet d'entreprise sur les communautés suite à la construction de l'usine de réception et de traitement du gaz naturel à Sanzule, Eni a lancé un programme (plan de restauration des moyens de subsistance) pour rétablir les activités génératrices de revenus des familles concernées et améliorer les conditions de vie des bénéficiaires.

CONTEXTE

Le développement des ressources gazières nationales du Ghana est une priorité pour améliorer l'accès à l'énergie et créer une source de revenus supplémentaires pour le Pays. Le gaz naturel disponible localement à un prix abordable garantira un approvisionnement énergétique plus stable, plus propre et plus sûr. Pour la mise en œuvre du projet, Eni a acheté un terrain à la communauté de Sanzule, dans la région occidentale du Ghana, afin de construire des installations de réception de gaz naturel dans le gisement de Sankofa. La zone acquise, d'une superficie d'environ 96 hectares, a directement touché 205 familles qui n'ont pas été relocalisées mais qui utilisaient ces terres pour leur subsistance.

OBJECTIFS DU PROJET

Pour atténuer les effets des activités du projet, Eni a mis en œuvre des activités de soutien aux familles touchées afin de rétablir leurs moyens de subsistance, par le biais de la mise en œuvre du plan de restauration des moyens de subsistance à Sanzule afin de rétablir durablement les activités génératrices de revenus familiaux pour atteindre au moins les niveaux antérieurs au projet et améliorer les conditions de vie des bénéficiaires. Le plan de restauration des moyens de subsistance, qui fait

partie du plus ample plan d'action environnemental et social (ESAP – Environmental and Social Action Plan), a été finalisé conformément aux normes internationales, en particulier à l'IFC PS5 (International Finance Corporation Performance Standard n° 5) sur l'acquisition de terres et la réinstallation involontaire, afin de remplir également les obligations contractuelles prévues pour recevoir des financements relatifs aux activités du projet d'entreprise.

RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES

Le programme plan de restauration des moyens de subsistance vise à rétablir les moyens de subsistance des familles touchées à travers :

- Un soutien alimentaire dans la phase de transition ;
- Un programme de formation sur la gestion financière afin d'assurer une bonne gestion des compensations reçues à la suite de l'acquisition de terrains ;
- La mise en place de nouvelles activités économiques durables (telles que : les activités agricoles, l'élevage, l'aquaculture, la formation et l'accès au marché).



PLUS DE DÉTAILS
SUR ENI.COM



8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui soutiennent les activités de production, la création d'emplois décents, l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et

encourager la formalisation et la croissance des micro, petites et moyennes entreprises, notamment par l'accès aux services financiers.



PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT



« LES PARTENARIATS
PUBLIC-PRIVÉ (PPP)
SONT L'OCCASION
D'ÉLARGIR LE RÔLE
QUE LES ENTREPRISES
PEUVENT JOUER DANS
LE DÉVELOPPEMENT
DURABLE »

ALBERTO PIATTI,
VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF
D'ENI POUR UNE ENTREPRISE
RESPONSABLE ET DURABLE

Dans la définition des interventions sociales qui peuvent contribuer au développement, l'appui de toutes les organisations est une opportunité : gouvernements, entreprises, organisations internationales et organisations du secteur privé, fonds d'investissement et organisations de coopération qui connaissent le territoire, la fragilité et les besoins des populations. Face à des événements de plus en plus complexes et globaux, tels que le changement climatique et les flux migratoires, Eni a choisi d'élargir la portée de ses projets de développement, en dépassant les frontières des zones opérationnelles grâce à des alliances avec des partenaires engagés sur le territoire et reconnus internationalement par lesquels l'action synergique et le partage du savoir-faire deviennent un moteur pour la croissance des communautés et des Pays hôtes conformément au Programme 2030. Pour Eni, les partenariats pour le développement représentent un point fort à exploiter et à poursuivre afin de partager des expériences, le professionnalisme, les connaissances ainsi que les ressources économiques et relationnelles. L'objectif est de garantir, par l'intermédiaire de partenaires influents et internationalement reconnus, un soutien technique et méthodologique pour le développement et la mise en œuvre de projets à long terme, le renforcement des capacités, la formation et la sensibilisation des populations, des modèles d'évaluation et de suivi des activités en cours et la sensibilisation à des questions présentant un intérêt particulier.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)



AFRIQUE

Promouvoir la réalisation des ODD, en particulier l'accès universel à l'énergie d'ici à 2030, les actions de lutte contre les changements climatiques et la protection, la restauration et l'utilisation durable de l'écosystème terrestre.



Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)



NIGERIA

Promouvoir l'accès à l'eau propre et saine par la construction de puits alimentés par des systèmes photovoltaïques, à usage domestique et pour l'irrigation. Voir page 61



Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO)



CONGO

Collaboration pour l'ouverture du Musée du Cercle Africain, premier Musée de Pointe Noire à promouvoir et valoriser la culture et l'art africains, avec une attention particulière aux nouvelles générations.



HALO TRUST



ANGOLA

Collaboration pour le déminage : projet « 100 women in Demining ». Voir page 58



Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) – BARI



ÉGYPTE

Conception et soutien technique d'un programme d'aquaculture à Port Saïd.



Danish Institute for Human Rights



MYANMAR ; MEXIQUE ; ANGOLA ; MOZAMBIQUE

Évaluation des questions relatives aux droits de l'homme avec le soutien du Danish Institute. Voir page 50



Alma Mater Studiorum Université de Bologne



ÉGYPTE

Projet pour la promotion d'un développement durable de l'aquaculture des espèces marines dans la zone côtière de Port Saïd.



École Polytechnique de Milan



ITALIE ; GHANA ; ANGOLA ; ÉGYPTE ; CONGO ; NIGERIA

Projets visant à mesurer le contenu local par le biais du modèle ELCE et les impacts socio-économiques des projets d'accès à l'énergie par le biais de l'outil Eni Impact Tool. Voir pages 55, 63 et 64



Fondazione Banco Alimentare



ITALIE

Protocole d'accord pour la promotion du développement et de la « solidarité sociale » afin de lutter contre la pauvreté alimentaire.

GELA

Accord de Collaboration entre Eni et Gela, la Fondazione Banco Alimentare Onlus et Banco Alimentare di Sicilia Onlus pour la sécurité alimentaire.



Earth Institute de l'Université Columbia



GHANA

Contribuer au suivi des ODD au niveau national.



Faculté d'agriculture de l'Université de Milan



CONGO

Développer des projets dans le domaine agro-zootéchnique et soutenir les activités du CATREP. Voir page 57

MOZAMBIQUE

Collaboration pour la définition d'un programme agro-zootéchnique dans la région de Cabo Delgado.

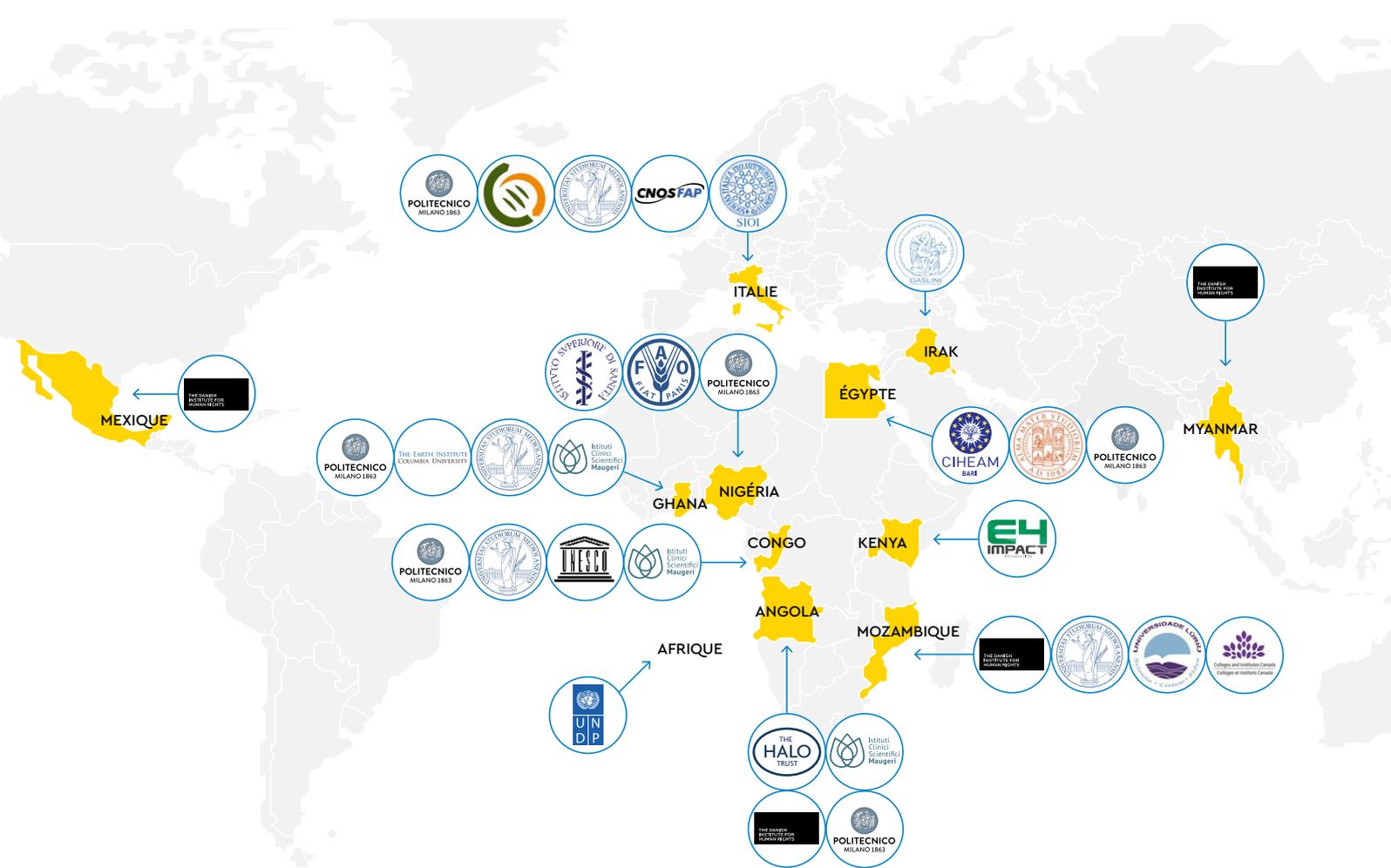
GHANA

Activités de soutien aux programmes sociaux de l'OCTP.

ITALIE – VAL D'AGRI

Soutien au développement du secteur agroalimentaire lucanien.





Centre National Œuvres salésiennes

ITALIE
Protocole d'entente pour la formation et l'enseignement professionnel.

4 Éducation
8 Travail décent

E4IMPACT

KENYA
Projet visant à promouvoir l'entrepreneuriat, en particulier l'entrepreneuriat féminin et à fort impact, afin de stimuler l'internationalisation de nouvelles entreprises et de créer des emplois pour les jeunes.

5 Égalité
8 Travail décent

Université de Lurio

MOZAMBIQUE
Partenariat pour le développement communautaire et la protection de la biodiversité dans la province de Cabo Delgado afin de sensibiliser la population à l'importance des ressources marines pour les moyens de subsistance et augmenter l'emploi local.

4 Éducation
8 Travail décent
14 Vie aquatique

Colleges and Institute of Canada (CiCan)

MOZAMBIQUE
Partenariat pour la formation professionnelle technique à l'Institut Technique Commercial de Pemba, Cabo Delgado avec des interventions de requalification des infrastructures, d'équipement des laboratoires, de formation des formateurs et d'octroi de bourses.

4 Éducation
8 Travail décent

Società Italiana per l'Organizzazione Internazionale (SIOI)

ITALIE
Parrainage de la conférence « Italy and Norway in the Arctic between Cooperation and Future Challenges ».

11 Équité
17 Partenariats pour le développement durable

Ospedale Irccs Giannina Gaslini

IRAK
Initiatives dans le domaine pédiatrique de soutien clinique d'assistance aux populations locales et formation du personnel. Voir page 62

3 Santé

Instituts Cliniques Scientifiques Maugeri

CONGO ; ANGOLA ; GHANA
Services de consultation en cas d'urgence et d'urgences toxicologiques.

3 Santé
17 Partenariats pour le développement durable

Istituto superiore di Sanità (ISS)

NIGÉRIA
Soutien spécialisé et plan de formation pour le personnel médical et de laboratoire en vue de la détection précoce et du traitement du paludisme.

3 Santé



ACCÈS À L'ÉNERGIE



« NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE. NOUS TRAVAILLONS POUR CONSTRUIRE UN AVENIR DANS LEQUEL CHACUN PEUT ACCÉDER AUX RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES DE FAÇON EFFICACE ET DURABLE » MISSION D'ENI

Le thème de l'accès à l'énergie a toujours été l'une des priorités parmi les engagements d'Eni et se reflète clairement dans l'incipit de la Mission. L'énergie est un élément central pour presque tous les grands défis et opportunités auxquels le monde est confronté aujourd'hui : que ce soit pour le travail, la sécurité, le changement climatique, la production alimentaire ou l'augmentation des revenus, l'accès à l'énergie est essentiel.

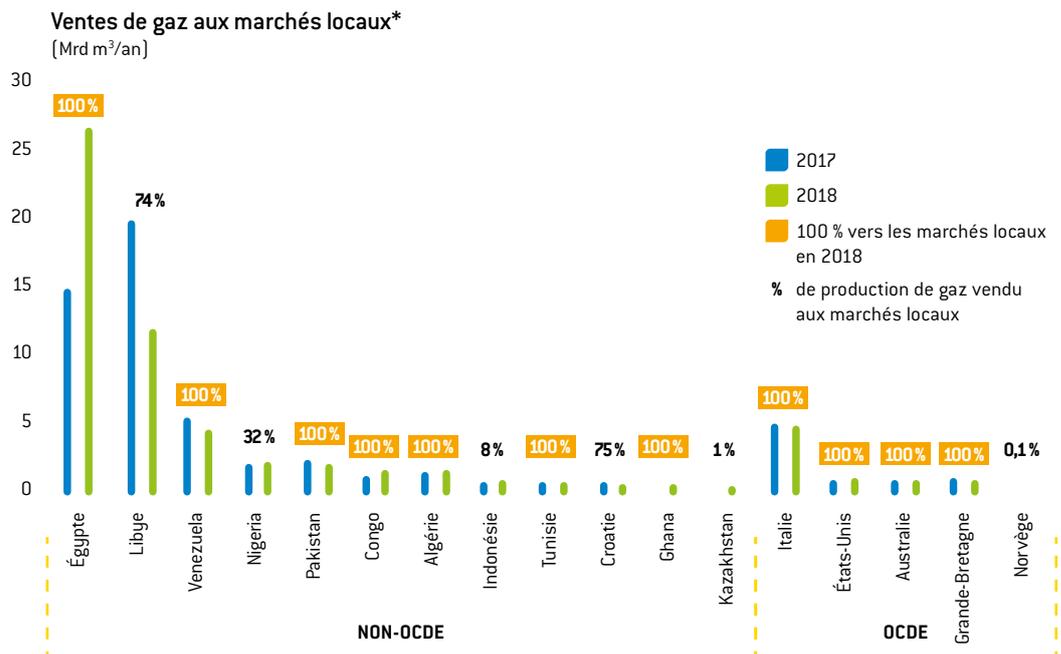
LES VENTES DE GAZ AUX MARCHÉS LOCAUX

La stratégie visant à réduire les écarts sociaux et économiques par le développement des sources d'énergie fait partie intégrante du modèle d'entreprise. **En effet, Eni investit dans la construction d'infrastructures de production et de transport de gaz pour l'exportation et la consommation locale**, pour la production d'énergie, en favorisant le développement des marchés locaux, en sachant que la croissance commune renforce la crédibilité de l'entreprise, ouvre de nouvelles perspectives commerciales et renforce ses liens avec les Pays. Au fil du temps, cela a permis d'accéder à **de nouveaux marchés locaux** et de **garantir l'indépendance énergétique** des Pays, condition préalable à la croissance économique. Par exemple, en Libye, Eni fournit la quasi-totalité du gaz nécessaire pour alimenter les centrales électriques et en Égypte, où la totalité de la production de gaz reste déjà dans le pays grâce à la découverte du champ de Zohr, les conditions d'indépendance énergétique seront créées.

Au total, Eni, en tant qu'opérateur, approvisionne les marchés domestiques de **17 pays** avec un approvisionnement en gaz de **60 milliards de mètres cubes** en 2018. En particulier, dans 11 pays, Eni vend toute sa production pour alimenter le marché local.

70%
DE GAZ VENDU
AUX MARCHÉS LOCAUX

60 MRD M³
GAZ VENDU AUX MARCHÉS
DOMESTIQUES
DE 17 PAYS



* Volumes de gaz brut (100%) exploités par Eni.

1 GW

INSTALLÉ EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE
POUR PLUS DE 18
MILLIONS
DE PERSONNES

CONSTRUCTION DE CENTRALES THERMOÉLECTRIQUES

En Afrique, **Eni investit dans la construction de centrales thermoélectriques grâce à l'exploitation du gaz associé** qui était traditionnellement brûlé par une torche pour diversifier le bouquet énergétique (50 % de biomasse et de charbon) en introduisant une source plus propre comme le gaz naturel. À ce jour, en Afrique subsaharienne, Eni a investi un montant total d'environ **2 milliards de dollars pour la construction et la réhabilitation de réseaux et de centrales électriques au Nigeria et au Congo** (centrales CEC et CED), avec une réduction significative du torchage dans les deux Pays. Au Nigeria, la **centrale électrique d'Okpai** a une puissance installée de 480 MW et a produit depuis 2005 environ 35 000 GWh d'énergie (environ 8 à 12 % de la capacité du Pays). En 2019, elle devrait doubler sa capacité installée pour atteindre environ 1 GW, ce qui en fera l'une des plus grandes centrales à cycle combiné à faible impact environnemental et à haut rendement.

De plus, la **Centrale Electrique du Congo (CEC)**, née d'un accord entre Eni et la République du Congo,

est le principal producteur d'électricité du Pays. Suite à l'acquisition en 2007 du gisement on-shore de M'Boundi au Congo, Eni a développé un modèle d'accès à l'énergie à grande échelle : la CEC fait partie du « Congo Integrated Gas Power Generation Project » et fournit depuis 2010 l'électricité aux villes de Pointe-Noire et Brazzaville, grâce à la modernisation du réseau de transport vers Brazzaville et l'expansion du réseau de distribution à Pointe-Noire.

À ce jour, avec deux turbines à gaz et une capacité de 314 MW, la **CEC couvre les trois quarts de la demande énergétique de la population locale**. Eni a entamé un nouvel investissement qui prévoit l'installation d'une troisième turbine de 170 MW (prévue pour fin 2019), dont l'approvisionnement supplémentaire en gaz sera assuré par le bloc Marine XII exploité par Eni et qui permettra à la CEC de porter sa capacité à 484 MW.

OBJECTIFS POUR 2019 :

484 MW

CAPACITÉ DE LA CEC

1 GW

CAPACITÉ D'OKPAI

FOCUS SUR

ÉVALUATION DES AVANTAGES DES PROJETS D'ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ À POINTE-NOIRE, CONGO

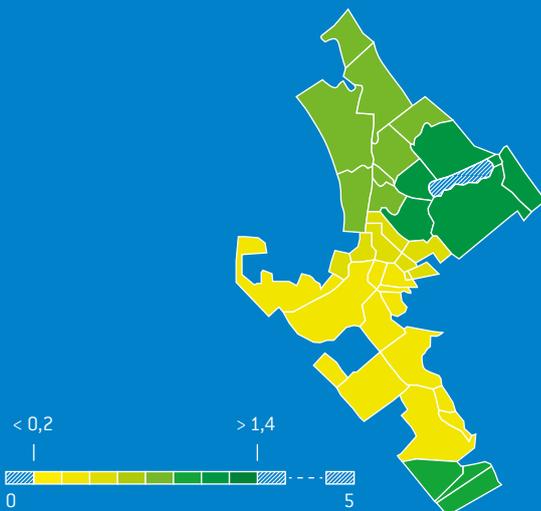
En 2018, une analyse à échelle locale a été réalisée dans le but de mesurer les impacts sociaux, économiques et environnementaux de la CEC sur la communauté de Pointe-Noire.

La collecte des données sur le terrain a été réalisée par le biais d'entretiens structurés selon la méthodologie Eni Impact Tool* validée par l'École Polytechnique de Milan. L'enquête a porté sur les usages domestiques (environ 1 000 familles), 42 écoles, 28 hôpitaux et 380 activités productives et commerciales.

Au cours des 8 années d'activité de la CEC, Pointe-Noire a bénéficié de la fourniture d'électricité, assurant un meilleur accès à l'électricité pour les habitants de la ville, comme le confirme l'évaluation réalisée. L'analyse, à travers l'Eni, Impact Tool a permis d'évaluer la « qualité » globale de l'accès à l'électricité (telle que la continuité de l'approvisionnement et la stabilité de la tension) ainsi que les impacts inhérents à la qualité de vie à travers des indicateurs spécifiques (moyens de subsistance naturels, physiques, humains, sociaux et financiers).

**Carte de Pointe-Noire
Indice d'accès à l'électricité**

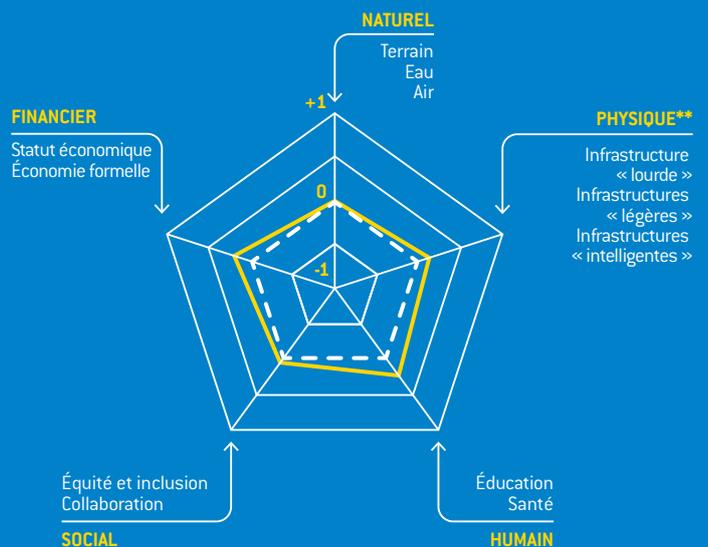
[Variation de 2010 à 2018 – Indice variable dans la fourchette de 0 à 5]



La carte de Pointe-Noire montre la variation de l'indice d'accès à l'électricité depuis le lancement de la CEC, en mettant en évidence les spécificités des 5 arrondissements sous analyse : Loandjili, Lumumba, Mongo Mpoukou, Mvoumvou et Ngoyo. Dans l'ensemble de la zone d'enquête, l'accès à l'électricité s'est accru, avec des variations d'ampleur variable selon l'arrondissement considéré.

Subsistance de la communauté

[Variation de 2010 à 2018]



Le diagramme montre comment les plus grands avantages se sont produits dans la dimension humaine (liée à des aspects tels que l'éducation et la santé), dans la dimension physique (liée au développement des infrastructures) et dans la dimension financière.

* Pour plus d'informations, voir page 63.

** Infrastructures lourdes : réseau de distribution d'électricité – Infrastructures légères : équipements tels que TV, radio, réfrigérateurs – Infrastructures intelligentes : appareils TIC, téléphones portables.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

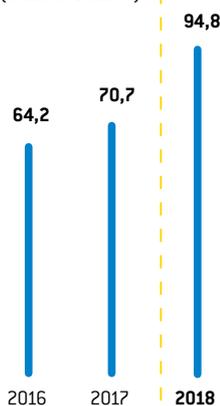


La particularité d'Eni est sa volonté de répondre aux besoins de développement des Pays dans lesquels elle opère par des actions concrètes menées en collaboration avec les institutions et les parties prenantes locales. En opérant dans des pays très différents, il est **essentiel de connaître les contextes des Pays et les défis locaux**, il suffit de penser que 83 %³⁵ de la population mondiale vit dans des zones souvent riches en ressources, mais pauvrement développées. Dans ces contextes, **Eni promeut des interventions de soutien au développement local** qui ne se situent pas seulement dans les zones d'intervention d'Eni, mais qui sont **conçues dans un rayon plus large et s'inscrivent dans les plans nationaux de développement**. Les avantages de meilleures conditions de vie dans les pays de présence peuvent également contribuer à la création d'une vie digne et à la réduction des flux migratoires grâce à des collaborations avec des organisations de différents types pour mettre en commun les ressources, non seulement en termes économiques mais aussi en termes de compétences, de savoir-faire et d'expérience (voir page 52).

431,5 MIO €³⁶

INVESTISSEMENTS 2019-2022
POUR LE DÉVELOPPEMENT
LOCAL

Investissements pour le
développement local
(millions d'euros)

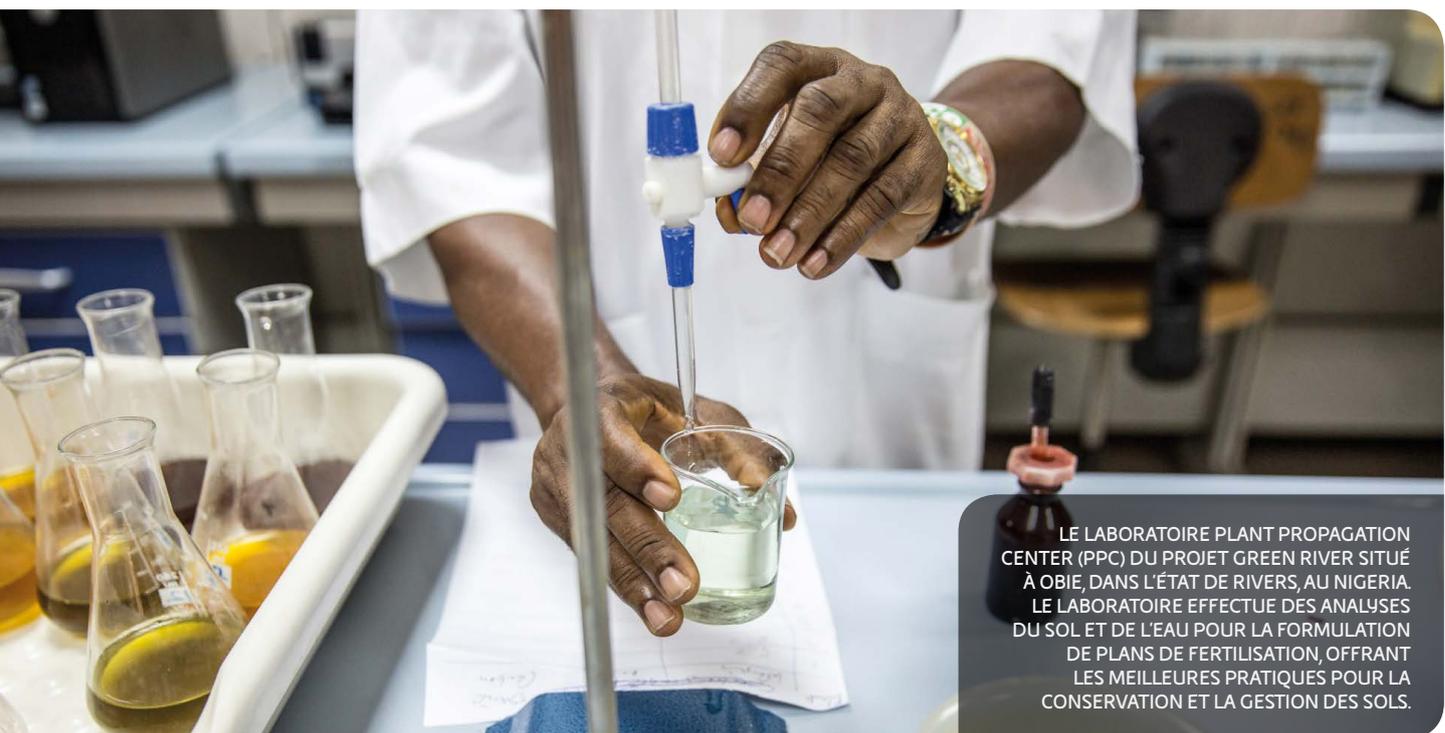
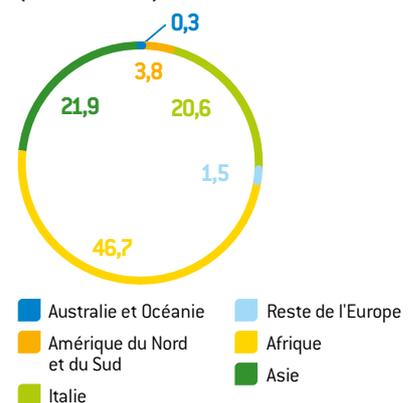


INVESTISSEMENT PAR SECTEUR D'INTERVENTION

ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS RÉSEAU	1,7
DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE	45,8
ÉDUCATION ET FORMATION	23,3
ACCÈS À L'EAU ET AUX INSTALLATIONS SANITAIRES	0,8
SANTÉ	3,3
INDEMNISATION ET RELOGEMENT*	19,9
TOTALE	94,8

* Fait référence aux activités de relogement au Kazakhstan et au Mozambique et aux activités d'indemnisation au Ghana et en Irak

Investissements pour le
développement local 2018
par zone géographique
(millions d'euros)



LE LABORATOIRE PLANT PROPAGATION CENTER (PPC) DU PROJET GREEN RIVER SITUÉ À OBIÉ, DANS L'ÉTAT DE RIVERS, AU NIGERIA. LE LABORATOIRE EFFECTUE DES ANALYSES DU SOL ET DE L'EAU POUR LA FORMULATION DE PLANS DE FERTILISATION, OFFRANT LES MEILLEURES PRATIQUES POUR LA CONSERVATION ET LA GESTION DES SOLS.

35) Données des World Population Prospects.

36) Comprend 24,5 millions d'euros pour le relogement et le rétablissement des moyens de subsistance au Ghana, au Kazakhstan, au Mexique et au Mozambique.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Conformément au huitième Objectif de Développement Durable (ODD), Eni vise à stimuler le lancement de différentes **activités socio-économiques locales, autonomes et durables**, par exemples des **projets agricoles** comme le projet Green River au Nigeria, le projet CATREP au Congo, les projets de **sécurité alimentaire** à l'appui du **micro-entrepreneuriat, d'infrastructures et d'autonomisation des femmes**, comme le soutien au projet HALO Trust en Angola ou le Digital Village en Indonésie.

La faim dans le monde continue d'augmenter : en 2016, 815 millions de personnes dans le monde étaient sous-alimentées (+5 % par rapport à 2015)

Source : The Sustainable Development Goals Report 2018, UNSTAT



LE PROJET CATREP EST RECONNU PAR LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE ET FAIT PARTIE DU PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT 2018-2021. L'UN DE SES OBJECTIFS EST DE CRÉER DES EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES ET LES FEMMES PAR LA PROMOTION D'UNE AGRICULTURE MODERNE.

LES HISTOIRES D'ENI FOR

CENTRE D'APPUI TECHNIQUE ET DE RESSOURCES PROFESSIONNELLES CATREP, CONGO

CONTEXTE

Le projet CATREP (Centre d'Appui Technique et de Ressources Professionnelles) fait partie du Projet Intégré Hinda, qui couvre une superficie de 830 km² dans les districts de Hinda, Loango, Mvouti et Tchiamba-Nzassi et compte environ 25 000 habitants. Le projet est développé sur une réserve foncière de 100 hectares et a impliqué 484 personnes et 2 420 membres de leurs familles.

OBJECTIFS DU PROJET

Le projet CATREP – reconnu par le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche congolais et inclus dans le Plan National de Développement 2018-2021 – a les objectifs suivants :

1. créer des emplois durables pour les jeunes et les femmes par la promotion d'une agriculture moderne ;
2. améliorer durablement les revenus des petits producteurs et des coopératives dans la zone du projet ;
3. promouvoir la recherche et l'innovation.

RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES

Le projet a été lancé en 2012 avec la construction et la réhabilitation des

infrastructures agricoles et d'élevage, la deuxième phase a démarré en 2018 avec les activités agricoles sur deux hectares de terres avec la méthode biologique, conformément à la législation européenne. Après la première récolte, en janvier 2019, les résultats sont les suivants : culture de 25 espèces de légumes pour une production totale de 17,9 tonnes. Les produits sont vendus au détail, à domicile et en gros dans les restaurants, les supermarchés et à la restauration à Pointe-Noire. En 2018, au sein des structures du CATREP, des activités d'élevage (aviculture, élevage ovin et porcin) ont également été lancées, avec une production totale de plus de 32 000 œufs. En outre, en dehors de la propriété du CATREP, le projet a fourni une assistance technique d'accès au marché à 179 agriculteurs et un soutien commercial à 87 d'entre eux. Un programme de coopération avec le Programme Alimentaire Mondial pour la production et la vente de haricots secs a également été lancé dans toute la zone du projet. La variété Borlotti a également été testée avec de bons résultats en termes d'adaptation et de rendement. La création d'un jardin botanique avec la culture et la vente de plantes médicinales est prévue.



PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM



Le projet, conformément au Plan National de Développement 2018-2021, vise à réduire le taux de pauvreté et à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ODD 1 et 2), favorisant une croissance économique à long terme, inclusive et durable, le

plein-emploi productif et le travail décent pour tous (ODD 8) et encourager les modèles de production responsable (ODD 12). L'égalité entre les sexes (ODD 5) et des partenariats pour les objectifs (ODD 17) sont transversaux pour tous les objectifs du projet.



ENI SOUTIENT LE PROJET « 100 WOMEN IN DEMINING » DU HALO TRUST - ANGOLA, QUI VISE À IMPLIQUER LES FEMMES DANS LA RÉCUPÉRATION DES TERRES EN AIDANT À LES RENDRE ÉCONOMIQUEMENT INDÉPENDANTES.

LES HISTOIRES D'ENI FOR

HALO TRUST ET ENI : DES FEMMES POUR LA VIE, EN ANGOLA

Depuis novembre 2017, Eni soutient le projet HALO Trust – Angola « 100 Women in Demining », qui a été mis en place et réalisé pour impliquer les femmes dans la réhabilitation des terres et contribuer à leur indépendance économique. La contribution d'Eni en 2018 a permis de former et d'employer l'équipe qui a travaillé dans la province de Benguela.

CONTEXTE

Entre 1975 et 2002, l'Angola a connu l'une des guerres civiles les plus longues et les plus dévastatrices d'Afrique. Au cours de cette période, les terres étaient parsemées de dizaines de milliers de mines, ce qui fait qu'il y a encore environ 500 000 mines* dans le Pays aujourd'hui. Dans la région de Kanenguerere, dans la province de Benguela (à l'ouest du pays), les mines dispersées dans les années 1980 ont mis en danger les villageois et la tribu semi-nomade des bergers de Mucubal.

OBJECTIFS DU PROJET

- Contribuer à l'autonomisation des femmes angolaises en leur offrant des possibilités d'emploi dans le domaine du déminage et des opportunités de formation et de développement professionnel
- Prévenir les accidents dus à la présence de mines
- Restituer les terres à des fins productives et/ou sociales

* <https://www.halostrust.org/100women/the-project/>.

- Contribuer à l'amélioration de la qualité de vie en milieu rural

RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES

Il y a eu 329 bénéficiaires directs et indirects. Grâce au soutien d'Eni, il a été possible de :

- sélectionner et former des femmes provenant de 2 districts ruraux et des villes de Lobito et Benguela et créer une équipe entièrement féminine de 11 femmes (7 démineuses, 2 ambulancières, 1 chauffeur et 1 administratrice) ;
- assainir une superficie de 45 610 m² (l'objectif était de 40 000 m²) et restituer les terrains aux communautés ;
- éliminer 62 mines antipersonnelle et détruire 50 munitions et 24 engins non explosés ;
- le premier bâtiment scolaire de la région.



PLUS DE DÉTAILS
SUR ENI.COM



1.4 D'ici 2030, veiller à ce que tous les hommes et toutes les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient des droits égaux en ce qui concerne les ressources économiques, ainsi que l'accès aux services de base, à la propriété et au contrôle de la terre et à d'autres formes de propriété, l'héritage, les ressources naturelles, l'accès aux nouvelles technologies et aux services financiers adéquats, notamment la micro

finance. **3.9** D'ici 2030, réduire considérablement le nombre de décès et de maladies dus à des produits chimiques dangereux, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol. **5.1** Mettre fin à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles du monde entier. **16.1** Réduire partout de manière significative toutes les formes de violence et le taux de mortalité qui y est associé.

ÉDUCATION ET FORMATION

L'engagement d'Eni en faveur de l'éducation est mis en œuvre par le biais de programmes spécifiques visant à promouvoir et à améliorer son accès, en étroite collaboration avec les communautés locales et les Autorités, en contribuant à garantir l'éducation des nouvelles générations. Cet engagement comprend la **construction d'écoles, des projets d'enseignement primaire et secondaire, la formation professionnelle, la formation des enseignants et l'octroi de bourses universitaires**. L'engagement en faveur de la consolidation du niveau d'éducation dans les communautés locales se poursuit également par le biais d'un processus de « **renforcement des capacités** » au profit du personnel local et du personnel d'autres entreprises ou institutions, par le biais de cours spécifiques. En 1957, à l'initiative d'Enrico Mattei, la Scuola di studi superiori sugli idrocarburi a été fondée et renommée en 1969 **École « Enrico Mattei »** à la mémoire de son fondateur. Depuis sa création, elle a formé plus de 2 900 diplômés, dont 57 % viennent de 110 Pays du monde entier. Depuis décembre 2001, l'école fait partie de l'Eni Corporate University, fondée la même année pour attirer et recruter des personnes de valeur et prendre en charge leur éducation. En particulier, en 2018, les formations dispensées aux ressources locales des filiales ont été les suivantes :

NIGERIA	Parcours de formation visant à fournir des connaissances techniques sur les activités de production et de maintenance d'installations en downstream pour la Planification et le Contrôle des Investissements et la Gestion des Performances des Raffineries, de l'Approvisionnement et de la Logistique.
ÉGYPTE	Interventions de formation dans le domaine HSE, dans le but d'accroître la culture de la sécurité et l'application de ses principes dans le domaine de l'exploitation.
KAZAKHSTAN	Pour la « haute direction » de l'entreprise publique kazakhe, Eni a créé un parcours de formation axé sur la gestion de projets en upstream, en référence également aux questions de contenu local et sur la Gestion d'entreprise, le Leadership et les cours intensifs d'anglais.
TURKMÉNISTAN, OMAN ET VIETNAM	Eni a dispensé des cours de base sur les disciplines typiques du secteur pétrolier et gazier, avec une participation importante des enseignants de sa Faculté.

Plus de la moitié des enfants et des adolescents dans le monde ne répondent pas aux normes minimales de compétence en lecture et en mathématiques

Source : The Sustainable Development Goals Report 2018, UNSTAT

DEPUIS SA CRÉATION, L'ÉCOLE ENRICO MATTEI A FORMÉ PLUS DE 2 900 DIPLÔMÉS, DONT 57 % VIENNENT DE 110 PAYS DU MONDE ENTIER

ENTRETIEN AVEC DES ÉTUDIANTS DU MASTER MEDEA

Depuis 1991, l'École Enrico Mattei a enrichi ses programmes de formation en créant le Master Économie de l'Énergie et de l'Environnement – MEDEA, pour étudiants italiens et étrangers.

Quel est votre nom, quelle est votre expérience ?

- Je m'appelle Antonis Constantinou, je viens de Chypre et je suis ingénieur en mécanique environnementale.
- Je m'appelle Michael Sampene, je viens du Ghana et j'ai un diplôme en génie chimique.
- Je m'appelle Ghina Atmaniwedhana et je viens d'Indonésie. J'ai un diplôme en psychologie.

Que signifie la durabilité pour vous ?

La durabilité signifie veiller à ce que les générations futures aient la possibilité d'utiliser les ressources limitées que la terre a mises à leur disposition (SAMPENE).

Pourquoi avez-vous choisi le Master Medea ? Quelle est la chose la plus importante que vous avez apprise de ce programme et qui influencera votre carrière professionnelle ?

En participant au master MEDEA, j'ai eu l'opportunité d'acquérir des connaissances spécifiques sur le secteur de l'énergie ainsi que sur les aspects financiers et économiques. Le Master fut aussi une grande occasion de rencontrer des gens du monde entier. Je suis sûr que cela m'aidera tout au long de ma vie professionnelle (CONSTANTINO).

Comment voyez-vous votre contribution à la recherche de solutions au problème climatique ? Selon vous, quelle contribution les entreprises énergétiques peuvent-elles apporter en termes de solutions techniques ou sociales ?

En termes de solutions techniques, les entreprises du secteur de l'énergie devraient mener de nouvelles activités de recherche et de développement et maximiser les technologies disponibles pour réduire les émissions. En termes de solutions sociales, les entreprises devraient sensibiliser aux questions liées au changement climatique, par exemple en prenant des mesures en matière d'éducation dans leurs pays d'opération (ATMANIWEDHANA).



INTERVIEW

GHINA ATMANIWEDHANA, ANTONIS CONSTANTINO ET MICHAEL SAMPENE ÉTUDIANTS DU MASTER EN GESTION ET ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT (MEDEA)



3 personnes sur 10 n'ont pas accès à des services d'eau potable saine

Source : The Sustainable Development Goals Report 2018, UNSTAT

ACCÈS À L'EAU ET AUX INSTALLATIONS SANITAIRES

L'accès à l'eau potable et saine et aux installations sanitaires de base a été reconnu non seulement comme un droit de l'homme universel, autonome et spécifique, une condition préalable à tous les autres Droits de l'Homme, mais aussi comme un élément central du développement. Eni intervient sur les territoires où elle est présente pour promouvoir l'accès à l'eau et améliorer les conditions d'assainissement en soutenant l'ODD 6, avec des actions ciblées telles que la **construction de puits, d'usines de potabilisation, de réseaux de distribution d'eau et de collecteurs d'eaux usées, ainsi que des activités de formation.**



INTERVIEW

SUFFYAN KOROMA
REPRÉSENTANT DE LA FAO
AU NIGÉRIA ET DANS LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE
DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST (CEDEAO)

INTERVIEW DE SUFFYAN KOROMA (FAO)

En février 2018, au Nigeria, Eni et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont signé un accord de collaboration pour la mise en œuvre d'activités durables pour les communautés affectées par la crise humanitaire dans le nord-est du Nigeria. Le projet Access to Water est la première initiative identifiée par l'Accord pour assurer l'accès à une eau propre et saine par la construction de puits alimentés par des systèmes photovoltaïques.

Qu'est-ce que le projet Access to Water ? Dans quelles régions du Pays se développe-t-elle et à qui s'adresse-t-elle ? Quels sont les ODD visés par le projet ?

Le projet « Access to Water » est un partenariat entre la FAO et Eni pour soutenir les IDP (Internally Displaced Persons – Déplacés internes) et les communautés d'accueil affectées par la crise du Nord-Est – Lac Tchad. Cette initiative met davantage l'accent sur les objectifs de développement durable suivants : ODD 1, vaincre la pauvreté sous toutes ses formes ; ODD 2, vaincre la faim ; ODD 6, assurer pour tous la disponibilité et la gestion durable de l'eau et des services hygiéniques et sanitaires ; ODD 13, prendre des mesures urgentes pour combattre le changement climatique et ses conséquences.

Quels ont été les défis de la mise en place du projet ? Comment ont-ils été surmontés ?

Les points de contrôle et les couvre-feux limitent la possibilité pour les personnes déplacées de circuler librement et de cultiver la terre. Nous travaillons avec les Institutions pour réfléchir à la manière d'étendre le périmètre des terres accessibles à des fins agricoles sans pour autant mettre en péril la sécurité. En termes de durabilité, nous avons décidé de construire des puits d'eau dans les zones où les déplacés internes vivent avec les communautés pré-existantes, afin de partager les bénéfices avec la population résidente également, et nous avons sensibilisé les communautés accueillies et d'accueil à ces bénéfices. Nous combinons également des projets d'accès à l'eau avec un soutien agricole. Nous avons fourni des semences de légumes à maturation rapide afin qu'elles puissent pousser rapidement grâce à cette eau, complétant ainsi leur alimentation et leurs sources de revenus.

Quel est son impact sur la population locale ? Quel retour avez-vous reçu des bénéficiaires et des parties prenantes ?

Les impacts générés par le projet sont nombreux : tout d'abord, la possibilité d'avoir accès à l'eau sans avoir à parcourir des kilomètres pour l'obtenir. Cela réduit le risque que les gens marchent sur les mines ou se trouvent dans des situations d'insécurité. L'accès accru à une eau propre et saine contribue également au développement de l'agriculture et à la réduction des maladies transmises par l'eau contaminée.



POINT DE COLLECTE DE L'EAU FOURNIE PAR LE PROJET, DANS LA COMMUNAUTÉ BÉNÉFICIAIRE GUR LAWAN, DANS L'ÉTAT DE BORNO.



CE PROJET EST LA PREMIÈRE INITIATIVE PROMUE PAR LA COLLABORATION ENTRE LA FAO ET ENI. DANS LE CADRE DU PROJET, LA FAO FOURNIRA UN APPUI POUR L'IDENTIFICATION DES DOMAINES D'INTERVENTION, AINSI QU'UN APPUI TECHNIQUE ET UN SAVOIR-FAIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS, TANDIS QU'ENI FORERA LES PUIITS ALIMENTÉS PAR DES SYSTÈMES PHOTOVOLTAÏQUES.

LES HISTOIRES D'ENI FOR

ENI ET LA FAO POUR PROMOUVOIR L'ACCÈS À L'EAU AU NIGERIA

Dans le cadre de l'accord de coopération entre Eni et la FAO, signé en février 2018, la FAO fournira un appui pour l'identification des domaines d'intervention ainsi qu'un appui technique et un savoir-faire, tandis qu'Eni construira des puits d'eau avec des systèmes photovoltaïques.

CONTEXTE

Le nord-est du Nigeria est confronté à une situation d'urgence humanitaire causée par le mouvement violent de Boko Haram et la réduction du bassin du lac Tchad, la principale source d'eau pour les communautés locales. La crise a déclenché d'importants flux migratoires dans le pays et le développement d'établissements informels dans le nord-est et à Abuja, où de nombreuses personnes fuient. Dans ce contexte, le gouvernement fédéral nigérian a demandé l'aide aux compagnies énergétiques et Eni a signé un accord de coopération de trois ans avec la FAO.

OBJECTIFS DU PROJET

Eni favorisera l'accès à l'eau propre et saine au Nigeria par la construction de puits alimentés par des systèmes photovoltaïques, à usage domestique et pour l'irrigation. La FAO fournira un soutien pour l'identification des domaines d'intervention, un appui techni-

que et le savoir-faire, en garantissant aussi une formation à l'utilisation et l'entretien durable des structures.

RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES

- Premier puit à Waru (Abuja) avec un réservoir de 25 000 litres, équipé d'une station de traitement par osmose inverse, qui garantit la potabilité de l'eau ;
- 3 points de collecte de l'eau avec 6 robinets chacun, situés dans des points stratégiques du site pour assurer une facilité maximale d'accès ;
- Environ 4 000 personnes ont été concernées, y compris des déplacés internes et des communautés locales ;
- 4 puits dans l'État de Borno, respectivement dans les zones de gouvernement local de Chibok, Biu, Damboa et Bama.

 [PLUS DE DÉTAILS SUR ENI.COM](#)



6.a Élargir la coopération internationale et le soutien d'ici 2030 pour créer des activités et des programmes liés à l'eau et aux structures sanitaires dans les pays en développement, y compris la collecte d'eau, le dessalement, l'utilisation rationnelle de

l'eau, le traitement des eaux usées et les technologies de recyclage et de réutilisation. **13.1** Renforcer la résilience et l'adaptation aux risques liés au climat et aux catastrophes naturelles dans tous les Pays.

SANTÉ

90 % des Pays non membres de l'OCDE ont moins d'un médecin pour 1 000 personnes et plus de 60 % ont moins de 3 infirmières ou sages-femmes pour 1 000 personnes

Source : The Sustainable Development Goals Report 2018, UNSTAT

L'amélioration de la santé des communautés, en synergie avec les activités d'entreprise, contribue au développement socio-économique des pays dans lesquels Eni opère. Cet objectif est poursuivi par la formulation et la mise en œuvre, en collaboration avec les institutions locales, d'initiatives visant à :

- créer une **sensibilisation plus grande et une responsabilisation des populations bénéficiaires** sur les grands enjeux de santé publique ;
- **améliorer l'accès aux services de santé publique** réhabilités, ou nouvellement mis en place, aux différents niveaux du Système National par des activités de développement des compétences et d'adaptation des infrastructures.

Les Pays sur lesquels se concentrent actuellement les interventions sont les suivants : Irak, Congo, Libye, Égypte, Mozambique, Indonésie, Angola, Pakistan, Mexique et Italie.



POSE DE LA PIERRE DE LA NOUVELLE AILE DE L'HÔPITAL DE BASSORAH EN PRÉSENCE DE H.E. PREMIERE MINISTRE DE L'ENERGIE AFFAIRES THAMER AL GHADBAN ET MASSIMO INSULLA, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ENI IRAQ.

LES HISTOIRES D'ENI FOR

INITIATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ET DE LA FORMATION DU PERSONNEL EN IRAK

Un exemple de partenariat pour le développement du Système De Santé de référence du Gouvernorat de Bassorah.

CONTEXTE

Au cours de l'année 2018, les Autorités irakiennes ont demandé à Eni un appui pour soutenir la Direction de la Santé du Gouvernorat de Bassorah (Al Basra, où vivent 2,5 millions d'habitants) dans le développement des services spécialisés de référence du Système de Santé local, en les adaptant aux standards internationaux et à la demande régionale croissante.

OBJECTIFS DU PROJET

- 1) Améliorer le diagnostic oncologique avec l'Institution de l'Unité de Médecine Nucléaire à l'Hôpital Universitaire Al Sadr de Bassorah (avec la participation directe de l'Institut Hospitalier Niguarda de Milan). Le projet a une durée de 2 ans et un investissement d'Eni d'environ 7,2 millions d'euros.
- 2) Renforcer (en collaboration avec l'Institut Pédiatrique « Giannina Gaslini » de Gênes) les Services Hémato-Oncologiques et Chirurgicaux de l'Hôpital Pédiatrique de Bassorah, en améliorant ses infrastructures et ses capacités diagnostiques et thérapeutiques. L'initiative a une durée de 2 ans et un budget d'environ 3,3 millions d'euros.

RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :

- 1) Pour les services de Médecine Nucléaire, des activités d'approvisionnement utiles ont été lancées :
 - l'acquisition d'équipements et d'installations ;
 - la mise en place de l'infrastructure qui abritera l'équipement.
- 2) Le projet sur le renforcement des Services Hémato-Oncologiques et Chirurgicaux compte parmi ses résultats :
 - une première intervention pour restaurer les systèmes et les installations nécessaires à la pleine fonctionnalité de l'Hôpital ;
 - une fourniture d'appareils et d'équipements urgents et de médicaments essentiels ;
 - un programme d'assistance et de formation en cours d'emploi pour les médecins et le personnel paramédical irakiens par le biais de missions en Italie à l'Institut Gaslini et, inversement, pour les spécialistes de Gaslini en Irak ;
 - un service à distance (vidéoconférence, télé-médecine) pour soutenir le diagnostic et le traitement des cas complexes toujours par l'Institut Gaslini.



PLUS DE DÉTAILS
SUR ENI.COM



3.8 Assurer une couverture médicale universelle, y compris la protection contre les risques financiers, l'accès à des services de soins de

santé essentiels de qualité et l'accès à des médicaments essentiels sûrs, efficaces, de qualité et abordables et des vaccins pour tous.

OUTILS ET MÉTHODOLOGIES POUR L'ÉVALUATION DES IMPACTS

Pour la définition des projets en faveur des territoires, Eni utilise une série d'instruments et de méthodologies (voir p. 49), conformes aux normes internationales, qui favorisent la connaissance du contexte du Pays et identifient les impacts opérationnels potentiels sur le territoire ; identifient les besoins des populations locales et les zones d'intervention possibles ; définissent les objectifs du projet et suivent les progrès par des indicateurs ; mesurent les impacts sur les communautés et permettent la révision si nécessaire des interventions afin de mieux guider les choix d'investissement futurs. Eni **mesure** également la **valeur socio-économique apportée par sa présence** opérationnelle, analyse et suit les **bénéfices sociaux générés par les investissements** grâce à l'utilisation d'outils spécifiques, tels que l'Eni Impact Tool et le Modèle d'Évaluation du Contenu Local (ELCE).



ENI IMPACT TOOL : ÉVALUATION DES AVANTAGES DES PROJETS DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Eni a développé une **méthode d'évaluation des impacts sociaux, économiques et environnementaux** de ses activités sur le territoire, utile **pour quantifier les bénéfices générés et mieux orienter les initiatives futures**. Eni Impact Tool, validé par l'**École Polytechnique de Milan**, utilise différentes méthodologies pour mesurer les changements générés par le projet en question sur les conditions de vie et les ressources des communautés locales et pour évaluer ses performances économiques et environnementales. Le modèle s'appuie sur des méthodologies internationalement reconnues, déjà utilisées par des organismes tels que la Banque mondiale et dans des initiatives liées à la réalisation de l'ODD 7 telles que SEforALL. L'impact au niveau local est évalué par la définition de questionnaires et leur soumission ultérieure à des contextes d'intervention ; en parallèle, des études macroéconomiques utilisant des bases de données publiques permettent d'étendre l'analyse d'impact à une échelle plus large, nationale et mondiale (pour un exemple d'application, voir page 55).

EN COLLABORATION AVEC L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MILAN

Les analyses d'impact réalisées avec l'Eni Impact Tool

ANALYSE AU NIVEAU LOCAL	
INSTRUMENTS UTILISÉS → Questionnaires sur le terrain	RÉSULTATS → Variation de la qualité de vie de la communauté (<i>subsistance</i>) → Variation de l'accès à l'énergie
ANALYSE À L'ÉCHELLE NATIONALE ET MONDIALE	
INSTRUMENTS UTILISÉS → Analyse macroéconomique des entrées sorties	RÉSULTATS → Impacts économiques et environnementaux

MODÈLE D'ÉVALUATION DU CONTENU LOCAL

Le contenu local est la valeur ajoutée qu'Eni apporte au tissu socio-économique d'un territoire d'accueil ; il représente la manière dont l'entreprise, dans la conduite de ses activités, peut devenir une force motrice pour le développement du contexte local. Sa valorisation est utile pour une planification plus efficace des activités et un meilleur soutien au développement socio-économique des réalités locales.

Pour rendre cette valeur tangible et contrôlable, Eni applique depuis 2016 son propre modèle, validé par l'**École Polytechnique de Milan**. Ce modèle, appelé ELCE (Eni Local Content Evaluation), quantifie les bénéfices générés par les activités en termes de PIB, d'emplois et de pouvoir d'achat supplémentaire résultant des investissements dans la formation. Le modèle ELCE évalue l'efficacité des **effets directs** sur la base des engagements économiques et en matière d'emploi (achats de biens et de services, impôts payés, coûts salariaux, recrutement de personnel local) pris par Eni, les **effets indirects** par l'application de multiplicateurs keynésiens obtenus à partir de questionnaires remplis par des fournisseurs locaux et ceux **engendrés** dérivant de l'analyse des variables des secteurs économiques activés par Eni.

Sur la période 2016-2018, ELCE a mesuré le contenu local des projets OCTP au Ghana (phase de production), East Hub et West Hub en Angola (durée de vie entière) et du projet Zohr en Égypte, ainsi que des sites opérationnels italiens de Ravenna (upstream / downstream), Sannazzaro de' Burgondi (R&M) et Val d'Agri (amont).





APPLICATION DU MODÈLE ELCE AU PROJET ZOHR 2016-2038*

En 2018, l'évaluation du Contenu Local a été réalisée notamment sur le projet Zohr en Égypte. L'analyse réalisée a montré que le projet a généré un double impact socio-économique en Égypte et en Italie, en termes de savoir-faire requis et de fournisseurs impliqués (pour les données cumulées, voir page 48).

	EFFETS DIRECTS Effets générés par l'activité d'Eni au niveau local <i>(données de l'entreprise)</i>	EFFETS INDIRECTS Les effets générés par les activités des fournisseurs locaux <i>(données d'un échantillon représentatif)</i>	EFFETS INDUITS Effets générés sur le contexte socio-économique local** <i>(estimation sur la base de multiplicateurs macroéconomiques)</i>
IMPACTS ÉCONOMIQUES			
MOYENNE ANNUELLE SUR LA PÉRIODE 2016-2038	→ Achats de biens et services locaux → Salaires des employés locaux → Impôts payés	→ Achats de biens et services locaux par la chaîne d'approvisionnement → Salaires des employés locaux de la chaîne d'approvisionnement → Taxes payées par les fournisseurs	→ Effet de la consommation domestique, en tant que dépenses des employés et fournisseurs d'Eni, sur l'ensemble de l'économie locale
	ÉGYPTE 604Mio \$ ITALIE 397Mio \$	ÉGYPTE 412Mio \$ +	ÉGYPTE 183Mio \$ +
IMPACTS SUR L'EMPLOI			
MOYENNE ANNUELLE SUR LA PÉRIODE 2016-2038 DE L'EMPLOI PONCTUEL POUR CHAQUE MOIS	→ Employés locaux	→ Employés locaux tout au long de la chaîne d'approvisionnement	Emplois locaux potentiels, dans les secteurs : → privé, comme mesure de la consommation domestique → public, comme mesure de la réutilisation des taxes
	ÉGYPTE 23 081 ITALIE 435	ÉGYPTE 493 +	ÉGYPTE 2 649 +
LES IMPACTS SUR LE CAPITAL INTELLECTUEL			
MOYENNE ANNUELLE SUR LA PÉRIODE 2016-2038	→ Dépenses de formation pour les employés locaux	→ Avantage lié à l'attente d'augmentation des salaires grâce à la formation reçue par rapport à ceux qui n'ont pas reçu de formation	→ Augmentation de la consommation domestique et des impôts sur le travail, en raison des salaires plus élevés obtenus grâce à la formation reçue
	ÉGYPTE 2,5Mio \$	ÉGYPTE 1,1Mio \$ +	ÉGYPTE 1Mio \$ +
LES EFFETS INDIRECTS ET INDUITS SONT ESTIMÉS SUR LA BASE DE LA FORMATION DISPENSÉE AUX EMPLOYÉS D'ENI AFFECTÉS AU PROJET ZOHR			

* Toutes les données du tableau sont calculées en moyenne pour la période 2016-2038.

** Le contexte socio-économique local fait référence à tous les autres secteurs non impliqués dans la chaîne d'approvisionnement.



Eni SpA

Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 – Rome – Italie
Capital social : 4 005 358 876,00 € entièrement libéré
Registre du Commerce de Rome,
Code fiscal 0048496060588

Autres Sièges

Via Emilia, 1
San Donato Milanese (MI) - Italie

Piazza Ezio Vanoni, 1
San Donato Milanese (MI) - Italie

Mise en page, pagination et supervision

K-Change - Rome

Copie

Varigrafica Alto Lazio - Viterbo



Imprimé sur papier XPer Fedrigoni



Eni est disponible pour l'acquittement des droits d'auteur à l'intention de tous les ayants droit dans le cas des sources pour lesquelles les auteurs n'ont pas pu être retrouvés.

